

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RÉPRESSION PÉNALE

Appliquée aux Délinquants Mineurs

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

le 31 Octobre 1898, à 9 heures et demie du matin

PAR

Marcel GAUDRILLET

Lauréat à la Faculté de Dijon

Juge suppléant à Chalon-sur-Saône

Sous la présidence de M. MONGIN, *professeur*.

Suffragants { MM. Louis LUCAS, *professeur*
Roux, *agrégé*.



DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, RUE DES FORGES, 40

1898

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RÉPRESSION PÉNALE

Appliquée aux Délinquants Mineurs

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

le 31 Octobre 1898, à 9 heures et demie du matin

PAR

Marcel GAUDRILLET

Lauréat à la Faculté de Dijon

Juge suppléant à Chalon-sur-Saône

Sous la présidence de M. MONGIN, *professeur*.

Suffragants { MM. Louis LUCAS, *professeur*
Roux, *agréé*.



DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, RUE DES FORGES, 40

—
1898

A MON PÈRE

A MA MÈRE

INTRODUCTION

Parmi les préoccupations nombreuses qui s'imposent actuellement à tous ceux qui, par profession ou par goût personnel, ont été amenés à s'inquiéter de l'avenir de notre société, on peut dire que l'une de celles qui sollicitent le plus impérieusement l'attention est celle de l'Enfance coupable ; le cri d'alarme a été jeté du jour où l'on a constaté que la criminalité, loin d'être le triste apanage d'un groupe fermé d'individus qui prétendaient vivre exclusivement aux dépens de leurs semblables, se répandait partout, gagnait toutes les classes, et arrivait enfin à gangrener ceux qui, sans appartenir à aucune classe sociale, sont l'avenir même de la société, c'est-à-dire les enfants.

On n'a point tardé à chercher les causes d'un tel danger ; les uns ont voulu les voir dans le développement de l'industrie qui appelle les parents à la tâche assidue de l'usine, les fait désertier le foyer et laisse l'enfant livré à lui-même, sollicité par les flâneries de la rue en dehors des heures prises par l'école, subissant l'in-

fluence démoralisatrice qui pèse sur tous ceux qui ne sont point astreints à l'accomplissement d'une tâche régulière où ils peuvent faire l'apprentissage de la vie. Pour d'autres, c'est l'école laïque qui serait la grande coupable, parce qu'elle n'enseignerait pas à l'enfant les idées de la morale religieuse, qui seules sont capables de donner à la vie une direction en rattachant tous les actes et toutes les préoccupations de l'être humain à une fin bien définie.

Mais ces idées, nées dans la politique, portées à la tribune par des chefs de partis à l'appui d'une conception politique de l'Etat et présentées en somme à l'occasion de combats parlementaires, n'ont jamais passé dans le domaine des études pratiques calmes et approfondies ; étayées un instant par d'éloquentes affirmations, elles sont retombées dans l'oubli après le combat où elle n'avaient été qu'une arme d'occasion. Il ne nous semble point d'ailleurs qu'il soit possible à l'heure actuelle de combattre le développement industriel ; l'extension de notre industrie est une nécessité sociale et ce n'est point le moment de discuter les moyens de l'enrayer ; quant à l'école laïque, elle existe, elle constitue un dogme de gouvernement et sans nous attarder à nous demander si elle est une chose bonne ou mauvaise, nous pouvons constater qu'elle n'est point sérieusement menacée dans sa vie essentielle et qu'il serait chimérique de proposer ac-

fuellement une réforme qui, ayant pour point de départ sa disparition, risquerait fort d'attendre trop longtemps.

Il nous semble donc que c'est en dehors de ces thèses générales qu'il faut se décider à chercher un remède à la situation actuelle ; on n'a pas hésité d'ailleurs, dans la pratique, à se rallier à cette conclusion ; des institutions charitables dues à l'initiative privée aussi bien qu'à l'initiative publique ont été fondées de tous côtés dans le dessein de soustraire l'enfant à la contagion du mal, soit en l'enlevant à des parents indignes, soit en le recueillant quand il n'a plus de soutien. Mais, si nous nous plaçons au point de vue des résultats obtenus, il nous faut constater que, malgré les efforts très nombreux et assurément très louables tentés dans cette voie, on n'a pas réussi à supprimer ni même à diminuer sensiblement la criminalité chez les enfants.

Il se présente donc des cas, malheureusement trop fréquents, où l'enfant est traduit en justice pour y répondre d'actes relevant de la loi pénale, et il nous a paru qu'il n'était pas indigne d'intérêt d'examiner la situation de ces enfants qui se trouvent aux prises avec le mécanisme judiciaire et de nous demander si, à défaut de préconiser des réformes radicales, il ne serait pas utile de rechercher quelques solutions destinées à tenir compte de la situation spéciale où se

trouve un être inférieur, nous voulons dire l'enfant, en face du mécanisme de la répression tel qu'il a été organisé, c'est-à-dire surtout en vue de l'homme fait, en possession de toute sa lucidité et de toute sa conscience.

PREMIÈRE PARTIE

LÉGISLATION ROMAINE ET ANCIEN DROIT

Si le problème de la répression pénale appliquée à l'enfance s'est posé de nos jours avec une précision et une acuité toutes particulières devant l'augmentation toujours croissante du nombre des mineurs traduits en justice, il ne serait pas exact d'en conclure que la question est absolument nouvelle ; la fausseté de cette conclusion apparaît d'ailleurs très nettement à l'examen de la législation romaine. — Quelle qu'ait été, à Rome, l'étroitesse du lien qui rattachait les enfants à l'autorité directe et particulièrement énergique du père de famille, en les maintenant sous sa constante surveillance, il n'en est pas moins vrai, les textes sont là pour l'attester, qu'alors comme de nos jours, on avait dû prévoir le cas où l'enfant commettrait des infractions à la loi pénale, et en fait, les lois romaines nous présentent sur ce point un ensemble de mesures assez complètes.

Jusqu'à l'âge de 7 ans, l'enfance proprement dite était protégée par une présomption d'irresponsabilité

absolue, et soustraite d'une façon complète à l'application de la loi pénale *ob innocentiam consilii* (1).

De 7 ans jusqu'à 10 ans 1/2 pour les garçons et 9 ans 1/2 pour les filles, l'enfant bénéficiait encore d'une présomption irréfragable d'irresponsabilité, il était considéré, suivant l'expression dont se servent les textes, comme *proximus infantiae* et par conséquent comme *non doli capax*; nam, dit Gaius, C. III, § 109, *infans et qui infantis proximus est non multum a furioso differt, quia hujus ætatis pupilli nullum intellectum habent*; une exception est faite, cependant, en ce qui concerne les « crimes atroces »; les Romains considéraient que cette catégorie d'actes offrait un caractère de gravité tel que la criminalité en devrait apparaître même à un *proximus infantiae*, en admettant toutefois, que si une peine devait intervenir, il y avait lieu de la prononcer moins grave que celle qui aurait puni le même fait commis par un homme adulte.

De 9 ans 1/2 et 10 ans 1/2 jusqu'à 12 et 14 ans, suivant les sexes, c'est-à-dire jusqu'à la puberté, l'enfant était *proximus pubertatis* et une présomption d'irresponsabilité le couvrait encore, mais elle n'était que relative, c'est-à-dire que la preuve contraire était admise; tout en partant de ce principe que les enfants âgés de moins de 12 ou 14 ans peuvent être, en thèse générale, considérés comme inconscients, la législation romaine admettait qu'il y

(1) « V. L. 3, § 1, L. *De Injuriis* : L. 47, t. X.

« Sane sunt quidam, qui facere non possunt : ut puta furiosus, et impubes, qui doli capax non est : namque hi pati injuriam solent, non facere. Cum enim injuria ex affectu facientis consistat, consequens erit dicere, hos, sive pulsant, sive conviciant dicant, injuriam fecisse non videri. »

§ 2 « Itaque, pati quis injuriam, etiamsi non sentiat, potest : facere nemo, nisi qui scit se injuriam facere... »

avait lieu de tenir compte de la précocité du caractère et de soumettre à l'application de la loi pénale ceux dont l'intelligence avait devancé l'âge, ce que l'on exprimait par la formule *malitia supplet cetatem*; c'est là ce que Justinien, aux Institutes (§ 18, T. I, liv. IV) veut indiquer en disant: « *Ita demum obligari impuberem, si proximus pubertati sit et ob id intelligat se delinquere* », même dans ce cas, d'ailleurs, la peine demeurerait moins élevée que celle qui aurait été prononcée contre l'adulte: *pupillus, mitius punitur* (1).

Enfin, depuis la puberté jusqu'à 18 ans, âge de la minorité et même jusqu'à 25 ans, époque à laquelle le pubère devient majeur, la loi le considérait comme responsable en principe, mais le faisait bénéficier d'une atténuation dans la peine qui pouvait être prononcée contre lui (2).

Notre ancienne jurisprudence avait, d'une façon générale, adopté les principes du Droit romain; les enfants, car ceux qui n'avaient pas encore atteint l'âge de 7 ans étaient considérés, dit Jousse, comme « incapables de malice » et, « n'ayant point encore « assez de raison pour savoir ce qu'ils font, ils sont « entièrement exempts de crimes ». Ils ne doivent donc subir aucune peine; même dans les cas où ils se seraient rendus coupables d'homicide, car, dans le

(1) V. aussi, L. 23, *Dig. de Furtis*, L. 47, t. 2. « Ulpien. — « Impuberem furtum facere posse, si Jam doli capax fit, Julia-
« nus libro XXII Digestorum scripsit. Item posse cum impu-
« bere danmi injuria agi. quia id furtum ab impubere fit: sed
« nondum esse adhibendum ait; nam in fantes id non ca-
« dere, nos putamus, cum impubere culpæ capace, Aquilia
« agi posse. Item verum est, quod Labeo ait, nec ope impube-
« ris furto facto teneri eum. »

(2) L. 7. *Code de Pœnis*, liv. IX, T. XLVII.
L. 37. *D. de Minoribus*. L. IV, T. IV.

délit d'un enfant « le châtiment est renvoyé au père (1) ».

De 7 ans jusqu'à 12 et 14 ans, suivant les sexes, la même présomption, favorable à l'enfant, subsiste en principe, mais il appartient essentiellement au juge de tenir compte « des circonstances » et de la « qualité du crime », c'est même lui qui décide, en s'en référant à un examen spécial de l'enfant objet de la poursuite, s'il est proche ou non de l'âge de puberté. « Mais pour savoir, nous dit encore Jousse, quand un « impubère est proche de l'âge de puberté, cela dépend « de la prudence du juge qui doit considérer dans ce « cas la qualité de la personne, ainsi que la nature et « les circonstances du crime, et s'il est du nombre de « ceux *in quibus malitia supplet ætatem*..... » C'est ainsi que l'on cite notamment un arrêt du Parlement de Paris en date du 22 décembre 1682 qui a condamné un petit garçon âgé de moins de 14 ans « à « être pendu sous les aisselles en place de Grève pendant le temps de 2 heures pour avoir mis du poison « dans un pot-au-feu par ordre de son père, ce qui « avait causé la mort de 4 personnes; ensuite il fut « détaché, fouetté et enfermé à l'hôpital général (2) ». D'autres arrêts, s'inspirant de circonstances de fait, ont renvoyé des impubères des fins de la poursuite (3).

(1) Arrêt du 18 avril 1625, renvoyant des fins de la poursuite un enfant de 7 ans qui, en jouant, avait crevé un œil à l'un de ses camarades. — Dans le même sens, arrêt du 4 juillet 1633. (Ces deux arrêts, cités dans Jousse, t. II, p. 258, ne précisent pas d'une façon plus nette l'âge de l'enfant.)

(2) Un arrêt du 19 mars 1829 concernant un enfant de 8 ans a été rendu dans des circonstances analogues et dans le même sens.

(3) Deux arrêts des 24 mars 1659 et 26 novembre 1667 ont annulé deux procédures criminelles ouvertes contre des enfants de 9 ans 1/2 et 10 ans 1/2. — Voyez également arrêt du

On cite enfin deux arrêts d'octobre 1606 et de janvier 1607 qui ont prononcé des peines capitales contre des impubères convaincus de vols domestiques.

En ce qui concerne les pubères et les mineurs (1), ils sont considérés comme jouissant en principe d'un degré de responsabilité suffisant pour servir de base à une peine, mais, néanmoins, cette peine doit être mitigée. C'est ainsi qu'un arrêt du 3 mars 1661, rendu contre un écolier de 15 ans « qui avait tellement ex-
« cédé de coups son camarade qu'il en mourut dans
« les 40 jours », se voit condamné seulement « en
« 120 livres parisis applicables au pain des prison-
« niers, et en 800 livres parisis d'intérêts civils ». Toutefois, d'après Jousse, il est des cas où les mineurs peuvent être condamnés « en la peine ordinaire », lorsqu'il s'agit par exemple d'assassinat à prix d'argent, de vol réitéré, d'usure, « et d'autres cas qui pro-
« viennent plutôt d'une malice réfléchie que de jeu-
« nesse, d'imprudence ou de passion ».

Sur tous les points que nous venons d'indiquer, Muyart de Vouglans préconise des solutions analogues où l'on peut constater cependant une légère tendance à une sévérité plus grande ; et si l'on considère dans leur ensemble les principes indiqués par les auteurs de notre droit et adoptés par la jurisprudence, on peut dire que tout en recueillant les principes établis par la législation romaine, notre droit ancien laissait surtout au juge une très grande latitude d'appré-

24 mars 1659 et arrêt du 16 mars 1630, infirmatif d'un décret de prise de corps décerné contre un impubère de 11 ans 1/2 qui avait tué un de ses camarades d'un coup de pierre.

(1) L'âge de la minorité et de la majorité est le même dans notre ancien droit que dans le droit romain : la puberté s'étend de 12 ou 14 ans jusqu'à 18 et la minorité de 18 à 25.

ciation ; il considérait, surtout en ce qui concerne les impubères, que la question de discernement était une question de fait, qu'il était bon de la résoudre dans chaque espèce en s'inspirant du caractère de l'acte délictueux ou criminel, des circonstances qui l'avaient accompagné, éléments qui tous devaient éclairer la justice sur le degré de conscience de l'enfant à juger ; cette idée d'ailleurs a été très nettement exprimée par **Muyart de Vouglans** dans son ouvrage « Les lois criminelles de la France », quand il dit : « En un « mot, comme la raison a ses degrés particuliers, la « loi veut aussi que la punition soit réglée suivant les « différents degrés de l'âge..... Au surplus, comme « l'expérience fait voir qu'il y a de certains esprits « prématurés, dont la malice prévient l'âge..... voilà « pourquoi la loi a cru devoir s'en rapporter princi- « palement à la prudence du juge sur ce point ». C'est ainsi que deux arrêts de 1606 et de 1607 condamnent à mort deux impubères pour vols domestique, tandis qu'un autre arrêt du 3 mars 1661 condamne un écolier de 15 ans à une amende de 120 livres parisis pour avoir porté à l'un de ses camarades des coups assez violents pour entraîner la mort de ce dernier.

La législation intermédiaire relative à l'enfance pénale (code du 6 octobre 1791, partie I, t. V, art. 2 et suiv.) a été reproduite, au moins dans ses principes fondamentaux, par le code pénal de 1810, il ne nous paraît donc pas qu'il soit utile d'en présenter une étude spéciale ; nous nous contenterons de signaler, au cours de l'examen de la législation actuelle, les modifications survenues.

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT ACTUEL

La législation actuelle relative à la répression pénale applicable au mineur est contenue tout entière dans les articles 66 à 69 du code pénal, complétés par les articles 340 et 347 du code d'instruction criminelle ; l'ensemble des mesures législatives actuellement en vigueur a pour but de fournir à l'enfant des garanties spéciales au point de vue de la responsabilité, et de tenir compte, dans l'application de la peine à intervenir, de ce fait que, même dans l'hypothèse où il peut être considéré comme conscient de ses actes, l'enfant ne possède point à un degré aussi élevé que l'adulte la notion claire et absolue des faits qui peuvent lui être reprochés.

CHAPITRE PREMIER

Présomption d'irresponsabilité, champ d'application :
les crimes, les délits, les contraventions,
les délits prévus par les lois spéciales.

La première règle édictée en faveur de l'enfance coupable est formulée dans l'article 66 du code pénal qui reproduit d'ailleurs, sur ce point, les prescriptions du code du 6 octobre 1791 (Partie I, T. V, art. 2), et doit être complétée par l'article 340 du code d'instruction criminelle; ces deux articles sont ainsi conçus :

ARTICLE 66. — Lorsque l'accusé aura moins de 16 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté ; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année.

ART. 340. — « Si l'accusé a moins de 16 ans, le président posera, à peine de nullité, cette question :

L'accusé a-t-il agi avec discernement ?

De l'ensemble de ces dispositions, il résulte tout d'abord que le mineur de 16 ans bénéficie d'une présomption simple d'irresponsabilité dont l'effet direct est de forcer le juge à examiner spécialement, quand il s'agit d'un mineur, si l'acte qui lui est reproché a été accompli avec la conscience absolue de son carac-

tère et de ses conséquences possibles; le mineur de 16 ans se trouve de ce fait dans une situation toute différente de celle du majeur traduit devant la juridiction répressive; ce dernier est considéré comme étant, dans son état normal, conscient de ses actes, et responsabilité pleine et entière doit lui en être attribuée, à moins qu'une circonstance spéciale, accidentelle ou anormale, n'ait été la cause d'une modification dans son être moral; il suit de là que la responsabilité du majeur ne fait pas, en général, l'objet d'un examen spécial, que c'est à lui à prouver son irresponsabilité qui constitue une exception, une dérogation aux lois ordinaires de la nature; sinon, le juge n'a pas à faire intervenir une solution expresse sur la question de savoir s'il est responsable. Pour le mineur, il en est tout autrement: le législateur a considéré que jusqu'à ce qu'un enfant ait atteint l'âge de 16 ans accomplis, il était, en général, dans l'impossibilité de se rendre un compte exact du caractère des actes qu'il pouvait accomplir: que jusqu'à cet âge, la conscience pleine et entière était l'exception et que c'était par conséquent au ministère public poursuivant à établir que l'enfant était responsable et jouissait d'une maturité d'esprit toute spéciale, d'un degré de conscience plus avancé que son âge ne le comportait, et il a voulu, comme conséquence, que cette obligation de preuve qui incombe au ministère public trouve une sanction effective dans la nécessité, pour le juge, de statuer en termes exprès sur la question de responsabilité, de dire si oui ou non l'enfant était responsable.

A vrai dire, si l'on s'en tient à la lettre même de la loi, on pourrait penser que l'obligation pour le juge de statuer sur la question de discernement se borne au

cas où le mineur est traduit devant la cour d'assises ; en effet, l'article 66 du code pénal ne s'occupe que du mineur « accusé » et l'article 340 du code d'instruction criminelle ne statue que sur les questions soumises au jury ; mais il ne peut néanmoins être douteux que le principe sur lequel se fondent ces deux articles de loi est d'ordre général ; que, si l'on admet un seul instant que le mineur de 16 ans ne jouit pas, en thèse générale, de toute la plénitude de discernement nécessaire pour pouvoir apprécier la culpabilité d'un crime, à plus forte raison ne pourra-t-il se rendre un compte exact du caractère d'un acte qui, comme un délit, constitue une violation moins manifeste de la loi pénale.

Il nous semble, d'ailleurs, que l'on peut ajouter à ces motifs d'ordre général un argument tiré du texte même de l'article 68 du code pénal d'où il résulte que, dans certains cas, le mineur accusé « sera jugé par les « tribunaux correctionnels qui se conformeront aux « articles ci-dessus » et notamment à l'article 66. Ainsi donc, le tribunal correctionnel, exceptionnellement compétent pour connaître de certains crimes imputés au mineur, devra examiner et résoudre expressément la question de discernement ; il en résulte que l'on ne peut, dès lors, opposer aucune raison d'incompatibilité à ce que la question de discernement soit tranchée par la juridiction correctionnelle puisqu'elle devra trancher cette même question dans l'exercice de la compétence qui lui est dévolue par la loi au cas où elle est appelée à juger un mineur poursuivi pour crime ; la solution contraire constituerait un illogisme qu'il est facile d'apercevoir : en somme, l'impossibilité où se trouverait le tribunal correctionnel d'apprécier la question d'irresponsabilité relative

au mineur de 16 ans ne pourrait résulter que de deux motifs, ou bien d'une raison tirée du caractère spécial de la juridiction correctionnelle comparée à la juridiction criminelle, ou bien d'une raison d'ordre général qui empêcherait d'assimiler, à ce point de vue, les délits aux crimes ; de ces deux arguments, le code a mis le premier à néant quand il a décidé que le tribunal correctionnel statuerait sur la question qui nous occupe (art. 68) ; quant au second, on peut dire que c'est a fortiori que la question de discernement qui doit être posée pour les crimes doit également l'être en ce qui concerne les délits ; il n'y a donc pas lieu, nous semble-t-il, de s'arrêter à l'argument de texte qu'on nous oppose et qui résulterait de ce que l'article 66 emploie le mot « accusé » ; la loi a statué ici « *de eo quod plerum que fit* ». La manière de voir que nous indiquons a d'ailleurs été, depuis longtemps, adoptée par tous les auteurs (1) ; et la cour de cassation, par un arrêt en date du 17 avril 1824 (2), a statué que : l'arrêt décidant qu'un individu, traduit à raison d'un vol simple devant le tribunal correctionnel, et acquitté comme ayant agi sans discernement, ne doit pas être renvoyé en maison de correction, constitue une violation de l'article 66 s'il se fonde non sur des circonstances de fait, mais uniquement sur cette considération « que l'article 66 ne s'applique pas aux délits. » Et plus récemment, un arrêt de cassa-

(1) Voyez notamment : Garraud : *Code pénal*, p. 331. — Laborde, n° 132. — Chauveau et Hélie : *Théorie du code pénal*, n° 332. — Le Sellyer : n° 117, etc.

(2) *Bulletin criminel*, 1824, p. 159, n° 52.

Cet arrêt a été rendu en cassation d'un arrêt de la cour de Colmar en date du 30 décembre 1823, qui cassait lui-même un jugement du tribunal correctionnel de Strasbourg.

tion du 25 octobre 1895 (1) décide très nettement, à l'encontre du tribunal de Meaux et de la cour d'appel de Paris, que « l'article 66 du code pénal..... pose un « principe général qui s'applique aussi bien aux délits qu'aux crimes. »

En ce même ordre d'idées, une autre question a été soulevée en ce qui concerne les contraventions : la raison de douter apparaît assez nettement à première vue ; le principe sur lequel est fondée l'atténuation édictée par la loi en ce qui concerne les mineurs de 16 ans, est qu'ils ne sont pas considérés comme capables de se rendre un compte exact des actes par eux accomplis. Or, a-t-on dit, s'il est tout naturel de prendre cette situation spéciale en considération quand il s'agit d'actes délictueux ou criminels qui supposent nécessairement, au point de vue légal, une intention frauduleuse ou malveillante, il n'y a plus lieu de se préoccuper de l'intention de l'agent quand il s'agit des contraventions ; il est, en effet, généralement admis qu'en matière de contraventions de simple police, l'intention malveillante, à moins d'exception contraire, n'est nullement exigée comme condition générale de culpabilité. Le législateur, en effet, a indiqué expressément les contraventions dont l'existence même est subordonnée à une intention malveillante ou frauduleuse de la part de leur auteur, et l'énumération présentée par l'article 471 du code pénal montre bien que la loi punit de simples faits matériels de négligence ou d'imprudence ; d'autre part, le terme de « contravention » (*contra venire*) implique en lui-même un simple fait matériel sans indiquer en rien que l'on doit tenir compte de l'intention de l'auteur. On présente, enfin,

(1) *Bulletin criminel*, 1895, p. 435, n° 262.

l'argument qui résulte de ce fait matériel que les articles 66 et suivants sont placés dans un chapitre du code exclusivement consacré aux crimes et que leurs dispositions ne sont nullement reproduites à propos des contraventions de simple police.

Il ne nous semble pas que ces arguments soient concluants : et, tout d'abord, la raison tirée de la place qu'occupe l'article 66 dans le code pénal ne nous paraît pas convaincante et doit être réduite à la constatation d'un simple détail matériel ; d'une façon générale, les auteurs du code pénal ont fondé ses dispositions sur un certain nombre de principes sans s'astreindre à les reproduire en tête de chacun des chapitres spéciaux auxquels ils devaient s'appliquer ; le principe de l'atténuation des peines applicables aux mineurs de seize ans est de ce nombre ; il est fondé sur une idée rationnelle d'ordre absolument général et doit s'étendre, par argument d'analogie, à toutes les espèces où la responsabilité du mineur peut être prise en considération en vertu d'un raisonnement procédant de la logique alliée au bon sens.

Mais, à côté de cet argument, une considération subsiste, plus sérieuse, tout au moins d'apparence, et qui repose précisément sur le point de savoir si, étant donnés les motifs sur lesquels est fondée la question de responsabilité de l'enfant, elle ne doit pas, en raison de sa nature même, être réservée au cas où il s'agit de mineurs délinquants ou criminels : on peut, en effet, résumer les arguments que nous avons indiqués plus haut en disant que la nature même des contraventions, le caractère que la loi leur a imprimé, écartent toute question de responsabilité ; nous avons, en cet ordre d'idées, constaté que le code pénal n'exige point, pour qu'un acte soit classé parmi les contra-

ventions punissables, que son auteur soit de mauvaise foi; la contravention est constituée par un simple fait matériel qu'il est utile de réprimer au point de vue de l'intérêt général, mais il n'est point nécessaire que son auteur soit animé d'une intention malveillante ou frauduleuse; de là, on a pu conclure, un peu trop hâtivement, à notre avis, que l'intention de l'agent de la contravention étant indifférente, il n'y avait plus lieu, dès lors, de se préoccuper de la qualité de l'agent, de la responsabilité qu'il peut encourir, cette responsabilité résultant nécessairement et comme mécaniquement du simple fait de l'accomplissement de l'acte contraventionnel. Le Sellyer, dans son *Traité de la Criminalité* (1), a fourni à l'appui de cette thèse des arguments assez longuement développés : « Pour soutenir la négative (c'est-à-
« dire pour soutenir que les articles 66 et suivants
« ne s'appliquent pas aux contraventions), on
« peut, suivant nous, argumenter de ce que, dans les
« articles 66, 69, le législateur parle bien des cas de
« crime et de délit, tandis qu'il ne parle en aucune
« manière des contraventions. De plus, le discerne-
« ment, dont l'absence entraîne l'acquittement, aux
« termes de l'art. 66, n'étant point le discernement
« moral, mais le discernement de la qualité légale de
« l'acte, on conçoit que son absence n'entraîne pas
« l'acquittement en matière de simples contraven-
« tions, tandis qu'elle l'emporte en matière de crimes
« et délits. En effet, les contraventions étant punies
« de peines très minimes, le législateur a très bien
« pu, en ce qui le concernait, et pour le cas où le fait
« constituant la contravention était défendu par la

(1) T. I, n° 118.

« morale, se contenter, pour rendre la peine applica-
« ble, du discernement moral, sans exiger, en outre,
« comme pour les crimes et délits, le discernement
« légal. L'auteur de la contravention n'a point à se
« plaindre, puisqu'en définitive il a fait un acte que lui
« défendait sa conscience. Si la contravention, comme
« il arrive le plus souvent, consiste dans un acte ou
« dans une omission auxquels la morale soit étran-
« gère et qui ne soient réglés que par la loi positive,
« le peu d'importance de la peine infligée à ces con-
« traventions et le besoin d'en prévenir autant que
« possible la multiplicité ont pu paraître suffisants
« au législateur pour ne point exiger, en ce qui les
« concernait, que l'inculpé eût connu la qualité légale
« de l'infraction par lui commise. »

Les arguments exposés dans ce passage et un peu enchevêtrés les uns dans les autres peuvent se ramener à trois principaux :

Tout d'abord, un argument que nous avons déjà exposé et qui consiste à dire que l'article 66 n'est point reproduit dans le chapitre concernant les contraventions. — Le second argument peut s'exposer ainsi : la multiplicité des contraventions commises et le peu d'importance des peines qui y sont attachées peuvent laisser supposer que le législateur n'a point exigé, en ce qui les concerne, que l'inculpé ait connu la qualité légale de l'infraction. — Enfin, quand les contraventions sont défendues par la morale, ce qui constitue une exception, la loi s'attache au discernement moral de l'acte et non au discernement légal comme en matière de crimes et de délits ; d'où il résulte que l'article 66 se référant seulement au discernement « légal », ne peut s'appliquer aux contraventions.

Il ne nous semble pas que ces considérations ap-

portent dans la discussion des éléments qui permettent de se rallier à la théorie exposée : dire, par exemple, que la multiplicité des contraventions et le peu d'importance des peines qui les punissent sont deux considérations qui ont « probablement » déterminé le législateur à ne pas s'occuper du discernement en ce qui les concerne, c'est traiter la question trop légèrement, nous semble-t-il, et prêter au législateur une intention qu'il n'a manifestée expressément nulle part. N'y a-t-il pas, d'ailleurs, toujours un intérêt, au point de vue des principes, à discuter la question de discernement des mineurs, quelle que soit l'infraction qui leur est reprochée et quelles que soient les peines qui peuvent en résulter ; raisonner, au contraire, comme le fait M. Le Sellyer, ne revient-il pas un peu à dire que la question a trop peu d'importance pour être résolue au point de vue des principes ; il y a là une manière de voir, mais non un argument proprement dit.

Quant aux autres motifs indiqués, sous une forme un peu différente, ils peuvent se ramener aux principaux arguments que nous avons exposés plus haut et s'il s'attaquent directement à la question, ils ne nous semblent pas, pour autant, devoir emporter la conviction. Le vice principal de ces arguments, croyons-nous, a son point de départ dans une confusion que l'on fait entre la volonté ou intention et la responsabilité ; il y a là deux notions à la vérité connexes mais qu'il est néanmoins nécessaire de distinguer nettement : un être en effet peut vouloir accomplir un acte et cependant être irresponsable parce que sa volonté est déterminée par des causes qu'il est incapable de peser, parce que le mécanisme par lequel il arrive à l'accomplissement de l'acte n'est point celui qui déter-

minerait le même acte chez un être d'esprit parfaitement sain et mûr ; or, ce que la loi a pris en considération dans la distinction qu'elle fait entre les crimes et les délits d'une part et les contraventions de l'autre, c'est la « volonté » ; pour qu'un homme soit « assassin », par exemple, il faut qu'il ait « voulu » assassiner ; sinon, ayant accompli le même acte matériel que l'assassin, il sera, avec une volonté dirigée vers un autre but, coupable seulement de meurtre, de coups et blessures, d'homicide par imprudence, soit d'un délit ; mais s'en suit-il que dans l'hypothèse où il ait voulu assassiner il soit nécessairement responsable ? Evidemment non ; il y a là, on le comprend fort bien, deux questions parfaitement distinctes.

Dès lors, en matière de contraventions, il n'est pas nécessaire, dit-on, et cela est exact, que le contrevenant soit animé d'une intention malveillante ou frauduleuse ; que le fait soit classé dans un texte sous la rubrique « contraventions, » c'est la seule chose dont il y ait lieu de se préoccuper ; après cela, qu'il procède d'une négligence, d'une inattention, d'une imprudence ou d'une nécessité matérielle, peu importe, l'acte est punissable ; mais, cela veut-il dire, par conséquence nécessaire, que la « responsabilité » de l'auteur ne puisse être prise en considération ? Non, car on peut vouloir et néanmoins être irresponsable. La volonté de l'enfant existe ; mais elle n'est point assise sur des éléments suffisamment solides ; d'où l'irresponsabilité au moins partielle dont la loi a cru devoir tenir compte. Il ne s'agit donc point de savoir si l'enfant a voulu commettre une contravention, nous ne posons point la question, puisqu'elle est indifférente à la loi, il s'agit uniquement de savoir, puisque c'est ce dont

la loi se préoccupe, si, voulant ou non commettre une contravention, et ayant en somme matériellement accompli l'acte qui la constitue légalement, l'enfant peut être considéré comme responsable de ses conséquences pénales ; et nous répondons non, parce qu'il existe, en l'espèce, les mêmes motifs de décider qu'en matière de crimes et de délits, parce qu'à un esprit en voie de constitution, on ne peut imposer les mêmes obligations, pénales ou autres, que l'on est en droit d'exiger d'un esprit parfaitement mûr et réfléchi.

La doctrine que nous soutenons a été adoptée par la cour de cassation et par la grande majorité des auteurs (1).

La même question d'application des articles 66 et suivants du code pénal a été soulevée en ce qui concerne les délits prévus par les lois spéciales ; la jurisprudence s'était d'abord décidé pour la négative ; notamment, deux arrêts de la cour de cassation, rendus les 2 juillet 1813 et 5 juillet 1839 (2) adoptaient cette solution en se fondant sur ce que : « les lois spéciales qui punissent ces délits ne contiennent aucune disposition qui autorise les tribunaux à prendre en considération l'âge et le défaut de discernement des délinquants dont elles s'occupent » et l'on ajoutait à cet argument celui qui, disait-on, s'appuyait sur ce fait que l'article 484 du code pénal maintient toutes les lois pénales relatives à des matières sur lesquelles le code n'a pas statué.

(1) Cass. 7 mars 1845 : D. P. 45, 4, 2890. — Cass. 24 mai et 22 juin 1855 : D. P. 1855-1-426. — Crim. Rej. : 7 janv. 1876 : D. P. 76-1, 415. — 1^{er} fév. 1877 : *Bull. crim.* n° 39.

Cf. Blanche : n°s 354 et 355. — Bertauld, p. 337. — Trébutien : p. 111 et 112. — Garraud, n° 203, p. 332. — Laborde, n° 132. — Contra : Le Sellyer : n° 118.

(2) *Bull. crim.*, 1813, n° 145 et 1839, n° 216.

Mais il nous semble que l'interprétation ainsi donnée à l'article 484 du code pénal n'est point conforme à son texte ainsi conçu : « Dans toutes les matières « qui n'ont pas été réglées par le présent code et qui « sont régies par des lois et règlements particuliers, « les cours et tribunaux continueront de les ob-
« server. »

De la lettre même de cet article, il ne résulte et ne peut résulter qu'une chose : c'est que, dans toutes les matières sur lesquelles le code n'a pas statué, les lois pénales spéciales doivent demeurer en vigueur ; en d'autres termes, les délits antérieurement prévus, que le code n'a point de nouveau classés comme délits dans une disposition expresse, n'en conservent pas moins leur caractère au point de vue pénal et restent soumis à l'application des lois antérieures.

On ne peut voir là qu'une simple et élémentaire mesure de prudence de la part du législateur qui savait fort bien que la codification n'avait point classé tous les crimes, délits et contraventions et qu'il ne convenait point de créer un vide dans le droit pénal en abrogeant en bloc l'œuvre des lois antérieures ; mais on ne peut en conclure que les principes généraux posés par le code en dehors de tout délit précis ne sont point applicables en tout état de cause ; on n'a, par exemple, jamais essayé de prétendre que l'article 64 du code pénal, relatif au cas de démence et de contrainte, n'était pas d'une application absolument générale ; or, l'article 66 procède d'une idée analogue, la faiblesse d'esprit résultant de l'âge présente avec la démence une singulière ressemblance qui ne permet pas, nous semble-t-il, d'appliquer, dans deux ordres d'idées aussi connexes, des principes différents, étant donné surtout que rien, dans les lois spéciales, ne peut lais-

ser supposer une dérogation aux principes supérieurs de logique et de raison : la règle que pose l'article 66 résulte de la nature même des choses, elle est la conclusion de l'étude éclairée du processus de toute intelligence humaine, c'est une loi générale qui doit dominer toutes les lois, une règle commune qui plane sur la législation tout entière. Au surplus, si l'on veut un instant faire abstraction des textes précis et des arguments directement et étroitement tirés des formules législatives auxquelles on attribue une portée qu'elles n'ont pas, qu'elles ne veulent pas avoir ; le simple bon sens ne proteste-t-il pas énergiquement contre cette conclusion en laquelle se résume, au fond, la théorie que nous combattons : le même enfant que l'on considère comme trop inexpérimenté pour se rendre compte de la culpabilité d'un assassinat ou d'un vol qualifié est cependant suffisamment intelligent pour que sa conscience lui révèle sans peine la criminalité d'une contravention à la police sur la chasse ou la pêche ? Ne doit-on pas admettre au contraire que les délits spéciaux qui varient avec les peuples, avec les époques et les nécessités sociales accidentelles, qui résultent souvent de simples mesures temporaires, sont de beaucoup plus difficiles à apprécier dans leur culpabilité, pour un enfant, que les délits de droit commun, immuables dans leur principe, réprimés chez tous les peuples et à toutes les époques parce qu'ils sont en somme plus ou moins directement tirés des règles de la morale, dont la notion, raisonnée ou non, apparaît nettement à l'esprit de tous.

La cour suprême, après d'assez longues hésitations, a d'ailleurs adopté cette manière de voir, et on peut considérer qu'elle s'est actuellement fixée en ce sens

d'une façon définitive ; un arrêt de partage rendu le 20 mars 1841 (1), en matière de douanes, résoud la question très nettement en la posant sur le terrain des principes ; les principaux considérants de cet arrêt peuvent d'ailleurs être utilement cités :

« Attendu, dit la cour, que, d'après les principes
« généraux de notre droit criminel, il ne peut être
« prononcé de condamnations pénales que contre
« ceux qui sont légalement punissables ;

« Que la disposition de l'article 66 du code pénal,
« d'après laquelle les individus âgés de moins de
« 16 ans doivent être acquittés, s'ils ont agi sans
« discernement, doit, comme celle de l'article 64 du
« même code relative à la démence et à la contrainte,
« être suivie dans toutes les matières, même dans
« celles qui sont réglées par des lois spéciales, à moins
« que ces lois ne contiennent à ce sujet quelque déro-
« gation expresse ou tacite ;.....

« Que l'intention criminelle peut manquer là
« où le discernement existe ;..... mais que l'absence
« de discernement est une cause de justification beau-
« coup plus péremptoire ;.....

« Attendu, d'un autre côté, que les tribunaux ne
« peuvent prononcer des peines qu'autant qu'ils cons-
« tatent l'existence de toutes les circonstances exigées
« par la loi pour rendre le fait punissable ; d'où il
« suit qu'à l'égard d'un prévenu âgé de moins de
« 16 ans, ils doivent, avant toute condamnation, exa-
« miner et résoudre la question de discernement ;

« Que cependant la Cour royale (de Colmar) a ap-
« pliqué au demandeur, âgé de moins de 16 ans, les

(1) *Bulletin criminel*, 1841, n° 74. Dal S^t. V° Instruction criminelle, n° 2734.

« dispositions pénales des articles 41, 42 et 44 de la
« loi du 28 avril 1816 sans déclarer qu'il avait agi avec
« discernement, etc.....

« Casse..... »

A la suite de cet arrêt, rendu, comme nous l'avons
indiqué, en matière de douanes, l'application du
même principe a été faite, par la cour de cassation,
aux délits de chasse (3 janvier 1845) (1), aux délits
forestiers (4 décembre 1845) (2), (9 avril 1875) (3).

(1) D. 1845, 1, 79, et *Bulletin criminel*, 1845, n° 4.

(2) D. 1846, 4, 311.

(3) D. 1877, 1, 509.

CHAPITRE II

La question d'âge : Comment et devant quelles juridictions doit-elle être résolue ?

Pour que la présomption d'irresponsabilité édictée par le code pénal en faveur de l'enfant puisse recevoir application, il faut, d'après les termes mêmes de l'article 66, que l'accusé soit « âgé de moins de seize ans » ; on ne conteste plus aujourd'hui qu'il faille entendre par là l'enfant âgé de moins de 16 ans « accomplis » ; on peut dire que l'enfant qui n'a pas 16 ans accomplis a plus de 15 ans, qu'il est, suivant une expression courante, dans sa seizième année, mais il n'a pas encore 16 ans (1).

On admet également qu'il faut considérer l'âge de l'enfant au moment où il s'est rendu coupable du fait incriminé ; c'est évidemment à cette époque qu'il faut se placer pour déterminer la culpabilité ; il en résulte notamment que la poursuite doit préciser suffisamment la date du fait incriminé pour que le juge puisse apprécier si à cette époque l'enfant était ou non âgé de 16 ans.

Le plus souvent, la question d'âge se trouvera résolue en fait avant que l'affaire ne soit présentée à l'au-

(1) V. Garraud. T. I, p. 241. — Chauveau et Hélie. N° 331. — Ortolan. T. II, n° 284. — Blanche. Code pénal.

dience ; au cours de la procédure d'instruction, le magistrat sera toujours amené à déterminer l'âge du délinquant à la suite par exemple de la nécessité de la présence au dossier du bulletin n° 2 du cahier judiciaire, dont la délivrance n'est faite qu'après la vérification des registres de l'état civil, et cela est vrai aussi bien quand il s'agit des procédures rapides de citation directe ou de flagrant délit confiées au ministère public que quand on se trouve en présence d'une instruction proprement dite ; nous entendons bien qu'en général du moins, ni le ministère public ni le juge d'instruction n'ont qualité pour trancher la question de minorité de 16 ans, mais il n'en est pas moins vrai que des éléments du dossier il pourra résulter une certitude telle qu'aucune difficulté ne pourra surgir sérieusement. Il est d'ailleurs une circonstance où la juridiction d'instruction devra nécessairement, en fait, examiner et résoudre la question d'âge et cela en vertu du mécanisme d'application de la loi elle-même ; il s'agit du cas que nous examinerons plus loin où l'enfant, prévenu de certains crimes, n'a pas de complices majeurs présents ; la loi exigeant que dans ce cas il soit renvoyé devant la juridiction correctionnelle, il appartient forcément au juge d'instruction qui règle la procédure, et le cas échéant à la chambre d'accusation, de résoudre la question d'âge, c'est un droit qui résulte de la nature même des choses ; d'ailleurs, la décision du juge d'instruction n'est que provisoire et indicative de compétence et ne saurait lier le tribunal qui pourrait et devrait même se déclarer incompétent s'il estime que l'enfant est âgé de plus de 16 ans ; cependant, en semblable hypothèse, la cour d'assises n'aurait pas la même latitude ; bien qu'il fût démontré que le mineur ait moins de 16 ans,

elle devrait néanmoins retenir l'affaire et juger le mineur, parce que l'arrêt de la chambre des mises en accusation est attributif et non pas seulement indicatif de compétence ; c'est ainsi que, le 20 avril 1827 (1), la cour de cassation annulait un arrêt d'incompétence rendu par la cour d'assises du département du Lot-et-Garonne en se fondant sur ce que : « la cour d'assises était saisie, en vertu d'un arrêt de renvoi de la chambre des mises en accusation de la cour d'Agen, du jugement de l'accusation de....., que cet arrêt n'était pas seulement indicatif de la compétence, qu'il en était attributif.....;

« Que les arrêts des chambres d'accusation, quand ils ont acquis l'autorité de la chose jugée, lient irrévocablement les cours d'assises, parce qu'investies de la plénitude de la juridiction criminelle, elles ne doivent jamais se déclarer incompetentes soit à raison de la qualité des personnes, soit à raison de la nature des faits qui leur ont été déferés ».

Il est des cas où un doute sérieux subsistera au sujet de l'âge du prévenu ; c'est alors au ministère public qu'incombera la nécessité de la preuve de la majorité de 16 ans puisqu'elle constitue un élément de culpabilité ; la minorité n'est pas, en effet, une excuse exceptionnelle qui doive être prouvée par l'intéressé, elle constitue, comme on l'a fait très souvent

(1) La question de la « Plénitude de juridiction » des cours d'assises est tranchée dans le sens indiqué par cet arrêt par la jurisprudence et par les auteurs. — V. sur ce point un arrêt cité par Faustin-Hélie, t. VI. — Instruction criminelle, p. 586 (argument, art. 226, 365, C. I. cr.). — Maugin : Instruction écrite, t. II, n° 127. — Legraverand : Traité de législation criminelle, t. II, p. 114. — Voir encore : Cassation, 10 janvier 1873 : D. P. 73, 1, 41 ; Cassation, 12 mai 1885, D. P. 85, 1, 331. — V. cependant en sens contraire : Merlin : Question de droit, v° Incompétence, p. 559.

remarquer, « l'état normal par lequel tous passent « avant d'arriver à la majorité. » Au surplus, il résulte de la loi elle-même qu'une condamnation ne peut être prononcée qu'à la condition que le juge constate l'existence de tous les éléments qui constituent la criminalité; l'âge est, à n'en pas douter, un de ces éléments; dès lors, le ministère public doit apporter la preuve de celui-là comme de tous les autres (1). Quant aux modes de preuves, tous sont également admis; au surplus, quand il s'agira notamment d'un débat devant la cour d'assises, il n'y a pas lieu de se préoccuper de la question de savoir à qui incombe la charge de la preuve, et par quels moyens elle peut être faite, le jury, seul juge du fait en l'espèce, n'étant nullement obligé de se décider suivant des motifs juridiques et d'indiquer les causes de son verdict.

C'est en tout cas le juge du fait à qui il appartient de statuer définitivement sur la question d'âge (2); en conséquence, cette décision est soumise au contrôle de la juridiction d'appel, et la question peut être soulevée pour la première fois en tout état de cause en appel soit par le défenseur soit par le ministère public; le tribunal ou la cour d'appel pourrait même s'en saisir d'office à défaut d'autre intervention, et même toutes les fois qu'un doute sérieux existe, il est du devoir du tribunal de résoudre la question et du président des assises de la poser au jury; dans cet ordre d'idées, l'arrêt faisant application pure et simple de la loi pénale à un prévenu sans statuer sur la question de savoir si au moment des faits il était âgé de

(1) Ortolan, t. I., n° 287. — Chauveau et Hélie, p. 524, note 3. — Blanche, t. II, 296. — Laborde, n° 133.

(2) Cass., 26 septembre 1850. D. P., 1850, I, 334.

seize ans, est sujet à cassation. Cass. 12 août 1880. D. P. 1881, 4, 92.

Mais, la question d'âge pourrait-elle être soulevée, pour la première fois, devant la cour de cassation ? A cette question ainsi formulée, la jurisprudence et les auteurs répondent unanimement par la négative ; il ne nous semble point cependant que les décisions intervenues soient toutes absolument concordantes ; examinons donc successivement, en essayant de les préciser les diverses catégories d'hypothèses qui peuvent se présenter :

1^o L'âge de l'enfant est nettement déterminé et ne peut donner lieu à aucune discussion sérieuse ; cela résulte, par exemple, ou d'un acte de naissance ou d'un bulletin n^o 2 rédigé après examen de l'état civil ; il est bien évident que, dans l'espèce, la cour suprême ne peut prendre en considération un pourvoi fondé sur le motif que le tribunal ou la cour d'appel n'ont point statué sur la question d'âge ; il est utile d'écarter un argument qui tombe de lui-même et qui ne peut avoir qu'un but purement moratoire ;

2^o L'âge a donné lieu à une discussion devant le juge du fait et la question a été résolue contre l'accusé. La solution ne peut être douteuse, c'est bien d'une question de fait qu'il s'agit et la cour de cassation est incompétente pour en connaître ;

3^o Nous arrivons maintenant à la question même qui est en cause, et nous n'avons cité les deux premières hypothèses que pour en bien marquer la différence avec celle que nous allons présenter maintenant et qui est la suivante : l'âge n'a fait l'objet d'aucune discussion devant les juges du fait, et le prévenu vient, pour la première fois, devant la cour de cassation, prétendre qu'il est mineur de 16 ans. Le pour-

voi est-il recevable ? La jurisprudence est, dit-on, unanime à résoudre la question par la négative, et la doctrine a également adopté cette manière de voir. Les arguments présentés à l'appui de cette thèse peuvent se résumer de la façon suivante : la question d'âge est une question de fait, il n'appartient nullement à la cour de cassation de relever les erreurs de fait des décisions judiciaires ; sans doute, la loi suppose que les juges se préoccupent de l'âge de l'inculpé, elle exige même que la question d'âge, si la procédure a signalé quelque incertitude, soit posée et résolue sous peine de nullité, mais lorsque rien n'a appelé spécialement l'attention du juge sur l'âge de l'accusé, la loi, n'ordonnant pas de le vérifier, n'a pu être violée ; il résulte alors implicitement de la décision que l'inculpé avait 16 ans accomplis ; et l'on cite dans ce sens plusieurs arrêts, notamment : Cass., 23 décembre 1881 ; *Bulletin criminel*, n° 268. — Cass., 21 juin 1872 ; *Bulletin criminel*, n° 147. — Cass., 27 février 1845. Dal. P. 1846, 4, 52.

Il est bon de rapprocher de ces arrêts une autre décision de la cour de cassation en date du 12 août 1880 (*Bulletin criminel*, 1880, n° 159) qui statue sur une espèce indiquée par l'arrêt lui-même dans les termes suivants : « Attendu que du casier judiciaire et des « qualités de l'arrêt attaqué, il résulte que Bonard, né « le 19 mars 1864, n'a accompli sa seizième année « que le 19 mars 1880 ; que l'arrêt se borne à consta- « ter que les deux vols dont il s'agit ont été commis « au cours dudit mois de mars 1880, sans en pré- « ciser autrement la date ; que, par suite, il existe une « incertitude complète sur la question de savoir si la « perpétration de ces vols a eu lieu soit avant le « 19 mars, cas auquel il eût été indispensable de dé-

« clarer que le prévenu avait agi avec discernement,
« soit postérieurement audit jour, condition néces-
« saire pour permettre l'application pure et simple,
« qui a été faite par la cour d'Orléans, de l'article 401
« du code pénal... Casse... »

L'hypothèse prévue par cet arrêt peut se synthétiser en quelques mots : il y avait incertitude sur la question de savoir si l'individu traduit devant la cour d'Orléans était âgé de 16 ans lors du délit; la cour n'avait-elle pas aperçu cette situation et les conséquences légales qui devaient en résulter, ou n'avait-elle pas jugé à propos d'en tenir compte? il est impossible de le dire, mais, quoiqu'il en soit, elle n'a pas résolu explicitement la question d'âge et, par suite, la question de discernement; la cour de cassation a estimé qu'il y avait dans ce fait violation de la loi. — Si nous voulons maintenant analyser les arrêts cités à l'appui de la thèse soutenue plus haut, ils statuent sur le cas suivant (1) : un individu accusé d'assassinat avait prétendu, au cours de l'interrogatoire par lui subi devant le juge d'instruction, avoir 19 ans et demi et, postérieurement, jusqu'à son pourvoi en cassation, être âgé de 20 ans; il fut condamné sans que la question d'âge fût posée; ensuite, à l'appui d'un pourvoi en cassation, il produisit une pièce écrite en hébreu dont il attribuait la rédaction aux notaires de Tunis et d'où il aurait résulté, selon la traduction qu'il y fit joindre, qu'il serait né le 6 du mois de Nissan de la création 5616, année correspondant, selon lui, à 1856. En présence de ces prétentions, la cour a statué de la façon et dans les termes suivants : « ... Il y a lieu de

(1) Voir notamment : *Arrêt de cassation* du 21 juin 1872; *Bulletin criminel*, n° 147.

« déclarer que cette pièce n'ayant point été présentée
« à la cour d'assises, elle ne peut l'être pour la pre-
« mière fois devant la cour de cassation ;

« Attendu, en effet, que le jury aurait été seul com-
« pétent pour statuer sur la question de fait qui serait
« résultée de cette production si la cour en avait re-
« connu la régularité, et que la cour de cassation n'a
« pu être saisie que de l'examen de la procédure de
« l'arrêt de condamnation. »

En comparant cet arrêt avec celui du 12 août 1880 cité plus haut, nous nous demandons ce que devient l'argument universellement adopté qui consiste à dire que l'âge est une question de fait ; il est bien évident que si l'on admet cette manière de voir, l'âge doit être une question de fait dans tous les cas qui peuvent se présenter et que jamais la cour de cassation ne sera compétente pour en connaître. Si l'on veut nous objecter que, dans la première espèce, il y avait doute sur l'âge, nous répondrons que l'on peut bien considérer que, dans le cas sur lequel a statué l'arrêt de 1872, il y avait également doute puisque le prévenu avait apporté tant par-devant le juge d'instruction qu'au cours des débats des affirmations contradictoires au sujet de son âge et qu'aucune pièce authentique n'avait été produite ; et, en dernière analyse, la question d'âge, dit-on, est une question de fait ; soit. Mais alors ce ne sont point des circonstances matérielles telles que le plus ou moins de certitude qui peuvent en changer le caractère et en faire dans certains cas une question de droit. On nous dit encore, pour justifier la thèse soutenue par la cour de cassation et les auteurs que : « lorsque rien n'a appelé spécialement l'attention des juges sur l'âge de l'accusé, « la loi n'ordonnant pas formellement de le vérifier n'a

« pu être violée. Il résulte alors implicitement de
« l'arrêt que l'inculpé avait 16 ans accomplis ;....
« sans doute, le condamné peut n'avoir pas eu
« 16 ans, comme il peut avoir été en état d'aliéna-
« tion mentale ou de contrainte, mais ce n'est pas à la
« cour de cassation qu'il appartient de rectifier les er-
« reurs de fait des décisions judiciaires. »

Or, de deux choses l'une : ou bien la loi a imposé au juge l'obligation d'examiner la question d'âge ; alors, le fait de ne pas l'avoir examinée constitue une violation de la loi, ou bien cette obligation n'existe pas et le jugement ne peut être sujet à aucun recours ; mais alors il ne faut pas dire, comme on le fait, « que
« l'arrêt qui a fait application pure et simple de la loi
« pénale à un prévenu, en laissant incertain le point
« de savoir s'il était ou non âgé de plus de 16 ans
« au moment où il a connu le fait qui lui est reproché,
« manque de base légale. »

Pour nous, la question essentielle qui doit être résolue est celle-ci : Y a-t-il obligation pour le juge d'examiner la question d'âge indépendamment de l'intervention soit de l'avocat, soit du ministère public ? Et l'article 66 du code pénal ne nous paraît laisser aucun doute à cet égard quand il dit : « lorsque l'accusé aura
« moins de 16 ans... », cette formule n'indique-t-elle pas d'une façon parfaitement nette, bien qu'implicite, que la solution affirmative est seule admissible ? Au surplus, nous l'avons vu, les auteurs et la jurisprudence, chose singulière, sont d'accord avec nous sur ce point. Deux hypothèses peuvent donc se présenter : ou bien le juge a statué sans se préoccuper de la question d'âge qui n'a pas été soulevée ; ou bien, au contraire, elle a été soulevée et le juge n'a pas jugé à propos de faire intervenir une solution expresse sans

indiquer les motifs de cette manière de voir. Conçoit-on que juridiquement et logiquement deux solutions différentes puissent intervenir dans ces deux espèces ? Evidemment non : que le juge n'ait pas voulu se préoccuper de l'âge ou qu'il ait omis de s'en préoccuper, il y a, dans les deux cas, violation d'un devoir que la loi nous semble lui imposer.

Ajoutons que le manque de concordance que nous avons indiqué dans la jurisprudence et que les auteurs ne signalent pas, nous semble résulter de ce que l'on n'a pas analysé d'assez près le caractère de la question d'âge et que l'on s'est trop hâté de dire que c'était une « question de fait » ; en réalité, l'âge de l'individu traduit en justice peut être envisagé à deux points de vue très différents. Quand on se pose la question : quel est l'âge de tel inculpé ? il y a là, à n'en pas douter, une question de fait, et si une décision des juges du fait y a répondu expressément, aucun recours en cassation n'est recevable ; mais, à côté de cette difficulté, une autre surgit qui est précisément celle que nous discutons et qui se formule de la façon suivante : le juge a-t-il le devoir d'examiner l'âge de l'inculpé ? Et la loi, nous l'avons indiqué, a répondu affirmativement dans l'article 66 ; il en résulte nécessairement que toutes les fois que la question d'âge n'a point été examinée et tranchée explicitement par le tribunal ou la cour d'appel, le juge a violé la loi en ne se conformant pas à un devoir qu'elle lui impose ; et il ne faut pas arguer, dans ce cas, de ce que la question a été implicitement tranchée ; on ne remplit pas un devoir implicitement, car nous mettons en fait que, quand une décision est muette sur la question d'âge, il est impossible de savoir si elle a été prise en considération, et l'on arriverait, par la thèse que nous combat-

tons, à supprimer la présomption d'irresponsabilité établie par la loi en faveur des mineurs de 16 ans, puisque, la majorité pouvant être admise implicitement, l'obligation de statuer expressément sur la question de responsabilité disparaîtrait par voie de conséquence et que le mineur se trouverait ainsi placé dans la même situation que le majeur dont la loi a voulu le distinguer.

Cette doctrine était d'ailleurs autrefois adoptée par la cour de cassation (1) qui est revenue sur sa jurisprudence dans les arrêts que nous avons cités plus haut.

(1) Cassation : 9 messidor, an VIII; *Bulletin criminel* n° 400.
— 8 brumaire, an IX; *Bulletin criminel* n° 39.

CHAPITRE III

Caractère de la présomption d'irresponsabilité.

Effets de la présomption.

La question d'âge étant supposée résolue, nous arrivons à l'examen des conséquences attachées par la loi à cette circonstance que le prévenu est mineur de 16 ans ; le mineur bénéficie d'une présomption de non-discernement, cela résulte de l'article 66 qui nous dit : « lorsque l'accusé aura moins de 16 ans, s'il « est décidé qu'il a agi sans discernement... » Il en résulte tout d'abord que le tribunal ou la cour doivent statuer sur la question de discernement, et que le jugement ou l'arrêt rendu doit porter mention expresse de cette décision, et, en second lieu que la présomption de discernement est non pas absolue, ou suivant l'expression des anciens commentateurs *juris et de jure*, mais seulement simple ou *juris tantum* et que l'on peut la combattre par la preuve contraire.

C'est au sujet de ce second point que nous fournirons en premier lieu quelques explications : ce caractère que nous attribuons à la présomption résulte des termes généraux de l'article 66 qui indiquent qu'une décision expresse doit intervenir ; aussi bien aucune discussion à ce sujet ne s'est jamais élevée ; c'est par cette nécessité où se trouve le juge de statuer sur le discernement du mineur que ce dernier se trouve dif-

férencié du majeur ; pour ce dernier, la question de discernement se trouvant incorporée à la question générale de culpabilité, il n'y a donc pas lieu d'insister davantage ; nous ajouterons simplement que le ministère public, admis à prouver l'état de discernement du mineur, pourra faire valoir tous les modes de preuves, y compris les simples présomptions, et le discernement ou le non-discernement seront appréciés par le juge de la culpabilité, c'est-à-dire suivant les cas par le tribunal ou par le jury ; la question de discernement est d'ailleurs en l'espèce, comme nous l'avons fait remarquer, différente de celle qui concerne la culpabilité ; deux décisions séparées devront donc intervenir relativement à chacun de ces deux chefs ; un tribunal ne pourrait statuer en bloc sous le prétexte qu'il n'y a là qu'une seule et même question, ou que s'il y en a deux, elles doivent recevoir la même solution ; et s'il s'agit d'une affaire portée devant la cour d'assises, la distinction apparaîtra encore plus nettement de prime abord et en quelque sorte matériellement par suite de cette circonstance que deux questions doivent successivement être posées au jury ; on distingue ainsi très nettement les deux éléments : responsabilité pénale et discernement, qui sont confondus et sur lesquels le jury statue en bloc en ce qui concerne le majeur ; pour ce dernier, en répondant « oui » à la question : « l'accusé est-il coupable d'avoir, etc... ? » le jury donne trois solutions, il déclare : 1^o que le fait matériel est constant et a été accompli par l'accusé ; 2^o qu'il a eu l'intention de le commettre ; 3^o que cette intention procédait d'une volonté suffisamment raisonnable et éclairée. — Au contraire, la même question « l'accusé est-il coupable d'avoir... ? » posée à l'égard du mineur, n'em-

brasse plus que les deux premiers des trois chefs en lesquels nous avons décomposé cette question et le troisième chef est compris dans une question séparée que l'on formule : « l'accusé a-t-il agi avec discernement? »

Ajoutons que l'examen du discernement vient seulement après que la question de culpabilité a reçu une solution affirmative, cela est conforme à la simple logique ; la minorité de 16 ans n'est qu'une excuse et il n'y a pas lieu de l'examiner quand il n'y a pas de coupable à punir, soit que l'acte incriminé ne constitue ni crime ni délit, soit qu'il résulte des débats que l'accusé n'en soit pas l'auteur, soit enfin que cet acte ait été accompli sans intention criminelle.

Il n'est point d'ailleurs indifférent que le jugement ou l'arrêt qui renvoie le mineur de 16 ans des fins de la poursuite soit fondé sur la non-culpabilité au lieu de l'être sur l'absence de discernement, puisque dans le premier cas l'affaire est définitivement réglée et le juge n'a plus aucune action vis-à-vis du mineur, ne peut prendre aucune mesure à son égard, tandis qu'en la seconde hypothèse, la solution est comme nous allons le voir toute différente.

§ I^{er}. — NON-DISCERNEMENT

Le mineur qui est considéré, en vertu d'une décision expresse, comme ayant agi sans discernement, doit être acquitté, mais le tribunal, après avoir prononcé l'acquittement, ne demeure pas complètement désarmé car la loi lui confère le droit de prendre à l'égard du mineur et dans son intérêt des mesures destinées

à éviter qu'il ne retombe dans de nouvelles fautes ; l'article 66 du code pénal dispose dans sa partie finale que « il (le mineur) sera, selon les circonstances, « remis à ses parents ou conduit dans une maison de « correction pour y être élevé et détenu pendant tel « nombre d'années que le jugement déterminera et « qui toutefois, ne pourra excéder l'époque où il aura « accompli sa vingtième année. »

La loi dit « il sera acquitté » ; nous pouvons donc en conclure, d'ores et déjà, que les mesures prises par le tribunal, en exécution de la loi, ne peuvent être considérées comme des peines ; un individu « acquitté » ne pouvant être l'objet d'aucune mesure répressive proprement dite, il ne pouvait, sous l'empire du code pénal, être mis sous la surveillance de la haute police (1) ; et, depuis la loi du 27 mai 1885, être soumis à l'interdiction de séjour, parce que ce sont là des peines proprement dites (2).

Le choix entre les mesures édictées par l'article 66 est laissé à la libre appréciation du tribunal ; il est évident qu'en principe, la meilleure solution serait de rendre l'enfant à ses père et mère quand ils existent encore (3) ; seuls, ou du moins plus que tous au-

(1) Cassation : 16 août 1822. (*Bull. crim.* 1822).

(2) Circulaires des : 6 avril 1842 ; — 26 mai 1855 ; — 11 mars 1876 ; — 2 juin 1876. Rapportées à leur date dans le *Bulletin officiel des circulaires*).

(3) Il faut entendre l'expression « les parents » dans un sens très large et ne pas considérer qu'il s'agit seulement du père et de la mère. En fait, les tribunaux considèrent qu'ils ont satisfait au vœu de la loi quand ils ont remis l'enfant à un membre quelconque de la famille. V. Garraud. D. P. vol. 1, n° 204. — Certaines décisions sont mêmes allées jusqu'à confier les enfants au patron des enfants, à leurs maîtres ou encore à des sociétés de bienfaisance, publiques ou privées ; ces dernières extensions, peut-être très utiles en pratique, nous paraissent absolument illégales en présence des termes de l'article 66. — (Blanche, Code pénal, vol. 2, n° 339, critique ces solutions.) Voy. cependant C. de Nancey : 11 novembre 1861 : D. P. 1862-2-22.

tres, il semble qu'ils puissent avoir pour leurs enfants l'affection suffisante pour ne point se décourager dans la tâche, parfois ingrate, de venir à bout des défauts de l'enfant naturellement vicieux, et c'est à cette solution que le juge devra de préférence s'arrêter toutes les fois qu'il ne se trouvera pas en face d'une irresponsabilité venant ou bien de ce que les parents dénaturés n'ont aucune affection pour leurs enfants, ou bien de ce que la nécessité où ils sont de gagner leur vie par un travail qui les éloigne constamment de leur domicile ne leur permet pas de lui accorder des soins constants et de se livrer sur lui à une surveillance journalière. — Il est assez rare d'ailleurs, dans la pratique, au moins pour le cas de délit, de voir l'enfant renvoyé en correction à la suite d'une première faute. — Il faut malheureusement constater que trop souvent la rechute force à prendre cette mesure que l'on a cherché à épargner au mineur.

La seconde faculté laissée au tribunal, c'est-à-dire le renvoi en correction, n'est point, comme nous l'avons dit, une peine et ne peut par conséquent être considérée comme élémentaire de la récidive (1); et il en résulte d'autre part que pour fixer la durée de l'internement auquel l'enfant devra être soumis, les juges n'ont pas à se préoccuper uniquement du degré de culpabilité que révèle le fait incriminé, mais aussi et surtout du temps qui paraît nécessaire pour corriger les instincts vicieux de l'enfant et le mettre à même de rentrer sans danger pour lui dans la société; à cet égard, prenant texte des termes employés par la loi qui dit « pour y être enfermé pendant tel nombre d'années

(1) Paris, 9 décembre 1830 : *Journal du Droit criminel*, 1830 p. 323.

que le juge déterminera », on a soutenu quelquefois que le renvoi en correction ne pouvait être prononcé que pour une année au moins ; un arrêt de cassation du 11 octobre 1811 (1) avait même adopté ce principe, mais la Cour, avec raison, croyons-nous, est revenue sur sa jurisprudence primitive et a considéré que « l'article 66 n'a établi qu'un maximum de la « durée de la détention et ne s'oppose pas à ce que « cette détention soit fixée à moins d'une année » (2). Cette dernière solution paraît en effet conforme à l'esprit de la loi : les juges, qui ont seuls la possibilité d'apprécier le degré de perversité du mineur, doivent, au nom même de la logique, être investis du pouvoir d'y proportionner la détention.

Il faut remarquer d'ailleurs, cette question de principe étant résolue, que, dans la pratique, le renvoi en correction n'étant pas une peine, mais une mesure édictée dans le seul but de corriger les mauvais penchants de l'enfant, il serait parfaitement inutile de prononcer des renvois en correction pour une durée de quelques jours et même de quelques mois seulement ; l'internement prolongé dans un milieu que l'on s'efforce de rendre moralisateur est indispensable pour qu'il soit possible d'étudier le caractère de l'enfant et d'agir utilement ensuite sur ses vices naissants ; un internement de courte durée ne constituerait qu'une mesure de contrainte toute matérielle sans aucun profit possible ; l'enfant en sortirait uniquement choqué de la sévérité du régime qu'il aurait subi et, loin d'être corrigé, se trouverait plein d'ardeur pour abuser de la liberté qui lui serait trop tôt ren-

(1) Rapporté dans le *Journal du Palais*, t. 9. p. 649.

(2) Cassation. 8 février 1833 : *Bulletin criminel*, n° 47.

due ; de nombreuses circulaires ministérielles sont intervenues en ce sens, pour préconiser les renvois en correction de longue durée ; nous citerons seulement les deux plus récentes : la première du 4 janvier 1889 (1), rendue à la suite d'un vœu émis par le conseil supérieur des prisons, dans lequel on signale le danger que nous avons nous-même indiqué, analyse ainsi la situation : « Il est évident, en ce qui concerne les condamnations à l'emprisonnement de « courte durée, qu'elles ne sauraient amener aucun « changement appréciable chez un enfant enclin au « vice ; de plus ces condamnations figurent au casier « judiciaire et empêchent les sociétés de patronage de « s'occuper efficacement du délinquant à sa sortie de « prison ; il est également incontestable, quant aux « mineurs de 16 ans ayant agi sans discernement, que « leur envoi en correction, pour être efficace, ne doit « pas avoir une trop courte durée ; ce n'est pas en « quelques semaines, ni même en quelques mois, « qu'on peut modifier les habitudes ou le caractère « d'un enfant animé de mauvais penchants ».

La seconde circulaire à laquelle nous avons fait allusion (2) rappelle celle que nous venons de citer et signale à l'attention des parquets les termes d'une lettre de M. Voisin, président de la société pour l'engagement des condamnés libérés ; cette lettre se rapporte à deux chefs principaux, elle indique tout d'abord les inconvénients que peut avoir le renvoi des mineurs en correction jusqu'à l'âge de 18 ans seule-

(1) Rapportée à sa date dans le *Bulletin officiel des circulaires du ministère de la Justice*.

(2) Circulaire du 20 janvier 1890, rapportée dans le même recueil que la précédente avec la lettre de M. le conseiller Voisin.

ment et ensuite les conséquences nuisibles que peut avoir la condamnation des dits mineurs à des peines d'emprisonnement de courte durée pour escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs ; relativement au premier point, le seul dont nous ayons, pour l'instant, à nous occuper, M. le conseiller Voisin fait remarquer que c'est à 18 ans seulement que l'engagement dans l'armée est permis par la loi, et que dès lors, il serait bon que le mineur détenu pût passer directement de la maison de correction à l'armée ; sans quoi, si, pendant le temps où il est laissé libre, « il rentre chez ses parents qui ne
« lui ont souvent donné que les plus mauvais con-
« seils et les plus détestables exemples, soit qu'il se
« livre immédiatement, comme c'est la règle, à tous
« les hasards d'une nouvelle vie vagabonde, il se
« trouve placé dans une situation telle que les efforts
« faits jusque-là pour le moraliser sont trop fréquem-
« ment perdus en quelques mois, sinon en quelques
« semaines ».

Ces considérations, qui nous paraissent absolument justes, inspirent aujourd'hui les décisions des tribunaux ; mais peut-être serait-il bon, malgré tout, qu'une consécration législative vint imposer les mesures auxquelles conclut M. le conseiller Voisin ; elle aurait le double avantage d'en assurer d'une façon absolue l'application et en conséquence d'unifier les solutions indiquées, de sorte que les mineurs seraient partout traités en vertu des mêmes principes.

Application aux contraventions.

La double faculté donnée au juge pour le cas de non-discernement, de remettre l'enfant à ses parents ou

de le renvoyer en maison de correction, a donné lieu à une discussion pour le cas où l'enfant est prévenu d'une contravention ou d'un délit prévu par les lois spéciales : on s'est demandé si, dans ces deux cas, le renvoi en maison de correction pouvait logiquement être prononcé ; la raison d'être de cette question apparaît immédiatement aux yeux de tous : traduit en justice pour une simple contravention ou un délit prévu par une loi spéciale, un majeur n'encourt, la plupart du temps, qu'une peine de très minime importance qui se réduit souvent à une faible amende ou exceptionnellement à une peine de quelques jours de prison ; le mineur, au contraire, s'il est considéré comme ayant agi sans discernement, ne pourra, il est vrai, subir aucune peine proprement dite, mais, en revanche, il serait loisible au tribunal de le renvoyer en maison de correction jusqu'à 20 ans accomplis, c'est-à-dire pour une période de plusieurs années ; il en résulte que l'application des mesures édictées par la loi vis-à-vis des mineurs aboutirait en l'espèce à aggraver leur situation, ce qui peut difficilement se comprendre.

En se plaçant exclusivement au point de vue des principes et si l'on admet, comme nous l'avons fait, que l'article 66 est applicable aux contraventions et aux délits prévus par les lois spéciales, il nous paraît absolument impossible d'échapper à cette conséquence, si désastreuse qu'elle puisse paraître à première vue ; rien, dans la loi, ne pouvant autoriser ni expressément ni tacitement une exception aux principes adoptés en cette matière et qui doivent s'appliquer à toutes les infractions, quelles qu'elles soient.

Mais c'est surtout au point de vue du fait et non des principes abstraits que des objections ont été soule-

vées ; indiquons immédiatement que, même en examinant la question sous ce nouvel aspect, on s'est trop hâté de s'alarmer, le maintien du principe que nous avons posé n'étant point susceptible de produire, dans la pratique, les conséquences désastreuses que l'on a voulu signaler ; le juge a bien la faculté de prononcer le renvoi en correction dans tous les cas, mais, on oublie trop qu'il a le devoir d'en user uniquement si ce renvoi se justifie par la nécessité bien établie de corriger l'enfant et de réprimer ses tendances vicieuses, c'est-à-dire de prendre une mesure conforme à son intérêt et non de prononcer une peine ; dès lors, n'est-il point évident qu'il ne pourra venir à la pensée d'un juge de conclure à la nécessité d'un long internement en face d'une peccadille, d'un acte qui, tout en constituant, il est vrai, une infraction à la loi pénale, est cependant le résultat évident d'une simple inattention ou qui, en tout cas, ne révèle en rien des penchants vicieux qui puissent faire craindre pour son avenir.

Les faits viennent d'ailleurs justifier cette manière de voir, car, en pratique, nous ne croyons pas qu'il soit possible de citer un seul cas dans lequel un mineur de seize ans ait été renvoyé en correction à la suite d'une contravention de simple police : l'application intégrale de l'article 66, conformément aux principes, ne présente donc qu'un danger purement théorique qui, en fait, ne donnera pas lieu aux conséquences déplorables dont on s'est trop vite alarmé (1).

Concluons donc que la faculté pour le juge de choisir, en s'inspirant des circonstances, entre les deux so-

(1) Voir en ce sens : Blanche : *Etudes sur le code pénal*, vol. II, p. 458.

lutions indiquées, s'exerce dans tous les cas, c'est-à-dire quelle que soit l'infraction dont le mineur s'est rendu coupable; et il y a lieu d'espérer que le juge qui a charge du mineur saura choisir la solution la plus conforme aux intérêts immédiats de l'enfant et surtout à son avenir.

Cette tâche, souvent délicate, il faut le reconnaître, se trouve facilitée dans la pratique par la mise en cause des personnes civilement responsables des actes du mineur; le père, le maître ou le patron, appelés devant le tribunal en même temps que l'auteur de l'infraction, pourront fournir des indications précieuses; les explications qu'ils apporteront tant sur la conduite ordinaire de l'enfant que sur les circonstances du délit, leur avis personnel sur la valeur morale de celui qui leur est confié et l'exposé des moyens de surveillance et d'éducation qu'ils croient devoir employer sont des éléments qu'il ne faut pas négliger; à ce point de vue, une circulaire du garde des sceaux (1) prescrit au ministère public de ne jamais citer les personnes civilement responsable: pères et mères, maîtres ou patrons, sans leur avoir donné, au préalable, avis, par lettre, des procès-verbaux dressés contre leurs enfants, domestiques ou employés mineurs, de façon à ce qu'ils soient exactement renseignés sur les faits dont ils ont à répondre. En exigeant, d'autre part, du ministère public qu'il s'entoure de renseignements sérieux, le juge se trouvera à même de se guider dans ce rôle délicat qui lui incombe et qui diffère quelque peu de sa tâche ordinaire; il ne s'agit plus, en effet, exclusivement de punir, mais au contraire de réformer: si les mesures directement pratiques ne sont

(1) Circulaire du 28 juillet 1897.

point à la disposition du magistrat qui n'a pas le droit de contrôler le régime intérieur de la maison de correction, du moins peut-il s'efforcer, en étudiant avec soin les circonstances qui accompagnent l'infraction et la situation de l'enfant dans sa famille, de déterminer la mesure qui lui paraît la meilleure, et, au cas où il se décide pour le renvoi en correction, de fixer le temps qui lui semble indispensable pour réformer et instruire l'enfant.

L'amende.

Le renvoi en correction, nous l'avons déjà indiqué, n'est donc nullement une peine, la loi a suffisamment établi qu'il s'agissait là d'une mesure exceptionnelle édictée à l'égard du mineur en en parlant immédiatement après avoir mentionné, en termes exprès, dans l'article 66, que, faute de discernement, le mineur serait « acquitté ».

Aucune peine proprement dite ne peut donc être prononcée contre les mineurs, et ce principes'applique à l'amende au même titre qu'aux peines corporelles privatives de liberté; plusieurs arrêts de cassation ont admis néanmoins que le défaut de discernement n'emporte point exemption de l'amende toutes les fois que celle-ci constitue en réalité une véritable réparation civile rentrant dans la catégorie des restitutions et dommages-intérêts mentionnés par l'article 10 du code pénal (1).

(1) V. en ce sens : Crim. cass., 18 mars 1845. Arrêt rendu en matière de douanes et de contravention à l'exploitation, la fabrication et la vente des poudres et salpêtres. — Rép. Dalloz, n° 452. — Cass., chambres réunies, 13 mars 1844 : arrêt rendu en matière de douanes. — Tribunal correctionnel de Bourges, 24 octobre 1889.

Bien que ces solutions constituent, pour les mineurs, une aggravation qui n'est point expressément prévue par la loi, elles nous semblent néanmoins résulter d'un principe logique et par conséquent devoir être adoptées : pour déterminer le caractère d'une condamnation, il ne faut point s'en rapporter exclusivement au terme employé pour la désigner ; il est bien évident que l'expression « peine » attachée aux condamnations dont s'agit ne répond point à la vérité même des choses, elles interviennent, en réalité, bien moins en vue d'agir sur le délinquant comme une contrainte et comme une punition que dans le but essentiel d'indemniser la partie lésée du préjudice qui lui a été causé.

Les frais de justice.

Cette solution se rattache d'ailleurs à une autre plus générale et que l'on peut indiquer de la façon suivante : la loi, en décidant que le mineur, considéré comme ayant agi sans discernement doit être acquitté, l'a dispensé implicitement des peines proprement dites mais n'a point entendu l'exonérer des frais du procès ni de la responsabilité civile qui peut lui incomber à la suite de l'infraction qu'il a commise.

En ce qui concerne les frais de justice, la cour suprême a décidé, par une jurisprudence constante, que le mineur acquitté comme ayant agi sans discernement devait les supporter (1).

On a toutefois protesté contre cette solution en arguant qu'en présence de l'article 368 du code d'ins-

(1) Cass., 24 mai 1855. D. P., 55, 1, 456. — Cass., 7 janvier et 10 février 1876. D. P., 76, 1, 145.

truction criminelle, qui met les frais à la charge de « la partie qui succombe », il était impossible de condamner le mineur aux frais de la procédure ; le mineur, en effet, ne peut être considéré comme ayant succombé, puisqu'aucune peine ne peut être prononcée contre lui (1).

Il nous paraît cependant que la cour de cassation a fait ici une saine application des principes : le mineur, en effet, ne peut être considéré comme un acquitté ordinaire ; le fait dont il s'est rendu coupable demeure malgré tout constant ; s'il ne peut subir aucune peine, cela tient exclusivement à des causes qui lui sont personnelles, et si la loi a cru devoir les prendre en considération pour ne pas édicter contre lui de peines au vrai sens du mot, il ne s'en suit nullement qu'elle ait entendu l'exonérer des frais ; un acte défendu par la loi pénale a été accompli, le ministère public avait non seulement le droit, mais encore le devoir de le poursuivre, on ne peut donc dire que l'action ait mal procédé ; au point de vue logique, il faut considérer que la nécessité pour l'auteur de l'infraction de payer les frais n'équivaut point à une peine, mais a pour but essentiel d'assurer à l'Etat la restitution des avances nécessaires pour la recherche du délit et l'utilité de la poursuite du ministère public est pleinement justifiée par la déclaration affirmative intervenue sur la question de culpabilité ; il est donc naturel que les frais demeurent à la charge du mineur, puisqu'aussi bien le fait poursuivi peut lui être attribué et demeure constant comme infraction à la loi pénale (2).

(1) V. Chauveau et Hélie : *Théorie du code pénal*, t. I, p. 244.

(2) Cassation, 10 novembre 1871. *Bulletin criminel*, année 1871, n° 147. — 1^{er} février 1877, *Bulletin criminel*, année 1877, n° 39.

Au surplus, pour soutenir la thèse que nous combattons, on a essayé d'arguer de considérations assez vagues qui ont pour base l'intérêt très légitime que l'on porte au mineur, mais qui ont le défaut de se heurter aux intentions mêmes de la loi. On a considéré par exemple que la condamnation aux frais se comprenait quand le père, le tuteur ou le patron étaient cités comme civilement responsables des faits imputés à leur fils, à leur pupille ou à leur domestique, mais qu'elle n'était plus admissible quand ces différentes personnes n'avaient pu être mises en cause ; il nous paraît bien difficile, cependant, de justifier cette différence de solution au point de vue des principes ; tout ce que l'on peut dire c'est qu'elle procède d'une idée généreuse : exonérer le patrimoine du mineur ; mais cela ne constitue point une raison suffisante, car aussi bien, au point de vue de l'équité, auquel on prétend se placer, il faut remarquer que bien souvent c'est uniquement en vertu d'une fiction légale que le père ou ceux qui ont la garde du mineur sont tenus pour civilement responsables, car en fait, il arrive qu'il n'y a de leur part aucune faute ni aucune négligence effective.

Si l'on admét, comme nous le faisons, que le mineur doit supporter les frais, il faut en conclure, pour le cas où il y a plusieurs inculpés dans la même poursuite, que la condamnation devra être solidaire : la solidarité édictée par l'article 55 du code d'instruction criminelle est un principe absolu qui doit s'appliquer au mineur comme à tous les condamnés (1).

(1) Cass. 8 avril 1841 : Dal. Rép. V. *Frais et dépens*, n° 1019, note 4.

Les dommages-intérêts.

Pour les dommages-intérêts, la question n'est nullement discutée : les auteurs et la jurisprudence s'accordent pour décider que le mineur doit en être tenu; de la déclaration de culpabilité, il résulte que le fait reproché au mineur est constant, il n'y a dès lors aucune raison pour que la victime ne reçoive pas la réparation à laquelle elle a naturellement droit.

Indiquons d'ailleurs qu'il faut tenir compte de l'article 1384 du code civil qui établit la responsabilité civile des personnes qui ont la charge de l'enfant ; ces personnes sont d'ailleurs toujours citées en justice en même temps que ceux dont ils répondent. Les dispositions de l'article 1384, qui sont générales, s'appliquent également aux majeurs de 16 ans, et le cas échéant, aux majeurs de 21 ans, mais au point de vue pénal elles nous semblent particulièrement utiles quand elles sont appliquées à propos des mineurs de 16 ans en ce sens qu'elles intéressent ceux qui en ont la garde à ce qu'ils se conduisent régulièrement et ne se laissent point aller à commettre des délits.

L'article 1384 n'établit expressément que la responsabilité des « père ou mère », des « maîtres et commettants » et des « instituteurs et artisans » ; mais il est d'une jurisprudence constante, approuvée par presque tous les auteurs, qu'il y a lieu d'appliquer les mêmes principes au tuteur ; les motifs en ont été souvent indiqués et nous ne pouvons mieux faire que les emprunter à MM. Aubry et Rau (1) : Le tuteur,

(1) Aubry et Rau, t. IV, § 447, p. 758 et note 11.

V. dans le même sens : Duranton, Zachariæ, Marcadé,

disent ces deux auteurs, « jouit sur la personne du
« mineur d'une autorité à peu près semblable à celle
« des parents (v. art. 450 et 468 du C. civ.), on doit
« par conséquent la leur assimiler, en ce qui con-
« cerne la responsabilité des actes du pupille, sauf à
« accueillir avec plus de facilité l'excuse qu'il vou-
« drait tirer de la circonstance qu'il n'a pu les empê-
« cher. En tout cas, il serait impossible de ne pas
« placer le tuteur sur la même ligne que les institu-
« teurs ».

§ II. — DISCERNEMENT

Nous venons de passer en revue les conséquences qui résultent d'une déclaration de non-discernement intervenue en ce qui concerne le mineur ; mais, dans l'hypothèse où une certaine précocité dans les mauvais instincts lui a fait refuser le bénéfice de cette faveur, la loi ne lui en continue pas moins sa protection ; quand, malgré son jeune âge, il peut être néanmoins considéré comme ayant agi avec discernement, il devient alors passible d'une peine, c'est là une différence essentielle avec le cas que nous venons d'examiner, mais là encore, la loi persistant à tenir compte de sa jeunesse a indiqué les atténuations que la peine devait comporter : c'est l'œuvre des articles 67 et 69 du code pénal. L'ensemble des dispositions de ces deux articles n'a pas donné lieu à de sérieuses difficultés, au moins dans leur application directe ; un

Larombière, Rolland de Villargues, Sourdat (*De la Responsabilité*). — Cette doctrine était d'ailleurs déjà enseignée par Pothier. V. *Obligations*, I, 121. — V. cependant en sens contraire : Comlet de Santerre. V, 365 bis. IV. — La jurisprudence est également conforme la majorité des auteurs. — Colmar, 14 juin 1830. S. 1830. 2.334.

exposé sommaire du mécanisme de l'atténuation qui en résulte nous paraît par conséquent suffisant.

Atténuations des peines prononcées contre les mineurs.

L'article 67 s'occupe du cas où le mineur est convaincu de crime et modifie à la fois la nature et la quotité des peines encourues.

Si le crime emporte la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, le mineur sera condamné à être détenu dans une maison de correction pendant un temps qui peut varier entre dix et vingt années.

Si le crime emporte les travaux forcés à temps, la réclusion ou la détention, le mineur, dit l'article 67 § 2, « sera condamné à être enfermé dans une maison de correction, pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines. »

Dans les deux solutions que venons d'énumérer, la loi, en ce qui concerne la détermination de la quotité de la peine, emploie deux procédés différents : dans le premier cas, elle détermine directement la durée de la peine à subir et évite, par là, la possibilité d'une discussion ; pour le second cas, elle établit la durée par voie de comparaison avec les peines à subir par les majeurs. De là, quelques tribunaux avaient pensé que le tiers de la peine applicable d'après le § 3 de l'article 67 devait s'entendre du tiers du maximum, de sorte que, pour le cas des travaux forcés à temps, par exemple, le minimum de la peine devait s'élever au moins à six ans et huit mois. — Cette interprétation ne

nous paraît conforme ni à la lettre, ni à l'esprit de la loi ; l'article 67 se sert de l'expression : «.... un temps « égal au tiers au moins et à la moitié au plus de « celui pour lequel il aurait pu être condamné.... » ; or, il est bien évident que le majeur aurait pu être condamné au minimum de la peine ; d'autre part, ce que la loi a voulu, c'est une atténuation dans le sens général du mot, c'est-à-dire, non seulement en ce qui concerne la qualité de la peine, mais encore en ce qui concerne la quotité ; et, si l'on admettait le système que nous combattons, on arriverait à cette conséquence que le mineur subirait au minimum une peine d'une durée de six ans et huit mois, tandis que le majeur pourrait voir sa peine réduite à cinq années. Au surplus, même dans le cas où cet argument ne serait pas absolument convaincant, et si un doute pouvait subsister, il y aurait évidemment lieu d'appliquer la solution la plus favorable au mineur, conformément aux principes qui régissent le droit pénal ; la jurisprudence n'a pas, au reste, longtemps persisté dans sa manière de voir et, dès 1825, un arrêt de cassation (1) a décidé que « la durée de la détention correctionnelle « d'un mineur de seize ans peut n'être que du tiers de « cinq ans, c'est-à-dire de vingt mois. »

Dans les deux cas que nous venons d'indiquer, le mineur peut d'autre part être mis sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus ; tels sont tout au moins les termes de l'article 67 ; il y a lieu, évidemment, de tenir compte de la loi du 27 mai 1885 qui a substitué l'interdiction de séjour à la surveillance de la haute police.

(1) Cassation : 15 janvier 1825. *Bulletin criminel*, année 1825, n° 4.

Si, enfin, le mineur a encouru la peine de la dégradation civique ou du bannissement, il sera condamné à être enfermé de un an à cinq ans dans une maison de correction ; tels sont les termes mêmes de l'article 67, § 4, et ils ne prêtent à aucune discussion.

Si des crimes nous passons aux délits, l'article 69 porte que la peine « ne pourra s'élever au-dessus de « la moitié de celle à laquelle il aurait pu être con- « damné s'il avait eu 16 ans. »

Le maximum de la peine à prononcer contre le mineur se trouve donc ainsi très clairement fixé ; il pourra s'élever jusqu'à la moitié de la peine fixée par la loi relativement au majeur de 16 ans, et il ne nous paraît pas douteux que le calcul doive se faire sur le maximum de la peine. Nous trouvons néanmoins dans Chauveau et Hélie une opinion contraire ; ces deux auteurs s'expriment à ce sujet dans les termes suivants : « Il est contraire au vœu de l'article 69 d'appliquer au condamné pour délit correctionnel, qui a agi avec discernement, *la moitié* de la peine qu'il aurait précisément subie s'il avait eu 16 ans accomplis. Il est nécessaire que la peine appliquée soit au-dessous de la moitié de celle qu'il aurait dû subir s'il avait eu cet âge. » Et, en adoptant cette opinion qu'ils présentent comme étant conforme à un arrêt de la cour de Bordeaux (1), ces auteurs ajoutent : « Cette solution n'est que l'application textuelle de la loi. »

Malgré l'autorité de MM. Chauveau et Hélie, et malgré l'arrêt de la cour de Bordeaux, il ne nous paraît pas possible d'interpréter autrement que nous ne

(1) Cour de Bordeaux : 26 août 1830 ; *Journal du Droit criminel*, année 1830, p. 359.

l'avons fait les termes de l'article 69 qui dit que la peine applicable au mineur « ne pourra s'élever *au-dessus* de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu seize ans. » L'opinion soutenue par MM. Chauveau et Hélie est d'ailleurs demeurée isolée.

La détermination du minimum à appliquer au mineur n'existe pas dans la loi, qui se contente, comme nous l'avons vu, de fixer un maximum; il ne peut être néanmoins douteux que le législateur ait entendu laisser toute latitude au juge pour abaisser la peine jusqu'à ses extrêmes limites correctionnelles. Il ne nous semble pas cependant, bien qu'on l'ait soutenu et que la jurisprudence ait ratifié cette solution, que le juge puisse descendre jusqu'aux peines de simple police; bien qu'il s'agisse d'un mineur, nous demeurons en matière correctionnelle et un texte précis pourrait seul autoriser l'application à une matière correctionnelle des peines de simple police. Toute la bienveillance que la loi a montrée pour le mineur n'autorise nullement à aller à l'encontre d'un principe qui est la base même de notre code pénal, puisqu'il classe les infractions d'après les peines dont elles peuvent être punies. N'en résulterait-il pas que le juge déciderait, en prononçant une peine de simple police, qu'il y a contravention et non délit? Or, le délit commis par un mineur demeure, malgré tout, un délit, et les peines attachées aux délits peuvent seules être prononcées. Au reste, l'atténuation prévue par l'article 69 s'applique aussi bien à l'amende qu'aux peines d'emprisonnement et le juge trouvera là la possibilité de faire bénéficier, dans la plus large mesure, le mineur des faveurs auxquelles il peut avoir droit.

Effet des circonstances atténuantes.

Aux réductions de peines expressément indiquées en faveur du mineur de 16 ans par les articles 67 et 69, il faut ajouter l'effet des circonstances atténuantes. Le principe posé par l'article 463 est d'ordre absolument général et il n'y a aucune raison pour que le mineur ne puisse pas en bénéficier. Dans la combinaison à faire entre l'article 463, d'une part, et les articles 67 et 69, d'autre part, il y a lieu de tenir compte tout d'abord de l'article 463, puis, la peine étant déterminée comme s'il s'agissait d'un majeur, de faire ensuite application des articles spéciaux aux mineurs (1). Il y a lieu de remarquer, en effet, que les articles 67 et 69 supposent la détermination préalable de la peine encourue puisque, d'ailleurs, dans les cas prévus par les articles 67, § 2, et 69, la peine à subir est établie par comparaison avec celle dont serait passible le majeur; le calcul de la peine devant se faire, d'après ces articles, en prenant pour point de départ la peine qui peut être prononcée contre le majeur, il ne peut s'agir, évidemment, que d'une condamnation déterminée avec tous les éléments d'atténuation qu'elle peut comporter, c'est-à-dire avec les circonstances qui en sont, en somme, les éléments constitutifs.

Reste à indiquer les difficultés que pourra faire naître, dans la pratique, la combinaison de l'article 463 avec les articles 67 et 69 du code pénal.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE : Le mineur a commis un crime

(1) Cassation : 24 mars 1853. *Bulletin criminel*, année 1853, n° 311; 10 août 1866. D. P., 1866-1-456; 5 mai 1887. *Bulletin criminel*, 1887, n° 171. — Chauveau et Hélie, n° 338. — Blanche, t. II, n°s 325 et suivants, et t. VI, n° 696.

emportant la peine de mort, mais le verdict du jury lui a accordé des circonstances atténuantes :

En tenant compte tout d'abord de l'article 463, la cour peut abaisser la peine soit aux travaux forcés à perpétuité, soit aux travaux forcés à temps, dont le minimum est cinq ans ; puis, en appliquant l'article 67, il n'est point douteux qu'elle puisse condamner le mineur au minimum à vingt mois d'emprisonnement. Mais le maximum de la peine est plus difficile à déterminer et la difficulté vient de ce que le maximum de la peine applicable au majeur qui a bénéficié des circonstances atténuantes étant les travaux forcés à perpétuité, il est impossible de prendre la moitié d'une peine perpétuelle. La cour de cassation, pour résoudre la difficulté, a considéré que l'article 67, § 1, indiquait l'emprisonnement de dix à vingt ans comme devant remplacer, pour les mineurs, la peine de mort et les travaux forcés à perpétuité ; dès lors, il est loisible au juge de condamner le mineur au maximum à vingt ans de détention (1).

Un auteur, Blanche, a protesté contre cette solution en arguant qu'elle reposait sur une confusion qui conduit à méconnaître la règle de l'article 463. Il expose d'ailleurs l'argument de la façon suivante : « Il est vrai
« que la substitution des travaux forcés à perpétuité
« ou de la déportation à la peine de mort est une satisfaction donnée à l'article 463, puisque la mort est
« remplacée par une peine moins rigoureuse. Il est
« également vrai que la peine des travaux forcés à
« perpétuité ou de la déportation est remplacée, pour
« le mineur de 16 ans, par un emprisonnement de
« dix à vingt années.

(1) Cassation : 9 juillet 1841. *Bulletin criminel*, année 1841, n° 209.

« Ce qui cesse d'être vrai, c'est que cet emprison-
« nement soit, pour le mineur, un adoucissement de
« la peine représentant la peine de mort. Ce ne serait
« vrai que si la peine représentant pour lui cette der-
« nière peine était plus rigoureuse que cet emprison-
« nement. Mais si, au contraire, comme cela est, cet
« emprisonnement représente, pour le mineur de
« 16 ans, tout aussi bien la peine de mort que celle
« des travaux forcés à perpétuité et de la déporta-
« tion, il est clair qu'en l'y condamnant on le punit
« comme s'il encourait la peine de mort, qu'on ne
« lui tient pas compte des circonstances atténuantes
« qu'il a obtenues et que par suite, on viole, à son
« égard, l'article 463 du code pénal (1) ».

L'argument nous paraît juste ; il est certain qu'en condamnant le mineur à vingt années de détention, on ne tient pas compte des circonstances atténuantes, puisque le mineur ayant accompli un crime qui emporte, pour le majeur, la peine de mort, et s'étant vu refuser les circonstances atténuantes, ne peut être, malgré ce refus, condamné qu'à vingt ans de prison au maximum ; la solution que nous proposons peut donc se justifier par le raisonnement suivant : le maximum de la peine qui puisse frapper le mineur auquel les circonstances atténuantes ont été refusées est celui de vingt ans de détention ; si, au contraire, les circonstances atténuantes lui ont été accordées, la peine doit évidemment subir une diminution ; il y a lieu d'ailleurs de remarquer que la loi met sur le même plan la peine de mort et celle des travaux forcés à perpétuité en indiquant pour ces deux peines et en ce qui concerne

(1) Blanche : *Etudes sur le code pénal*, vol. II, n° 325, p. 427 in fine.

les mineurs le même équivalent, c'est-à-dire de dix à vingt ans de détention ; il nous semble que l'on peut en conclure que pour appliquer l'effet des circonstances atténuantes au mineur il faut toujours partir des travaux forcés à perpétuité et jamais de la peine de mort, parce qu'au point de vue pénal il est conforme à la logique et d'ailleurs à la tradition d'adopter en toute circonstance l'interprétation la plus favorable à l'accusé, surtout quand il est mineur ; c'est l'application de ces principes qui nous conduit à dire que le maximum de la peine applicable, en notre espèce, au mineur qui bénéficie de l'article 463 sera celui de dix ans de détention.

2^e HYPOTHÈSE : Le mineur a commis un crime emportant la peine des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation et il a obtenu des circonstances atténuantes.

L'effet des circonstances atténuantes est de permettre au juge d'appliquer soit les travaux forcés à temps, soit la réclusion ; le minimum de ces deux peines est le même, c'est-à-dire de cinq ans et le maximum de la première est de vingt ans, tandis que celui de la seconde est de dix ans ; par conséquent, la peine à appliquer au mineur variera encore ici, comme dans la première hypothèse, entre vingt mois et dix ans de détention ; et l'on ne peut objecter comme constituant un illogisme cette similitude entre les deux solutions, car nous pouvons constater que cette coïncidence est justifiée par l'esprit et par les termes mêmes de l'article 67, § 1^{er}, qui place sur le même plan la peine de mort et celle des travaux forcés à perpétuité en indiquant pour ces deux peines, relativement au mineur, le même taux d'atténuation, c'est-à-dire de dix à vingt années de détention.

3^e HYPOTHÈSE : Le mineur a commis un crime emportant les travaux forcés à temps et il a bénéficié des circonstances atténuantes.

La solution ne peut présenter aucune difficulté ; les circonstances atténuantes ont pour effet de réduire la peine, soit à un emprisonnement de deux à cinq années, soit à une réclusion de cinq à dix ans ; le juge, en tenant compte de la minorité, pourra prononcer une peine d'emprisonnement qui variera entre huit mois et cinq ans.

4^e HYPOTHÈSE : Le mineur a commis un crime emportant la détention ou la réclusion et il a bénéficié des circonstances atténuantes.

De la combinaison des articles 463 et 67, § 2, il résulte que l'on pourra appliquer au mineur une peine variant entre quatre et deux ans et demi de prison.

Ajoutons que dans les quatre espèces que nous venons d'examiner successivement, le coupable pourra être placé sous la surveillance de la haute police (art. 67 § 3) pour cinq ans au moins et dix ans au plus, ou plutôt, depuis la loi du 27 mai 1885, être soumis pendant ce temps au régime de l'interdiction de séjour.

5^e HYPOTHÈSE : Le crime emporte la dégradation civique ou le bannissement.

Les peines à prononcer contre le mineur seront les mêmes que dans le cas précédent, mais il ne pourra être soumis à l'interdiction de séjour.

Quand le mineur, au lieu de s'être rendu coupable d'un crime, a commis un simple délit, il bénéficie encore d'une diminution de peine, ainsi qu'il est dit dans l'article 69 (1). Cet article fixe très nettement le

(1) Art. 69 : « Dans tous les cas où le mineur de 16 ans n'aura commis qu'un simple délit, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu 16 ans ».

maximum que le juge ne peut dépasser, mais il a omis de statuer sur le minimum. En ce qui concerne le maximum il nous paraît bien inutile d'énumérer les peines édictées contre les différents délits et d'indiquer le résultat de la combinaison des articles 463 et 69 ; il nous suffira de dire que l'application de ces articles se fera d'après les mêmes principes que nous avons indiqués relativement aux crimes. Il est hors de doute, d'ailleurs que le juge puisse abaisser la peine même au-dessous des peines correctionnelles (1), et que le principe soit applicable aux peines d'amende comme aux peines privatives de liberté.

Le bénéfice de l'article 69 peut également être invoqué au cas de délits prévus par les lois spéciales ; la jurisprudence a fait application de ce principe en matière de chasse, de douanes, de délits forestiers. Mais la loi ne permet aucune atténuation spéciale aux mineurs en ce qui concerne les peines de simple police ; elles sont d'ailleurs très légères et le juge pourra, grâce à l'admission des circonstances atténuantes, les réduire à un taux presque insignifiant, ce sera là un moyen très suffisant de tenir compte de la minorité du contrevenant.

*Atténuations résultant de l'article 278
du code pénal et de la loi du 27 mai 1885.*

Nous venons d'étudier les articles 66 à 70 du code pénal que l'on peut considérer comme le siège principal des atténuations édictées en faveur de l'enfant

(1) V. Chauveau et Hélie : T. I, n° 338. — Faustin Hélie : *Pratique criminelle*, n° 126. — Garraud : T. II, p. 213. — Et arrêt C. d'Orléans : 19 octobre 1864 : D. P. 65, 2, 28. — Voy. cependant contre : Colmar, 5 mai 1857. D. P. 1861, 5, 355.

coupable ; pour être complet, il nous reste à signaler encore quelques immunités dont jouit le mineur de 16 ans et qui résultent soit de l'article 271 du code pénal, soit de certaines lois spéciales ; nous voulons parler de la loi du 27 mai 1885 et des lois sur la contrainte par corps.

Il suffit de citer l'article 271, § 2, dont les dispositions ne peuvent donner lieu à aucune discussion, il est ainsi conçu : « Néanmoins les vagabonds âgés de moins
« de seize ans ne pourront être condamnés à la peine
« d'emprisonnement ; mais, sur la preuve des faits
« de vagabondage, ils seront renvoyés sous la sur-
« veillance de la haute police jusqu'à l'âge de vingt
« ans accomplis, à moins qu'avant cet âge ils n'aient
« contracté un engagement régulier dans l'armée de
« terre ou de mer ».

Remarquons cependant que la question de discernement doit être posée à l'égard du mineur prévenu de vagabondage et que c'est seulement au cas de solution affirmative que la peine édictée par l'article 271 peut être prononcée contre lui ; cette peine, c'est actuellement, comme nous l'avons indiqué plus haut, l'interdiction de séjour.

Quant aux dispositions de la loi du 27 mai 1885 auxquelles nous avons fait allusion, elles ne sont point, à vrai dire, limitées aux mineurs de 16 ans, elles procèdent d'un esprit plus large et étendent leur protection à tous les mineurs de 21 ans ; néanmoins il y a lieu de les indiquer pour mémoire. L'article 6 de la loi du 27 mai 1885 porte : « La relégation n'est pas
« applicable aux individus qui seront âgés de.....
« moins de 21 ans à l'expiration de leur peine » et il est complété par l'article 8 de la même loi dans les termes suivants :

« S'il (celui qui a encouru la relégation) est mineur
« de 21 ans, il sera, après l'expiration de sa peine,
« retenu dans une maison de correction jusqu'à
« sa majorité ». Ces dispositions nous semblent se
justifier par cette très simple considération que la
relégation, mesure définitive, a pour but de débar-
rasser la société de ceux qui, par les infractions répé-
tées dont ils se sont rendus coupables, ont prouvé
qu'ils ne pouvaient demeurer en France sans préju-
dice pour leurs semblables et que tout espoir de les
amender est bien définitivement perdu ; or, il n'est
point conforme à la nature même des choses de déses-
pérer d'un mineur qui n'a pas encore atteint l'âge de
l'expérience, — qui peut toujours être pour lui le signal
d'un réveil de la conscience et une occasion pour
commencer une vie nouvelle rompant avec les
erreurs du passé.

La contrainte par corps.

La contrainte par corps n'est pas applicable aux mineurs de 16 ans ; cela résulte actuellement d'une façon expresse de l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867, mais il est néanmoins intéressant, au point de vue de l'esprit de cette disposition, d'examiner rapidement les phases par lesquelles a passé la question depuis le code civil de 1804 :

Le Code civil admettait la contrainte par corps comme voie d'exécution des jugements en matière civile et en matière pénale ; un certain nombre de lois postérieures que nous allons examiner ont supprimé la contrainte en matière civile, mais il est bon d'indiquer que même sous le régime du code de 1804 la contrainte par corps ne pouvait être exercée au

civil, contre le mineur de 21 ans ; cette solution résultait expressément de l'article 2064 du code civil qui est ainsi conçu : « Dans les cas même, ci-dessus « énoncés, la contrainte par corps ne peut être prononcée contre les mineurs » ; en matière pénale au contraire, les mineurs ne bénéficiaient d'aucune exception ; l'article 52 du code pénal (loi du 12 février 1810, promulguée le 22 du même mois) s'exprimait de la façon suivante : « L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais pourra être poursuivie par la « voie de la contrainte par corps. » Le texte est général, s'applique évidemment à tous les individus tombant sous le coup de la loi pénale quelque soit leur âge.

La Révolution de 1848, qui constituait l'expression théorique et absolue de l'idée de liberté et s'inspirait essentiellement des idées humanitaires, devait nécessairement porter son attention sur la légitimité de toutes les restrictions apportées à la liberté des citoyens ; le gouvernement provisoire, émanation directe d'un mouvement populaire à son début, rendait, à la date du 9 mars 1848, un décret qui « considérant que la contrainte par corps, ancien débris « de la législation romaine qui mettait les personnes « au rang des choses, est incompatible avec notre « nouveau droit public..... », suspendait la contrainte par corps « dans tous les cas où la loi l'autorise comme moyen pour le créancier d'obtenir « le paiement d'une dette pécuniaire », et ajoutait : « cette mesure cessera d'être appliquée jusqu'à ce « que l'Assemblée nationale ait définitivement statué « sur la contrainte par corps ».

Il résultait des termes même du décret que la mesure

était provisoire et qu'il s'agissait d'une suspension et non d'une suppression définitive ; en fait, deux mois après, le 19 mai 1848, intervenait un arrêté de la commission du Pouvoir Exécutif décidant que le décret précédent « n'est pas applicable au recouvrement des
« amendes et des condamnations prononcées au pro-
« fit de l'Etat en matière criminelle, correctionnelle
« ou de simple police et ne déroge point aux lois spé-
« ciales qui autorisent, avant jugement, l'arrestation
« des délinquants » ; enfin, le 13 décembre 1848, l'Assemblée nationale adoptait une loi décidant que le décret suspensif de la contrainte par corps cessait d'avoir effet, et rétablissant par conséquent la contrainte par corps en matière civile tout en apportant d'ailleurs, sur ce point, aux lois antérieures, quelques modifications dont l'examen ne rentre point dans notre sujet.

Cette loi du 13 décembre, statuant d'une façon générale sur la contrainte par corps, tant criminelle que civile, s'occupe de la question d'âge du délinquant ; l'article 9 § 3, qui a son origine dans un amendement de M. Salmon auquel la commission donna d'ailleurs son adhésion, s'exprime ainsi : « La contrainte par
« corps, en matière criminelle, correctionnelle et de
« simple police ne sera exercée, dans l'intérêt de
« l'Etat ou des particuliers, contre les individus âgés
« de moins de 16 ans accomplis à l'époque du fait qui
« a motivé la poursuite, *qu'autant qu'elle aura été*
« *formellement prononcée par le jugement de*
« *condamnation.* »

L'exception édictée, par ce texte, en faveur des mineurs de 16 ans peut donner lieu à deux observations : elle présente un caractère relatif en ce sens que le juge conserve pleine et entière liberté pour appré-

cier si le mineur doit en bénéficier, et d'autre part, c'est à l'époque du fait qui a motivé la condamnation et non à l'époque de l'exécution de la contrainte que l'on doit se placer pour trancher la question d'âge. De ces deux solutions, la première a été modifiée par la loi de 1867 et la seconde a été conservée, nous les examinerons au cours de l'étude, qu'il nous reste à faire, de la législation actuellement en vigueur.

La contrainte par corps est aujourd'hui réglée par les lois du 22 juillet 1867 et du 19 décembre 1871 ; la seule disposition qui nous intéresse dans ces deux lois est l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 ainsi conçu : « Les tribunaux ne peuvent prononcer la contrainte par corps contre les individus âgés de moins de 16 ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite » ; cette rédaction n'est pas conforme à celle du projet primitif qui portait : « les tribunaux peuvent ne pas prononcer..... », c'est sur l'intervention de la commission que le pouvoir arbitraire d'appréciation a été enlevé aux tribunaux et le motif formulé pour justifier cette modification était que « l'équité commande de mettre des condamnés si jeunes encore à l'abri de toutes corrections corporelles ». La solution nous paraît fort sujette à critique et l'argument sur lequel on a prétendu la fonder ne nous paraît rien moins que solide : il est permis de prendre en considération le jeune âge du délinquant pour le soustraire à toute contrainte corporelle à condition que l'on décide en même temps que l'exercice de la contrainte serait subordonné à l'examen préalable de l'âge du condamné au moment de l'exécution ; mais l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867, reproduisant ainsi les dispositions de l'article 9, § 3, de la loi du 13 décembre 1848, se place, pour apprécier l'âge, à

l'époque où s'est accompli le fait punissable. On serait mal venu, d'autre part, à fonder la solution sur ce motif que l'infraction commise par le mineur de 16 ans mérite l'indulgence ; cette raison, excellente pour justifier la modération dans la peine ou même la complète immunité, ne vaut plus pour fonder l'inexécution de la contrainte ; tout d'abord, les motifs d'atténuation ont été examinés par le juge qui a prononcé la peine, ils ne peuvent être invoqués à nouveau pour en empêcher l'exécution normale avec toutes ses conséquences, puisqu'aussi bien, à l'époque de l'exécution, l'individu peut être devenu pénalement majeur dans le cas où il s'agit d'un acte délictueux dont la répression n'a pas été immédiatement poursuivie ; et il faut d'autre part remarquer que la contrainte par corps s'applique à l'exécution des peines prononcées pour les faits les plus inoffensifs, par exemple des contraventions qui ont été commises avec la plus entière bonne foi ; ce n'est donc pas la gravité intrinsèque du fait poursuivi qui peut justifier l'exemption de la contrainte, c'est uniquement la faveur qui s'attache à l'âge du débiteur que l'on veut emprisonner. En somme, il nous semble qu'il eût été préférable que le projet de loi primitif qui portait : « les tribunaux « peuvent ne pas prononcer... », reçût une consécration définitive, il aurait laissé aux tribunaux une latitude suffisante pour tenir compte des situations particulières qui peuvent se présenter.

Les solutions que nous venons d'exposer s'appliquent aux mineurs considérés comme ayant agi avec discernement et contre lesquels le tribunal a prononcé une peine ; à plus forte raison ne peut-il être question de contraindre par corps les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement ; au surplus,

même sous l'empire de l'article 52 ancien du code pénal qui laissait subsister, en principe, la contrainte par corps vis-à-vis des mineurs, on admettait que ces derniers, acquittés, mais condamnés aux frais de la procédure, échappaient à cette mesure ; ou considérait en effet que l'article 52, malgré la généralité de ses termes, visait uniquement les condamnations pécuniaires qui sont l'accessoire et la conséquence directe d'une condamnation pénale. La contrainte par corps suppose nécessairement une créance dont elle a pour raison d'être d'assurer le paiement ; or, en matière pénale, la créance ne peut dériver que d'une cause pénale, c'est-à-dire d'un fait délictueux judiciairement constaté (1).

Immunité de juridiction.

La loi ne s'est pas contentée d'atténuer les peines qui peuvent être prononcées contre les mineurs de 16 ans, elle a voulu d'autre part éviter à l'enfant certaines formes solennelles de la justice, estimant qu'elles n'avaient pas de raison d'être dans leur application à des esprits encore à peine formés ; l'appareil judiciaire, dans certaines circonstances, affecte une solennité inaccoutumée qui a pour résultat, sinon pour but, de frapper l'esprit de l'accusé et d'ajouter à l'effet matériel de la peine prononcée contre lui l'effet moral produit par les débats qui la précèdent ; cela peut être utile vis-à-vis des criminels qui sont des hommes faits et peuvent, en général, être réputés

(1) Ces principes étaient admis par la Cour de cassation ; voir : Cassation, 25 mars 1843 : *Bulletin criminel*, n° 68 ; Cass. 12 août 1843 : *Bulletin criminel*, n° 205 ; Cass. 1^{er} décembre 1855 : *Bulletin criminel* n° 383 ; Cass. 18 mars 1842 : *Bulletin criminel* n° 67.

parfaitement conscients de leurs actes, mais, au regard de mineurs dont l'esprit est encore faible, le résultat peut-être déplorable à tous les points de vue ; il n'est point bon, quoiqu'on puisse dire, d'abuser de l'intimidation vis-à-vis des enfants, on est exposé à ce que l'effet produit dépasse le but que l'on se propose, et c'est là un des résultats les plus regrettables auxquels une mesure juridique puisse aboutir.

C'est en s'inspirant de ces considérations que, dans l'article 68 du code pénal, le législateur a décidé que :
« l'individu, âgé de moins de 16 ans, qui n'aura
« pas de complices présents au-dessus de cet âge, et
« qui sera prévenu de crimes autres que ceux que la
« loi punit de la peine de mort, de celle des travaux
« forcés à perpétuité, de la peine de la déportation ou
« de celle de la détention, sera jugé par les tribunaux
« correctionnels, qui se conformeront aux deux arti-
« cles ci-dessus. »

Mais, comme on le voit à la simple lecture de cet article, le principe de l'immunité de juridiction une fois posé, les exceptions qui y sont apportées sont tellement larges qu'elles ne lui laissent plus qu'un champ d'application assez modeste ; au reste, examinons ces exceptions : la première se produit dans le cas où le mineur est poursuivi pour un crime qui emporte la peine de mort, celle des travaux forcés à perpétuité, de la déportation ou de la détention ; dans ces différentes hypothèses, le mineur reste soumis à la juridiction de la cour d'assises ; évidemment il s'agit en l'espèce de crimes particulièrement graves, néanmoins, nous ne croyons pas qu'il soit bien nécessaire que le mineur, même dans ce cas, échappe à la juridiction correctionnelle ; un crime, en dehors de sa gravité intrinsèque, ne se trouve-t-il pas profondé-

ment modifié par la qualité de son auteur ; l'assassinat commis par un enfant de moins de 16 ans procède-t-il de la même intention malveillante et criminelle que celui dont s'est rendu coupable un majeur ? Non, évidemment ; dès lors n'a-t-on pas obéi à une idée un peu superficielle en déférant dans ce cas le mineur à la cour d'assises, ne s'est-on pas trop attaché à cette espèce d'horreur toute physique que suscite le mot « assassinat » ? Et un simple tribunal correctionnel n'aurait-il pu trouver, dans l'expérience qui lui vient de l'examen sérieux de tant de délits variés, la clairvoyance et l'énergie suffisantes pour y attacher la répression nécessaire ? Nous le croyons cependant, d'autant plus que l'on a fait assez souvent aux juges de carrière le reproche d'appliquer trop sévèrement la loi, en vertu d'une certaine dureté professionnelle qui s'impose, dit-on, à l'homme qui, à s'occuper sans cesse des délinquants, finit par en voir partout et par ne plus croire au repentir dont il a trop vu la comédie. — Quant à l'effet moral à produire, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire vis-à-vis du mineur ; la cour d'assises, par suite de la nécessité même où l'on se trouve de parler à une magistrature extraordinairement temporaire, n'a point le privilège d'assister à l'expression des idées les plus justes et les plus sérieusement réfléchies ; les gros arguments y sont malheureusement ceux qui ont le plus de poids ; l'exagération y est presque de rigueur dans la pratique, et il est bien à craindre qu'au lieu d'en sortir moralisé, le mineur n'en sorte abattu par ce mécanisme judiciaire qui n'est point proportionné à sa taille.

Invocera-t-on l'exemple à donner et qui résultera de la publicité des débats ? Il nous semble que la disproportion entre l'appareil de justice et l'accusé qui

en semble écrasé est de nature à inspirer plutôt de la pitié à son égard.

Quoiqu'il en soit, la solution que nous avons indiquée ne saurait faire aucun doute.

Une seconde exception au principe de l'immunité de juridiction est édictée au cas où le mineur a des complices présents majeurs ; il lui faudra alors les suivre sur les bancs de la cour d'assises quelque soit le crime qui lui est reproché ; par complices « présents » il faut entendre tout d'abord ceux qui sont juridiquement présents, c'est-à-dire que le mineur sera traduit devant le tribunal correctionnel quand il aura par exemple un complice contumax ; mais ne faut-il pas aller plus loin et étendre la solution à tous les cas où, pour une raison quelconque, les majeurs complices ne pourront être jugés en même temps que le mineur, par exemple s'ils sont morts ou inconnus ? Cette interprétation est bien dans l'esprit de la loi qui ne déroge ici au principe qu'elle a posé qu'en vertu d'une nécessité matérielle absolue.

Cette dérogation, d'ailleurs, qu'on ne peut constater parce qu'elle apparaît comme résultant d'une nécessité logique, ne laisse pas que de produire des conséquences singulières au point de vue rationnel ; supposons en effet un mineur qui se trouve englobé dans une véritable bande de majeurs criminels, ses complices ; il y a de grandes chances pour qu'il n'ait pas bien réfléchi à la portée des actes qu'il commettait et qu'il n'ait été entre les mains de ses compagnons qu'un instrument assez docile ; il serait logique par conséquent qu'il bénéficiât d'une atténuation toute naturelle ; c'est cependant dans ce cas qu'il sera déféré à la cour d'assises, tandis qu'au cas où, seul, de sa propre initiative, il aura commis un crime, il sera traduit devant le tribunal correctionnel.

CHAPITRE IV

Exécution des peines prononcées contre les mineurs et des mesures prises à leur égard

Le code pénal français de 1810, dans ses articles 66 et suivants, acceptait ce principe essentiel que les mineurs doivent être différenciés des majeurs au point de vue pénal ; la responsabilité chez eux n'est jamais complète, il y a donc lieu tout d'abord de prendre un ensemble de précautions destinées à signaler à l'attention du juge cette situation toute particulière, et ensuite d'édicter soit des peines, soit des mesures spéciales qui permettent au magistrat d'attacher à la décision théorique intervenue une sanction effective, en tenant compte de toutes les nuances qui peuvent exister dans l'appréciation de la responsabilité du mineur ; c'est ainsi que nous avons eu l'occasion de constater qu'une procédure spéciale était suivie à l'égard du jeune délinquant, et que, d'autre part, les peines à prononcer contre lui différaient, soit par leur quotité, soit par leur nature même, de celles qui doivent sanctionner les crimes ou délits dont la responsabilité incombe à des majeurs ; enfin que des mesures d'un caractère particulier pouvaient être prises vis-à-vis du mineur.

Mais les articles 66 et suivants ne se suffisaient point à eux-mêmes, ils demeuraient dans le domaine

de l'abstraction en ce sens qu'après avoir édicté des peines et des mesures, il fallait encore organiser le mécanisme pénitentiaire destiné à en assurer l'intégrale exécution ; la simple lecture du code pénal nous révèle en effet ce double caractère de la législation relative aux mineurs, à savoir que les peines privatives de liberté se traduisent toutes, pour eux, par un internement dans une maison de correction, et que d'autre part, en cas d'acquittement fondé sur le défaut de discernement, le mineur peut, non plus à titre de peine, mais à titre de « mesure, » être renvoyé en « maison de correction. »

Ces solutions sollicitent tout naturellement une double observation : Il est singulier que l'on trouve une même expression pour désigner deux choses qui logiquement, par leur essence même, doivent être éminemment différentes ; il n'est guère admissible qu'une « mesure » et d'autre part une « peine » qui interviennent dans des situations nettement distinctes reçoivent, dans le même établissement, le même mode d'exécution ; cependant, nous constatons, si du moins nous nous en rapportons aux termes synthétiques employés par la loi, que le mineur acquitté comme ayant agi sans discernement, de même que le mineur condamné à l'emprisonnement, ont tous deux pour destination unique la maison de correction.

D'autre part, les établissements que la loi désigne sous le nom de « maison de correction » n'existaient pas en 1810.

Il était donc indispensable de continuer l'œuvre du code en ordonnant la création de ces établissements et en différenciant d'une façon précise les régimes applicables suivant qu'il s'agissait d'un individu condamné ou d'un individu acquitté. La loi nécessaire

pour compléter le code sur ce point est intervenue seulement à la date du 5 août 1850 sous la rubrique de « loi sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus » ; de 1810 à 1850, les mineurs étaient provisoirement internés dans les prisons de courtes peines avec les adultes prévenus ou condamnés dont ils n'étaient séparés que tant bien que mal ; le quartier correctionnel n'existait pas en théorie et n'existait guère en pratique ; d'un autre côté, l'initiative individuelle n'avait suppléé que dans une très faible mesure aux lacunes de l'organisation de l'Etat ; on ne peut guère citer, durant cette période, qu'un établissement consacré aux mineurs : c'est la colonie de Mettray, fondée en 1839 par M. de Metz.

La loi de 1850 a une portée essentiellement générale, c'est-à-dire qu'elle statue sur le sort de tous les mineurs qui sont l'objet d'une mesure pénitentiaire, quelle que soit la cause qui ait provoqué leur internement ; c'est ainsi qu'elle détermine les conditions dans lesquels sont incarcérés :

1^o Les mineurs détenus par voie de correction paternelle (art. 1^{er} et 16) ;

2^o Les mineurs qui sont l'objet de l'emprisonnement désigné par certains auteurs sous le nom d'« emprisonnement de garde » (1), c'est-à-dire de celui qui est appliqué aux individus sur lesquels pèse l'inculpation de certains délits et qui est destiné à les empêcher de se soustraire à l'action de la justice (art. 21) ;

3^o Les mineurs condamnés à l'emprisonnement (art. 4) ;

(1) Cet emprisonnement est dit « provisoire » quand il résulte d'une arrestation en flagrant délit ou en vertu d'un mandat d'amener, et on lui donne l'épithète de « préventif » quand il est fondé sur un mandat de dépôt ou d'arrêt.

4° Les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement et envoyés en correction (art. 3).

Les mineurs détenus par voie de correction paternelle ne rentrent pas dans le cadre de cette étude ; aux mineurs qui sont soumis à l'emprisonnement de garde, la loi assigne le quartier correctionnel, c'est-à-dire la résidence dans les maisons d'arrêt avec séparation des autres détenus ; en ce qui concerne les jeunes condamnés à l'emprisonnement, la loi établit entre eux plusieurs catégories : ceux qui sont condamnés à une peine de prison qui n'excède pas six mois sont internés au « quartier correctionnel » (2) des maisons d'arrêt et de justice ; si la peine excède six mois sans atteindre deux ans, ils s'en vont à la colonie pénitentiaire, et ceux qui ont été l'objet d'une peine de plus de deux ans sont dirigés sur les colonies correctionnelles (art. 10, § 1^{er}).

Les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement mais non rendus à leurs parents doivent en principe être enfermés dans les colonies pénitentiaires et, dans le cas d'insubordination, versés à la colonie correctionnelle (art. 3 et art. 10, § 2).

Dans les dispositions que nous venons de résumer, la loi ne s'occupe que des garçons ; quant aux filles mineures, elles sont internées, sans distinction de la cause qui a motivé l'internement, dans des « maisons pénitentiaires » qui leur sont spécialement destinées ; nous ne pouvons mieux faire d'ailleurs, sur ce point,

(2) Tous les détenus mineurs de 16 ans, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, doivent être complètement séparés, le jour et la nuit, des adultes (art. 29, décret du 11 novembre 1885). D'autre part, ceux qui sont condamnés à un emprisonnement de moins de 6 mois de durée doivent être placés sous le régime de l'isolement individuel, ou si les locaux ne peuvent se prêter à cette mesure, ils doivent être internés plus de deux ensemble.

que de citer purement et simplement l'article 16 qui est ainsi conçu : « Les maisons pénitentiaires (destinées à recevoir les jeunes filles détenues) reçoivent : « 1^o les mineures détenues par voie de correction « paternelle ; 2^o les jeunes filles de moins de 16 ans « condamnées à l'emprisonnement pour une durée « quelconque ; 3^o les jeunes filles acquittées comme « ayant agi sans discernement, et non remises à leurs « parents ».

Si nous laissons de côté les filles mineures pour lesquelles il n'est faite aucune distinction, on peut remarquer que pour les garçons, les acquittés et certains des condamnés sont soumis au même régime et réunis dans le même établissement ; d'autre part, la loi prévoit l'intervention de l'initiative individuelle seulement en ce qui concerne les colonies pénitentiaires, qui demeurent bien entendu soumises à la surveillance d'un conseil imposé par le gouvernement ; les colonies correctionnelles ne peuvent être instituées que par l'Etat soit en France soit en Algérie.

Tous les détenus des colonies, soit publiques, soit privées, sont soumis au même régime ; les mineurs acquittés sont appliqués aux travaux de l'agriculture et aux principales industries qui s'y rattachent, ils reçoivent d'autre part une instruction élémentaire ; quant aux condamnés de six mois à deux ans de prison, ils doivent, pendant trois mois au moins, demeurer enfermés dans un quartier distinct où ils sont tenus à des travaux sédentaires ; ce temps d'épreuve passé, le directeur peut les admettre aux travaux agricoles.

Un règlement d'administration publique du 10 avril 1869 a déterminé d'une façon très complète le régime auquel doivent être soumis les jeunes détenus ; sans entrer dans tous les menus détails qui y sont soigneu-

sement prévus, il est bon que nous indiquions les principes généraux qui ont présidé à cette organisation.

Les colonies privées ne doivent pas comprendre un effectif supérieur à 300 enfants quelle que soit l'étendue des terres attenantes à l'établissement ; dans des cas exceptionnels seulement, cette limite pourrait être dépassée en vertu d'une décision ministérielle fondée sur une proposition motivée émanant du préfet (art. 7).

Les détenus seront exclusivement employés aux travaux agricoles et aux principales industries qui s'y rattachent telles que : charronnage, taillanderie, etc... et ces travaux seront accompagnés d'une instruction agricole théorique (art. 72 à 75) ; une autorisation ministérielle sera nécessaire soit pour l'établissement d'une industrie commune à tous les détenus, soit pour permettre un travail industriel à quelques détenus au cas où leur apprentissage antérieur ou leurs aptitudes spéciales en démontreraient l'utilité (art. 76). Les directeurs pourront, avec l'autorisation ministérielle et, en cas d'urgence, avec l'autorisation préfectorale, louer un certain nombre d'enfants chez les agriculteurs, moyennant salaire et pour une durée limitée ; mais cette mesure est exceptionnelle et le nombre des enfants qui en sont l'objet ne doit jamais représenter qu'une très faible quotité de l'effectif de la colonie (art. 80) ; très exceptionnellement, il est permis d'effectuer le placement de l'enfant dans l'industrie, et en tout cas, il faut toujours qu'il s'agisse d'un travail dont il puisse retirer une utilité au point de vue de son apprentissage général (art. 82).

En dehors des travaux agricoles auxquels ils passent la plus grande partie de leur temps, les enfants reçoivent une instruction primaire élémentaire, et un aumônier leur fait des conférences religieuses.

Les jeunes détenus peuvent correspondre avec leurs parents, les lettres sont lues par les chefs d'établissement ; dans celles que les parents écriront, ils devront se borner à donner de bons conseils et s'abstenir de toute appréciation sur les travaux et le régime intérieur de la maison.

En exécution de la loi de 1850 et du règlement de 1869, l'administration a créé des colonies pénitenciaires de garçons, notamment à Aniane (Hérault), à Belle-Ile-en-Mer (Morbihan), aux Douaires (Eure), à Saint-Hilaire (Vienne), à Saint-Maurice, à la Motte-Beuvron (Loir-et-Cher), au Val-d'Hyèvre (Cher) ; d'autre part, l'initiative privée a rendu d'immenses services, on lui doit les colonies d'Aufreville et Bologne (Haute-Marne), de Bar-sur-Aube, de la Jommière (Dordogne), de Mettray (Indre-et-Loire), de la Loge (Cher), de Saint-Ilan (Côtes-du-Nord), et enfin de M'Zéra, en Algérie ; cette dernière colonie, seule, est congréganiste par son personnel ; toutes sont naturellement soumises aux règlements, au contrôle et à l'inspection de l'Etat. D'autre part, pour les jeunes garçons de moins de 12 ans, on peut citer deux « écoles de réforme » : Saint-Joseph, à Frasnelle-le-Château (Haute-Saône), et Saint-Eloi, à Limoges, dont le personnel est constitué par des femmes congréganistes.

Pour les filles, l'initiative privée a créé les colonies pénitenciaires de Bavilliers (Belfort), de Limoges, de Montpellier, de Rouen et de Sainte-Anne-d'Auray (Morbihan), dont le personnel est congréganiste ; l'effort réalisé par l'administration n'est représenté que par la maison de Cadillac (Gironde), résultat de la transformation, effectuée en 1891, d'une ancienne maison centrale ; enfin, deux colonies laïques privées, fondées sous les auspices de l'administration : Aube-

rive (Haute-Marne) en 1885, et la Fouilleuse (Seine-et-Oise) en 1887, ont dû être fermées, la première en 1891, la seconde en 1892.

Dans toutes les colonies de garçons, les détenus sont employés au travail agricole, à l'exception toutefois de la colonie d'Aniane qui est industrielle ; d'autre part, Belle-Ile-en-Mer possède une section maritime créée par décision ministérielle du 29 mai 1880, dans laquelle 150 pupilles reçoivent, à partir de l'âge de 12 ans, une éducation exclusivement maritime.

Les filles, dans les maisons qui leur sont consacrées, se livrent à des travaux sédentaires appropriés à leur sexe.

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Nous venons d'étudier la législation actuellement en vigueur en France, elle date, nous l'avons vu, soit du code de 1810, soit des lois postérieures de 1824 et de 1850, car nous croyons pouvoir faire abstraction de la disposition de l'article 13 de la loi du 27 mai 1885, qui ne statue que sur un point assez spécial.

Depuis l'année 1824, les questions pénales ont été longuement discutées, on s'est beaucoup préoccupé notamment des enfants traduits devant la justice, mais, au moins en ce qui concerne la répression proprement dite, aucune disposition législative n'est intervenue à leur sujet ; cela a fait dire que la France se trouvait sur ce point et de ce fait devancée par les législations étrangères et, à la vérité, des lois nombreuses sont intervenues à l'étranger relativement à la répression des actes commis par le mineur ; il est donc nécessaire d'étudier les lois les plus récentes en cette matière et de rechercher les progrès qu'elles ont prétendu réaliser ; nous nous demanderons ensuite

si la France, sous peine de déchoir à une tâche sociale particulièrement nécessaire, ne doit pas suivre le mouvement général des législations étrangères et quels sont les fruits que l'on peut retirer des exemples qui ont été donnés.

CHAPITRE PREMIER

Le Code Pénal Italien

A la suite d'une décision rendue le 3 septembre 1869 par le ministre Pironti, une commission était chargée de préparer un projet définitif de code pénal italien à présenter au Parlement ; accomplissant rapidement la mission qui lui avait été confiée, la commission présentait au gouvernement, au mois de décembre 1870, un projet de code pénal divisé en trois parties : code pénal proprement dit, code de police répressive et règlements pénitentiaires ; ce projet, d'une grande importance puisqu'il embrassait toute la législation pénale, devait subir d'assez nombreuses vicissitudes que nous ne pouvons examiner en détail sans sortir du sujet que nous nous sommes proposé ; il nous suffira d'indiquer qu'avec la collaboration de la Chambre, du Sénat, des facultés de droit, des conseils de l'ordre des avocats, des académies de médecine, enfin de criminalistes et de médecins éminents, il devait aboutir, en dernière analyse, au code pénal italien, publié par un décret royal du 30 juin 1889, qui prescrivait sa mise en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1890. L'unification de la législation pénale se trouvait ainsi réalisée en Italie, jusqu'alors soumise à des codes différents suivant les provinces.

L'élaboration législative qui s'est terminée en 1889,

s'est accomplie avec la double préoccupation des lois spéciales aux différents Etats de la Péninsule et surtout des différents codes promulgués en Europe ainsi que des idées philosophiques nouvelles qui avaient présidé à leur formation ; au point de vue notamment de la répression des délits imputés à l'enfance, les rédacteurs du code ont essayé de tenir compte des idées récentes et le résultat des efforts faits en ce sens a été fixé dans les articles 53 à 56 inclus, que nous devons maintenant étudier (1).

Ce qui nous semble tout d'abord caractériser la législation pénale italienne de 1889 relative aux mineurs, ce sont les divisions nombreuses qu'elle établit suivant l'âge de l'enfant, pour traiter, en la fractionnant en quelque sorte, la question de responsabilité ; de la naissance jusqu'à vingt et un ans, âge de la majorité pénale, la loi ne distingue pas moins de quatre périodes, en édictant pour chacune d'elles des règles particulières d'atténuation ; ce sont ces différentes périodes que nous allons successivement passer en revue.

Jusqu'à l'âge de neuf ans, aucune poursuite ne peut être exercée contre l'enfant, quelle que soit l'infraction dont il s'est rendu coupable ; cette solution se

(1) Art. 53 : Nulle poursuite ne peut être exercée contre celui qui, au moment où il a commis le fait, n'avait pas accompli neuf ans.

Néanmoins, si le fait est prévu par la loi comme un délit passible de l'ergastolo ou de la réclusion, ou bien encore de la détention pour une durée d'un an au moins, le président du tribunal civil, à la requête du ministère public, peut ordonner, par une mesure révocable, que le mineur sera enfermé dans un établissement d'éducation et de correction, pour un temps qui ne dépasse pas l'âge de la majorité, ou bien il peut enjoindre aux parents, ou à ceux qui ont la charge de l'éducation du mineur, de veiller sur sa conduite, sous peine, au cas d'inobservation, et si le mineur commet un délit quelconque, d'une amende qui peut atteindre deux mille livres.

fonde sur une présomption absolue d'irresponsabilité ; néanmoins, si cette règle est absolue en ce sens que l'enfant ne peut relever de la juridiction pénale proprement dite, la loi s'est préoccupée avec juste raison du cas où une faute particulièrement grave peut faire craindre pour l'avenir de l'enfant en révélant chez lui des mauvaises dispositions caractéristiques ; ne pas punir l'être encore irresponsable, cela est bien, mais l'abandonner aux influences et aux exemples qui l'ont conduit au mal, cela serait lui rendre, sous couleur d'indulgence, le plus détestable des services ; aussi la loi italienne, tout en exonérant l'enfant de toute peine et même de toute poursuite, donne-t-elle au président du tribunal civil le droit d'ordonner, à la requête du ministère public, l'internement dans une maison de correction ; la mesure est d'ailleurs révocable, il y aura lieu d'apprécier ultérieurement si la conduite de l'enfant peut donner lieu à son reclassement dans la société.

D'autre part, le président du tribunal civil peut encore « enjoindre aux parents ou à ceux qui ont la « charge de l'éducation du mineur, de veiller sur sa « conduite, sous peine, au cas d'inobservation et si le « mineur commet un délit quelconque, d'une amende « qui peut atteindre deux mille livres. » C'est là un moyen de frapper directement, s'il y a lieu, ceux qui sont réellement responsables de l'inconduite de l'enfant, ou tout au moins de les intéresser efficacement à l'accomplissement des devoirs que la nature leur a confiés quand ils font preuve d'assez d'indifférence pour ne pas s'en préoccuper d'eux-mêmes.

De neuf à quatorze ans (1), la présomption d'irres-

(1) Art. 54 : Celui qui, au moment où il a accompli le fait, avait accompli neuf ans, mais non encore quatorze, s'il n'est

ponsabilité n'est plus que relative et le juge est appelé à décider si l'enfant a agi avec discernement ; dans le cas de solution négative, il rentre dans la catégorie précédente et le juge peut prendre contre lui ou contre ses parents des mesures identiques ; dans le cas de solution affirmative, il bénéficie d'atténuations de peines que la loi a fixées de la façon suivante : l'ergastolo ou réclusion perpétuelle est remplacée par la réclusion de six à quinze ans ; aux peines supérieures à douze ans sont substituées des peines de trois à dix années ; à celles qui s'élèvent de six à douze ans, des peines de un à cinq ans ; si la loi prononce une peine inférieure à six années, la peine à intervenir

pas constaté qu'il ait agi avec discernement, ne peut être frappé d'aucune peine. Néanmoins, si le fait est prévu par la loi comme un délit passible de l'ergastolo ou de la réclusion, ou bien de la détention pour un an au moins, le juge peut prescrire l'une ou l'autre des mesures indiquées au paragraphe de l'article précédent.

Lorsqu'il est constaté qu'il a agi avec discernement, la peine établie relativement à l'infraction commise est diminuée d'après les règles suivantes :

1° A l'ergastolo est substitué la réclusion de 6 à 15 ans ;

2° Les autres peines sont appliquées avec les réductions déterminées aux n°s 3 et 4 de l'article 47.

Si la peine encourue est restrictive de la liberté personnelle, dans le cas même où elle est substituée à une peine pécuniaire, le coupable qui, à l'époque de la condamnation, n'avait pas encore accompli dix-huit ans, subit la peine dans une maison de correction.

L'interdiction des fonctions publiques et la soumission à la surveillance spéciale de l'autorité de sûreté publique ne lui sont pas applicables.

3° S'il s'agit de peines temporaires excédant douze ans, la durée en est limitée de trois à dix ans ; si les peines dépassent six ans, mais non douze, la durée est limitée d'un an à cinq ans, et, dans les autres cas, la peine est abaissée à une durée inférieure à la moitié de celle qui aurait été appliquée ;

4° La peine pécuniaire est réduite à la moitié.

Si la peine prononcée est restrictive de la liberté personnelle, le juge peut ordonner qu'elle soit subie dans une maison de garde, tant que l'autorité compétente n'a pas rapporté cette mesure, cas dans lequel le reste de la peine est subi dans les conditions ordinaires.

contre le mineur doit être au plus inférieure à la moitié de cette peine ; enfin les peines pécuniaires sont réduites de moitié.

D'autre part, pour toute peine restrictive de la liberté personnelle, il peut être ordonné qu'elle sera subie dans une maison de garde et l'autorité compétente pourra rapporter cette mesure ; et si, à l'époque de la condamnation, le mineur n'a pas dix-huit ans accomplis, la peine devra être subie dans une maison de correction.

Ajoutons que certaines peines telles que l'interdiction des fonctions publiques et la surveillance spéciale de l'autorité de sûreté publique ne peuvent être prononcées ; pour la première de ces peines, l'immunité procède d'une idée logique, il s'agit en effet d'une mesure qui escompte l'avenir de l'enfant, et il est bon de ne point empiéter sur une époque où il sera peut-être corrigé ; quant à la seconde, il a paru bien inutile d'édicter une surveillance contre celui qui est soumis à l'autorité paternelle qui doit lui donner aide et direction.

De quatorze à dix-huit ans, les peines sont réduites dans la proportion indiquée par l'article 55 (1).

(1) Art. 55 : « Celui qui, au moment où il a commis le fait, avait accompli quatorze ans, mais non encore dix-huit, est puni d'après les règles suivantes :

1° A l'ergastolo est substituée la réclusion de douze à vingt ans ;

2° Lorsqu'il s'agit d'une peine temporaire qui dépasse douze ans, elle est appliquée pour une durée de six à douze ans ; si la peine excède six ans, mais non douze, elle est appliquée pour une durée de trois à six ans, et, dans les autres cas, la peine est réduite à la moitié ;

3° La peine pécuniaire est diminuée d'un tiers.

Si à l'époque de la condamnation, le coupable n'a pas encore accompli dix-huit ans, le juge peut ordonner que la peine restrictive de la liberté personnelle soit subie dans une maison de correction, et ni l'interdiction des fonctions publiques, ni la soumission à la surveillance spéciale de l'autorité de sûreté publique ne sont appliquées.

L'ergastolo est remplacé par la réclusion de douze à vingt ans ;

La peine supérieure à douze années est remplacée par une peine de six à douze ans ;

La peine de six à douze ans est remplacée par une peine de trois à six ans ;

La peine inférieure à six années est diminuée de moitié.

Les peines pécuniaires sont diminuées d'un tiers.

Si, au moment de la condamnation, le délinquant n'a pas encore accompli dix-huit ans, ni l'interdiction des fonctions publiques, ni la surveillance spéciale ne peuvent lui être appliquées et le juge peut ordonner que la peine privative de liberté soit subie dans une maison de correction.

De dix-huit à vingt et un ans, l'ergastolo est remplacé par la réclusion de vingt cinq à trente ans, et toutes les autres peines sont diminuées d'un sixième (1).

En dehors de ces dispositions relatives au mineur ordinaire, le code pénal italien, prenant en considération un desideratum souvent formulé par les auteurs qui se sont occupés de droit pénal, a édicté des mesures spéciales en ce qui concerne les sourds-muets (2) ; l'idée à laquelle se rattachent ces mesures

(1) Art. 56 : « Celui qui, au moment où il a commis le fait, avait accompi dix-huit ans, mais non encore vingt et un, est frappé de la réclusion pour vingt-cinq à trente ans, si la peine édictée relativement à l'infraction commise est l'ergastolo, et, dans les autres cas, la peine établie quant à l'infraction commise est diminuée d'un sixième.

(2) Art. 57 : « Nulle poursuite n'est exercée contre le sourd-muet qui, au moment où il a commis le fait, n'avait pas accompli quatorze ans ; mais, peut lui être appliquée la disposition énoncée au paragraphe de l'article 53, avec faculté d'ordonner qu'il restera dans l'établissement d'éducation et de correction jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans.

Art. 58 : Le sourd-muet qui, au moment où il a commis le

est que l'intelligence du sourd-muet se développe d'une façon beaucoup plus lente que celle des autres individus et qu'il y a lieu en conséquence de lui assurer la protection de la loi jusqu'à un âge plus avancé ; les dispositions rendues en ce sens sont contenues dans les articles 57 et 58 du code pénal.

Il résulte de ces articles que le sourd-muet n'est considéré comme ayant atteint la majorité pénale qu'à l'âge de vingt-quatre ans ; jusqu'à cette époque, le juge doit tout d'abord statuer sur la question de savoir s'il a agi avec discernement.

La question étant résolue par la négative, si le sourd-muet est mineur de quatorze ans, il n'est passible, en principe, d'aucune peine ; mais si la loi a prévu, pour le fait qui lui est imputé, l'ergastolo, la réclusion ou la détention pour un an au moins, le juge peut lui faire application, jusqu'à ce qu'il ait accompli vingt-quatre ans, des dispositions de l'article 53, c'est-à-dire le renvoyer en correction dans les mêmes conditions qu'un mineur de neuf ans, avec cette différence que la mesure peut se prolonger jusqu'à l'accomplissement de la vingt-quatrième année.

fait, avait accompli quatorze ans, s'il n'est pas constaté qu'il ait agi avec discernement, n'encourt aucune peine. Néanmoins, quand le fait est prévu par la loi comme un délit passible de l'ergastolo ou de la réclusion, ou bien de la détention pour un an au moins, le juge, si le sourd-muet n'a pas encore accompli vingt-quatre ans, peut lui faire application de la disposition du paragraphe de l'article 53, avec faculté d'ordonner qu'il restera dans l'établissement d'éducation et de correction jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans. S'il a accompli vingt-quatre ans, le juge peut ordonner qu'il soit remis à l'autorité compétente, en vue des mesures légales.

S'il est constaté que le sourd-muet a agi avec discernement, lorsqu'il n'a pas encore accompli dix-huit ans, sont applicables les dispositions contenues aux paragraphes de l'article 54 ; s'il a accompli dix-huit ans, mais non encore vingt et un, sont applicables les dispositions de l'article 56. »

S'il est décidé que le sourd-muet a agi avec discernement, il bénéficie des atténuations suivantes :

De quatorze à dix-huit ans, il est placé dans la même situation que le mineur de neuf à quatorze ans ; de dix-huit à vingt et un ans, il est considéré comme un mineur ordinaire et l'article 56 lui est applicable ; au-dessus de vingt et un ans, il est considéré comme majeur.

A ces différentes atténuations spécialement édictées par la loi, il faut ajouter l'effet des circonstances atténuantes dont le résultat est de diminuer les peines de un sixième.

Ce qui caractérise, comme nous en avons déjà fait la remarque, les dispositions de la législation italienne de 1889, c'est le fait d'admettre des périodes successives avec lesquelles croît progressivement le degré présumé d'imputabilité ; la question de responsabilité se trouve de la sorte extrêmement morcelée ; le premier résultat produit est de limiter assez étroitement le champ d'action du juge qui, tout en demeurant souverain appréciateur du degré de culpabilité du mineur, ne peut faire produire à son appréciation que des effets beaucoup plus limités que ceux qui sont possibles dans la législation française.

Quand le mineur atteint quatorze ans, il est, en effet, considéré, en Italie, comme ayant agi avec discernement et il bénéficie seulement de diminutions de peines dans des limites strictement déterminées par la loi. Il est bon toutefois de remarquer qu'à la différence de notre code, le code pénal italien tient compte de l'âge du délinquant au moment où le jugement intervient, en ce sens que si, à cette époque, il n'est pas âgé de plus de dix-huit ans, il peut être ordonné qu'il subira sa peine dans des conditions spéciales, c'est-à-dire en maison de correction.

Si nous comparons la situation du mineur d'après la loi pénale italienne à celle qui lui est faite dans la loi française, nous remarquons que, du fait des dispositions indiquées, tandis qu'en France il bénéficie jusqu'à seize ans d'une présomption de non-discernement, la loi italienne limite le bénéfice de cette présomption à l'époque où il n'a pas encore quatorze ans. Mais, d'autre part, en Italie, le mineur bénéficie d'atténuations qui lui sont propres jusqu'à vingt et un ans, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de la majorité civile, et il est également tenu compte de l'âge atteint au moment où la peine doit être subie ; enfin, quand il s'agit d'un enfant très jeune (âge de moins de neuf ans accomplis), la loi a donné au juge une action directe contre ceux qui ont la charge de sa conduite, en lui permettant de les mettre en cause et de les forcer, sous la contrainte d'une peine qui leur est personnelle, à remplir les devoirs qui leur incombent.

Nous aurons à apprécier ultérieurement quelques-unes des dispositions de la loi italienne à l'occasion de l'examen des réformes proposées en France, mais dès maintenant nous pouvons dire quelques mots du système de cette loi qui consiste à réduire plus qu'on ne l'a fait chez nous les moyens d'action du juge ; il présente et des inconvénients et des avantages.

Les inconvénients, nous semble-t-il, consistent en ce que le juge ne peut point suffisamment tenir compte de la situation spéciale dans laquelle se trouve chaque enfant traduit devant la juridiction répressive ; on a beau fixer une fois pour toutes, même après l'examen le plus attentif, dans la responsabilité qui incombe au mineur, des degrés calculés d'après son âge, on ne pourra pas empêcher que des exceptions nombreuses puissent se présenter : tel enfant âgé de plus de qua-

torze ans et même de plus de dix-huit pourra être considéré comme moins conscient de ses actes qu'un mineur de quatorze ans parce que le développement de son intelligence aura été retardé en vertu des causes complexes qu'il est impossible de déterminer *a priori*.

Mais d'autre part, on ne peut pas nier que le système adopté par la loi italienne ne constitue, à un autre point de vue, un précieux avantage : il est un fait digne de remarque, c'est qu'en matière pénale, quand une atténuation est édictée par la loi et laissée à l'appréciation du juge, elle devient facilement une espèce de clause de style que l'on retrouvera dans presque tous les jugements ; nous pourrions indiquer à l'appui de cette observation ce qui se passe, en fait, en exécution de la faculté laissée au juge par l'article 463 de notre code pénal : le vagabond qui en est à sa vingtième condamnation se voit presque toujours accorder le bénéfice des circonstances atténuantes que l'on serait bien souvent embarrassé de motiver par une raison précise ; de même, la loi du 26 mars 1889, sur l'aggravation ou l'atténuation des peines est appliquée dans ses bienveillantes dispositions à des délinquants dont la faute révèle cependant une perversion déjà nettement caractérisée qui appellerait plutôt, au point de vue de l'intérêt général, une certaine sévérité ; il est évidemment à craindre que le même résultat ne se produise dans une législation qui, comme notre code pénal, laisse au juge le droit absolu d'exonérer l'enfant de toute responsabilité tant qu'il n'a pas atteint seize ans accomplis, tandis que l'inconvénient se trouvera très limité dans le système adopté par le code italien ; s'il est vrai de dire que l'exagération dans la peine peut produire les pires conséquences.

en mettant l'individu qui en est frappé dans l'impossibilité de reprendre un rang honorable dans la société, il faut ajouter que c'est là un danger que la pratique ne nous révèle pas comme imminent, il serait plutôt à craindre, de nos jours, que la faiblesse de la répression ait pour résultat immédiat de ne point arrêter à temps le criminel sur la pente où il s'est engagé.

Il faut surtout remarquer que dans la loi italienne, ce n'est point du tribunal correctionnel que relève le mineur de neuf ans, mais du président du tribunal civil; cela est important au point de vue théorique, tout d'abord parce que cela implique l'adoption de ce principe général qui consiste à considérer l'enfant non plus comme un délinquant qui doit seulement bénéficier d'une atténuation de peine commandée par son jeune âge, mais bien comme un être à part dont il faut avant tout prendre soin et que l'on doit entourer de grands ménagements; en pratique, cette solution a pour résultat d'éviter les promiscuités de l'audience correctionnelle.

Quand le tribunal a rendu un jugement décidant que l'enfant sera renvoyé en maison de correction, il ne reste plus qu'à désigner l'établissement où il trouvera l'amendement et la régénération; l'Italie a essayé d'y pourvoir, elle a, comme les autres nations, ses maisons de correction; ses établissements de Pise et de Tivoli notamment, aménagés dans d'anciens couvents sécularisés, sont d'un bel aspect extérieur, ils renferment tout ce qui est nécessaire à l'instruction de jeunes artisans et les produits manufacturés qui en sortent, sous la direction d'excellents contremaitres, présentent un fini qui les font rechercher par le commerce; mais, une singulière concurrence est venue

détourner ces établissements de leur destination spéciale : les familles nécessiteuses, frappées de leur belle apparence, se sont empressées d'essayer d'y faire élever leurs enfants aux frais du gouvernement, cela leur est facile, grâce à la disposition du code qui permet la détention par voie de correction paternelle ; les municipalités n'ont point marchandé les certificats d'indigence, les parents n'ont point craint d'attester, avec toute l'énergie de la lâcheté, que leur enfant ne pouvait plus sans danger demeurer en liberté, quitte à le recommander plus tard au directeur comme un excellent sujet tout à fait digne de faveur ; et les petits délinquants se sont bientôt trouvés mêlés avec des enfants qui n'avaient que le tort de posséder des parents parfaitement indignes (1) ; un trop-plein s'est naturellement fait sentir, et le résultat était facile à prévoir : les jeunes délinquants sont restés à la rue où ils ont pu, tout à leur aise, préparer leur avenir : la prison.

(1) La maison dite « de correction paternelle » de Bologne est un bel exemple du mélange que l'on trouve dans les établissements italiens ; fondée en 1877 sous le nom de « casa di custodia » et destinée, sous le vieux code pénal sarde, aux mineurs de quatorze ans condamnés à la peine de la « custodia » comme ayant agi sans discernement, elle dut bientôt recevoir également les mineurs de quatorze ans acquittés mais envoyés en correction, les mineurs de seize ans vagabonds et les mineurs de vingt et un ans détenus par voie de correction paternelle. En 1888 elle fut spécialement affectée à cette dernière catégorie d'enfants et actuellement on la désigne sous le nom d'« istituto di correzione paterna », mais en fait, sur les 160 mineurs qu'elle contient, il y a 60 enfants condamnés pour vagabondage ou pour un autre délit de droit commun.

La question, d'ailleurs, a été portée à la tribune du Parlement italien : on s'est plaint de ce que des parents indignes cherchent souvent à se débarrasser de leurs enfants en les faisant interner comme incorrigibles ; le ministre de l'intérieur a répondu : « Je ne puis faire qu'une chose, c'est de prier mon collègue, M. le garde des sceaux, de demander aux magistrats de n'accorder que très difficilement cette autorisation. » Voir *Revue pénitentiaire*, année 1894, p. 19.

A côté des établissements de l'Etat, l'Italie possède quelques maisons particulières : à Milan, à Venise, à Florence, à Rome et dans les environs de ces différentes villes on trouve des refuges tenus par des religieuses qui, malheureusement, ne sont pas vues avec beaucoup de faveur par le gouvernement; ils répondent à un système tout différent, les enfants y sont beaucoup moins nombreux, la discipline moins administrative, les travaux plus simples et mieux appropriés au but qu'on se propose; chacune de ces maisons a d'ailleurs son caractère particulier, reflétant les idées personnelles que son fondateur a voulu réaliser.

CHAPITRE II

Suisse

Le Code Pénal du canton de Neuchâtel et le projet de Code Pénal fédéral

Le code pénal du canton de Neuchâtel, adopté par le grand conseil le 12 février 1891, promulgué le 29 mai de la même année et mis en vigueur à partir du 1^{er} juillet, est actuellement l'expression la plus récente de la législation pénale en Europe ; à l'époque même des travaux préparatoires, on s'est un instant demandé s'il était bien utile de procéder à la confection d'un nouveau code cantonal, alors que l'opinion favorable à l'unification du droit pénal suisse faisait chaque jour des progrès ; mais, sans avoir la prétention de s'opposer à cette unification qu'ils désiraient, les Neuchâtelois ont persisté avec résolution dans leur entreprise ; les cantons, dit l'exposé des motifs, « ont le devoir de perfectionner leurs codes s'ils veulent « qu'au moment venu on tienne compte de leurs « idées ; le canton de Neuchâtel, en particulier, doit « tenir à honneur d'apporter sa pierre à l'édifice « commun et de faire une législation qui puisse servir « pour l'élaboration du code fédéral... » ; ces idées ont heureusement triomphé et la réalisation effective du but que s'était proposé le canton de Neuchâtel, loin

de consacrer une idée séparatiste, a présenté cet avantage que la Confédération, au moment de l'élaboration de ses travaux, s'est trouvée en présence d'un code récent déjà appliqué où elle pouvait puiser les enseignements de la mise en œuvre.

A l'heure actuelle, le projet de code pénal général a pris consistance et son texte, révisé par une commission instituée dans ce but a été publié au cours de l'année 1896; ses auteurs se sont très largement inspirés du code neuchâtelois; aussi, pour ne pas faire double emploi, nous contenterons-nous de résumer simplement les dispositions de ce dernier code.

Les excuses tirées du jeune âge de l'inculpé sont indiquées dans les articles 77 et suivants; ces articles divisent le temps de la minorité pénale en trois périodes, la première s'étend jusqu'à douze ans accomplis, la seconde de douze à dix-huit ans, et la troisième de dix-huit à vingt.

En principe, le mineur de douze ans ne peut être frappé d'aucune peine, mais dans le cas où il a fait preuve d'instincts particulièrement malfaisants qui constituent un danger pour la société et si, d'autre part, il n'est pas l'objet, de la part de sa famille, d'une surveillance efficace, il est remis, en vertu de l'article 82, par l'autorité judiciaire, au conseil d'Etat qui a la charge de le faire élever jusqu'à sa majorité dans une maison de correction ou de pourvoir à son éducation d'une manière quelconque, pourvu que le moyen employé soit de nature à corriger ses mauvaises dispositions; l'administration demeure juge de la durée de l'internement qu'il doit subir.

Quant à l'enfant qui, ayant accompli sa quatorzième année, n'en a pas encore dix-huit, ou bien il est considéré comme ayant agi sans discernement et il ne peut

être frappé d'aucune peine proprement dite tout en restant soumis aux mesures édictées contre les mineurs de quatorze ans, ou bien il a agi avec discernement et la peine à prononcer contre lui est atténuée ; de plus, à l'expiration de cette peine, il demeure soumis pendant cinq ans au maximum à la surveillance d'une institution de patronage chargée de le diriger et de lui faciliter son reclassement dans la société.

Le sourd-muet est assimilé au mineur de plus de douze ans et il y a toujours lieu de statuer à son égard sur la question de discernement.

Ces dispositions du code pénal du canton de Neuchâtel ont inspiré, comme nous l'avons dit, les auteurs du projet de code pénal fédéral qui les ont reprises et complétées dans les articles 9 et 10 que nous devons maintenant étudier.

Le projet protège l'enfant jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis en distinguant suivant qu'il est ou non mineur de quatorze ans.

Celui qui n'avait pas quatorze ans accomplis au moment de l'infraction ne peut être l'objet d'aucune poursuite pénale, néanmoins, il peut y avoir lieu, dans son intérêt même, de ne point laisser passer la faute dont il s'est rendu coupable sans qu'une sanction effective intervienne (1) ; s'il a commis un délit,

(1) Les articles 9 et 10 statuent sur l'ensemble des questions qui peuvent se poser à l'occasion de l'enfance pénale :

Art. 9. — Aucune poursuite pénale ne sera exercée contre l'enfant qui, au moment de l'infraction, n'était pas âgé de quatorze ans révolus.

* Lorsqu'un enfant de cet âge aura commis un acte incriminé comme délit, l'autorité de poursuite le remettra à l'autorité administrative. Celle-ci prendra les mesures nécessaires lorsque l'enfant est abandonné, corrompu ou en danger de

l'autorité de poursuite le remettra à l'autorité administrative qui en aura la charge et prendra, suivant les circonstances, les mesures suivantes : si l'enfant est « abandonné, corrompu ou en danger de l'être », elle le conservera à sa disposition pour prendre à son égard telle mesure de correction ou d'éducation qu'elle jugera nécessaire ; si au contraire il n'est ni abandonné, ni menacé de corruption, elle le remettra à l'autorité scolaire qui lui infligera la réprimande ou les arrêts.

En somme, l'autorité judiciaire se dessaisit complè-

l'être ; au cas contraire, elle le remettra à l'autorité scolaire. Cette dernière lui infligera la réprimande ou les arrêts scolaires.

Art. 10 § 1. — Lorsque l'auteur, au moment de l'infraction, avait accompli sa quatorzième, mais non sa dix-huitième année, le juge examinera son développement moral et mental.

Si son développement moral ou mental est resté au niveau de celui d'un enfant de moins de quatorze ans, les prescriptions de l'article 9 seront appliquées ; si ce double développement a atteint un degré plus élevé, le tribunal examinera s'il est nécessaire de faire subir à l'adolescent un régime disciplinaire rigoureux et prolongé.

§ 2. Si ce régime ne paraît pas nécessaire, le juge infligera à l'adolescent la réprimande ou la détention cellulaire de trois jours à trois mois dans un établissement ne servant pas à l'incarcération des adultes. Le détenu recevra une occupation appropriée aux circonstances.

§ 3. Si ce régime paraît nécessaire, le juge ordonnera que l'adolescent soit placé pour une durée de un à six ans dans une maison de correction pour jeunes délinquants. Si l'adolescent est trop perversi pour que son admission dans une maison de correction soit possible, le tribunal ordonnera qu'il soit placé pour une durée de trois à quinze ans dans un établissement d'internement pour jeunes délinquants. A défaut d'un tel établissement l'auteur sera condamné à la peine ordinaire, mais avec atténuation.

§ 4. Lorsque, à l'expiration des deux tiers de la durée fixée, le jeune délinquant paraîtra amendé, l'autorité compétente pourra le libérer provisoirement. Les employés supérieurs de l'établissement préviseront sur toute libération provisoire. L'autorité qui la prononce, assistée des personnes qui se vouent au patronage, pourvoira au placement et à la surveillance de l'adolescent. S'il abuse de la liberté, il sera réintégré dans l'établissement, sans que le temps passé au dehors soit déduit de la durée de la peine. Si aucun abus ne s'est produit jusqu'au terme de la libération provisoire, celle-ci deviendra définitive. Après sa libération, l'adolescent demeurera pendant une durée de un à cinq ans sous la surveillance de l'autorité de patronage.

tement de l'enfant en faveur de l'autorité administrative ou de l'autorité scolaire.

De 14 à 18 ans, « l'adolescent » doit être l'objet, de la part du juge, d'un examen moral et mental. S'il est resté à ce double point de vue au niveau de l'enfant de moins de 14 ans, il rentre dans la catégorie précédente et les mêmes mesures lui sont applicables; dans le cas où son développement a atteint un degré plus élevé, le tribunal se trouve en face de deux solutions entre lesquelles il devra choisir en se fondant sur l'examen du degré de culpabilité de l'enfant et sur telle autre considération qui lui paraîtra déterminante; le tribunal n'est sur ce point en rien limité quant aux motifs sur lesquels il pourra baser la solution qu'il croira devoir adopter; l'expression employée par le § 1^{er} de l'article 10 est à ce point de vue caractéristique: « le tribunal examinera s'il est « nécessaire de faire subir à l'adolescent un régime « disciplinaire rigoureux et prolongé. »

Si donc ce régime ne paraît pas nécessaire, le tribunal pourra prononcer la réprimande ou encore la détention cellulaire de trois jours à trois mois; cette dernière peine sera subie dans un établissement propre aux enfants et ils y recevront une occupation « appropriée aux circonstances. »

Quand le tribunal estime que le régime disciplinaire rigoureux et prolongé paraît nécessaire, il peut encore choisir entre diverses mesures suivant le degré de perversion du délinquant; ces mesures, énumérées dans le § 3 de l'article 10, sont :

1° Le placement dans une maison de correction pour jeunes délinquants; il durera de un à six ans.

2° Le placement dans un établissement d'internement pour jeunes délinquants; (de trois à quinze années);

à défaut d'un établissement de ce genre, l'adolescent sera condamné à la peine ordinaire atténuée dans les limites permises par la loi (1).

Il faut ajouter à ces dispositions celles de l'article 39, qui indique la minorité de vingt ans comme une cause d'atténuation (2).

Le système du projet est enfin complété par la libération conditionnelle spéciale aux jeunes condamnés (art. 10, § 4) ; ils peuvent en bénéficier après avoir accompli les deux tiers de leur peine, et elle n'est accordée par l'autorité qu'après avis des employés supérieurs de l'établissement pénitentiaire ; elle comporte le placement et la surveillance du libéré qui pourra, en cas de mauvaise conduite, être réintégré sans que le temps passé hors de l'établissement soit déduit de la durée de la peine. Enfin, après la libération définitive, l'enfant restera pendant une période de un à cinq ans sous la surveillance de l'autorité de patronage.

(1) Le projet indique dans l'art. 40, § 1, les limites dans lesquelles le juge peut atténuer les peines :

Art 40, § 1.— Lorsqu'il atténua les peines, le juge prononcera :

La réclusion pour 10 ans au moins, au lieu de la réclusion à vie ;

La réclusion pour 2 ans au moins, au lieu de la réclusion pour 5 ans au moins ;

La réclusion au lieu de la réclusion pour 3 ou 2 ans au moins ;

L'emprisonnement de 6 mois à 5 ans, au lieu de la réclusion ;

L'emprisonnement pour 3 mois au moins, au lieu de l'emprisonnement pour 1 an au moins ;

L'emprisonnement pour 1 mois au moins, au lieu de l'emprisonnement pour 6 mois au moins ;

L'emprisonnement au lieu de l'emprisonnement pour 3, 2 ou 1 mois au moins ;

Les arrêts au lieu de l'emprisonnement.

Lorsque le juge a le droit d'opter entre plusieurs peines privatives de liberté, l'atténuation s'appliquera à la moins rigoureuse.

(2) Art. 39 : « La peine pourra être atténuée :

..... lorsque le délinquant, au moment de l'infraction, était âgé de moins de vingt ans révolus.

On peut remarquer que dans les dispositions que nous venons d'énumérer, il n'est pas question de la remise pure et simple à la famille telle qu'elle existe en France ; cette mesure, qui constitue une immunité absolue, a le tort de laisser la faute de l'enfant sans aucune sanction effective.

Ce qui caractérise, d'une façon générale, le projet dans ses dispositions relatives à l'enfance, c'est la grande latitude laissée au juge dans l'appréciation des mesures à employer vis-à-vis du mineur délinquant, et aussi le rôle attribué à l'administration qui se trouve appelée à continuer l'œuvre du juge non seulement en appliquant les peines prononcées, mais encore en statuant sur le genre de mesures qu'il peut être bon d'appliquer aux mineurs ; enfin, le projet prescrit des mesures de correction quasi-familiales quand il renvoie dans certains cas l'enfant à l'autorité scolaire qui est chargée de lui adresser une réprimande ou de lui infliger les arrêts.

Le projet de code pénal fédéral n'a point encore reçu sa consécration définitive, mais on peut dire que du jour où il sera mis en vigueur, s'il n'existe pas, en Suisse, une organisation absolument complète suffisante pour assurer son utile application, il trouvera du moins un certain nombre d'établissements destinés aux mineurs et immédiatement utilisables ; on n'aura qu'à les multiplier si le besoin s'en fait sentir mais il ne sera pas nécessaire, croyons-nous, de modifier l'idée qui a présidé à leur création.

En principe, la Suisse possède bien deux types d'établissements destinés aux mineurs : tout d'abord, le « *Korrektionalanstalt*, » où l'on doit interner les enfants particulièrement vicieux qu'une intervention opportune n'a pas réussi à corriger, puis le

Rettungsanstalt réservé aux enfants, coupables sans doute, mais dont les instincts vicieux ne sont pas suffisamment caractérisés pour qu'il soit nécessaire d'user vis-à-vis d'eux d'une discipline sévère. Mais, si du principe on passe à la réalité effective, on constate qu'il n'existe en Suisse qu'un seul *Korrection-nalanstalt* (1), et que dès 1892, nous dit M. Joly, le directeur de cet établissement se plaignait de ce que son enseigne ne correspondit nullement à la vérité ; ce n'était qu'un *Rettungsanstalt* au même titre que les autres : en Suisse, d'ailleurs, on désigne communément les maisons destinées aux enfants par le nom de *anstalt* tout court.

Ceux qui ont eu l'occasion de visiter ces « *anstalt* » ont-ils été séduits et trompés par les beautés du site qui les entoure ? Toujours est-il qu'il nous en font un tableau enthousiaste ; les métaphores, quand ils nous les décrivent, naissent spontanément sous leur plume, l'un d'eux (2) les compare à la maison rêvée par J.-J. Rousseau, la petite maison blanche aux contrevents verts ; situés au milieu de la plaine campagne, ils bénéficient de son air pur, et la grand'route ou l'espace libre constituent les cours de récréation.

Si l'on entre dans l'établissement, l'intérieur n'est pas moins séduisant avec son apparence simple et familiale ; tout d'abord, nous ne sommes point dans une de ces constructions qui sont plutôt des monuments édifiés avec toutes les ressources de l'architecture savante, on n'y rencontre ni les tourelles sculptées, ni les escaliers monumentaux de certains établissements de la Prusse ou de l'Allemagne du Sud ;

(1) Il est situé à Riegwil, dans le canton de Zurich.

(2) M. Joly.

la construction est au contraire très modeste et rappelle plutôt la simple maison campagnarde ; les enfants sont peu nombreux et d'autre part divisés en groupes de dix ou douze individus, chaque groupe occupant un appartement séparé sous la surveillance d'un chef qui demeure constamment avec les pupilles et assume une responsabilité de tous les instants.

Au point de vue du personnel de gardiens, nous n'avons pas ici, comme dans les prisons, cette division administrative des fonctions qui crée des comptables, des instituteurs, cantonnés chacun dans la spécialité de ses attributions et quelque peu jaloux du voisin ; chacun enseigne, sans grande méthode, ce qu'il sait ; les grandes théories de l'agriculture raisonnée ne sont pas très en honneur dans la maison ; on n'y cherche pas à tout prix le grand rendement et l'on n'y calcule pas les méthodes les meilleures pour y faire produire aux mineurs des denrées agricoles ou industrielles destinées à faire concurrence au commerce libre ; les enfants ont simplement comme objectif de bien soigner les produits qu'ils consomment eux-mêmes en grande partie ; en somme l'établissement présente l'aspect général d'une maison simple et bien tenue, d'une grande famille où chacun accomplit la tâche quotidienne, non point sous la pression d'un maître qu'il considère comme l'ennemi, mais avec le sentiment très simple et très naturel de la nécessité de travailler pour vivre.

Ce tableau n'est-il point trop flatté, la vérité ne comporte-t-elle pas quelques ombres ? Quand cela serait, il reste du moins ceci : c'est que tout d'abord l'« anstalt » suisse procède d'une méthode diamétralement opposée à celle qui a inspiré la création des établissements français et de beaucoup d'établissements

étrangers ; il en diffère par le caractère du local approprié, par le but qui guide les travaux, par la réduction de l'effectif, enfin par l'unité du personnel ; tous ces détails contribuent à le différencier nettement de la prison. On a multiplié chez nous les perfectionnements, et il est bien évident que les enfants sont autrement traités que les prisonniers ordinaires, on s'est appliqué à adoucir les mesures de coercition ; mais malgré tout, par la toute-puissance de la réglementation administrative, qui préside à tout, il est douteux que l'on ait réussi à convaincre nos jeunes détenus qu'ils ne sont pas en prison, qu'ils travaillent pour eux, qu'ils ne sont pas l'objet d'une peine, mais simplement d'une mesure d'éducation.

CHAPITRE III

Allemagne

En même temps qu'elle réalisait son unité territoriale, l'Allemagne jetait, le 15 mai 1871, les bases d'une législation pénale applicable à tout l'empire germanique qui devait aboutir au code du 26 février 1876, qui constitue actuellement encore le fond même de la législation pénale allemande.

Les principes concernant la répression des délits commis par les mineurs sont concentrés dans les articles 55 à 57 du titre IV, ils peuvent se résumer de la façon suivante :

1° Jusqu'à douze ans, l'enfant n'est pas justiciable des tribunaux, il ne peut être l'objet d'aucune mesure répressive ;

2° A partir de douze ans, l'enfant peut être poursuivi en vue de l'application d'une peine et jusqu'à ce qu'il ait atteint dix-huit ans accomplis, le juge doit examiner et résoudre explicitement, en ce qui le concerne, la question de discernement. La loi d'ailleurs a soin de préciser ce que l'on doit entendre par discernement : c'est, pour l'enfant « l'intelligence nécessaire « pour qu'il ait la notion de la possibilité d'application d'une peine. » C'est ainsi, du moins, que nous traduisons la périphrase employée par l'article 66 : *Die zur erkenntnis der Strafbarkeit erforderliche*

« *einsicht* ; » ce que l'on exige de lui pour qu'une peine puisse lui être appliquée, ce n'est donc pas une notion abstraite de la responsabilité morale, mais bien quelque chose de plus précis et en quelque sorte de plus matériel, c'est-à-dire la conscience des responsabilités pénales qui lui incombent à la suite de ses actes.

3° Cela étant donné, si le juge décide que l'enfant n'a pas agi avec discernement, il doit l'acquitter, mais il peut néanmoins ordonner qu'il sera placé jusqu'à vingt ans dans une maison d'éducation ou de correction ; dans le cas, au contraire, où le mineur est censé avoir accompli avec discernement l'acte incriminé, il peut être prononcé contre lui une peine de droit commun dont le taux est spécialement déterminé par l'article 57.

Dans leur ensemble, ces dispositions offrent, comme on peut le voir, une très grande analogie avec les dispositions du code pénal français ; elles n'en diffèrent, en somme, que sur deux points : la fixation d'une période d'irresponsabilité absolue et la détermination très exacte de ce qu'il convient d'entendre par « discernement » chez le mineur.

Mais une loi prussienne du 13 mars 1878 est venue régler d'une manière très détaillée la situation du mineur de 12 ans. D'après cette loi, au-dessous de 6 ans, les enfants ne relèvent que de l'autorité paternelle et la loi ne prévoit pas que les autorités soient amenées à intervenir pour statuer sur leur sort. A partir de 6 ans pour aller jusqu'à 12 ans, il y a lieu, au contraire, pour l'Etat, de se substituer aux particuliers quand ceux-ci, par leur incapacité, leur négligence ou leur manque de surveillance effective, ont laissé l'enfant commettre un délit. La loi de 1878, sans déroger au principe posé par le code pénal de

1876 qui exonère de toute poursuite pénale les mineurs de 12 ans, utilise, pour réaliser les mesures édictées dans l'intérêt même de l'enfant, une institution déjà existante, le « tribunal de tutelle », juridiction essentiellement civile dont la mission principale est de surveiller la gestion des tuteurs; ce tribunal peut choisir entre diverses solutions : il peut d'abord renvoyer l'enfant à l'autorité administrative qui le place dans une famille présentant les garanties voulues (*eine geeignete Familie*) ou dans un établissement d'éducation et de correction; ces solutions ne doivent être adoptées que dans le cas où « la situation personnelle des parents ou des autres personnes sous la garde desquelles l'enfant se trouve, et les autres conditions de son existence rendent ce placement nécessaire pour prévenir un plus grand mal (1).

Le placement sous le régime de l'éducation forcée « *die Unterbringung zur Zwangserziehung* » ne peut être effectué que sur la décision motivée du tribunal de tutelle qui statue d'office ou sur requête après avoir entendu les parents, tuteurs ou curateurs de l'enfant, le représentant de la police locale ou, à son défaut, un autre représentant du gouvernement central désigné par le ministère de l'intérieur; il est également loisible au tribunal de se renseigner auprès de témoins par lui choisis et qui déposeront sous la foi du serment. La décision étant devenue définitive, c'est-à-dire, le cas échéant, après que l'appel a été vidé, est transmise par l'intermédiaire soit du « *Landrath* » (conseil provincial), soit du maire, suivant les cas, au « *Prowinzialverband* » (corps provincial) qui devra

(1) Article 1^{er} de la loi du 13 mars 1878.

effectuer le placement de l'enfant, s'occuper à cette occasion de toutes les questions matérielles et économiques qui pourront se présenter, puis organiser des inspections pour surveiller sa conduite et les soins dont il est l'objet, enfin, « pourvoir à son existence convenable après l'expiration du temps d'éducation forcée (1). »

En principe, l'enfant doit être soumis au régime d'éducation forcée jusqu'à seize ans accomplis, mais le tribunal peut, par décision spéciale, ordonner que le placement se continuera jusqu'à ce qu'il ait accompli sa dix-huitième année. Le corps provincial, d'autre part, demeure libre d'user de la libération anticipée s'il résulte des renseignements dont il s'est entouré que l'amendement du mineur peut être considéré comme réalisé. La libération peut également être demandée par les parents, tuteurs ou curateurs et, en cas de conflit avec le corps provincial, le tribunal de tutelle interviendra pour régler le différend.

L'enfant une fois mis en liberté, la mission du corps provincial n'est pas terminée; il conserve la charge de veiller sur la conduite de l'enfant et, le cas échéant, d'ordonner sa réintégration sous le régime d'éducation forcée tant que le délai de la détention fixée par le tribunal n'est pas expiré.

La loi enjoint aux corps provinciaux de Wiesbaden, de Cassel et de Hohenzollern, au corps provincial rural de Lauenbourg, ainsi qu'aux cercles des villes de Berlin, de Francfort-sur-le-Mein, de pourvoir à l'organisation d'établissements publics d'éducation et de correction. Dans tous les cas où les établissements

(1) Article 10, § dernier de la loi précitée.

publics ou privés seront insuffisants, les charges de l'entretien des enfants sont réparties entre les corps énumérés et le bureau de bienfaisance local qui auront, d'ailleurs, un recours contre les personnes tenues à titre privé de l'alimentation de l'enfant ou contre le patrimoine personnel du mineur s'il en possède un. Dans le but de faciliter leur rôle, les corps indiqués reçoivent de l'Etat des allocations spéciales, annuelles ou accidentelles, suivant les nécessités qui se présentent. Enfin, l'Etat conserve un droit de contrôle supérieur sur les règlements de tous les établissements et sur la manière dont ils sont appliqués.

En exécution de la loi que nous venons d'analyser, un certain nombre d'établissements destinés à recevoir les enfants coupables ont été créés, mais deux principes, que beaucoup considèrent comme vicieux, ont présidé à leur mode d'installation : ce sont, si l'on en croit notamment M. Joly (1) : « l'esprit centraliseur, « bureaucratique et militaire » et aussi l'amour de la spéculation. A Berlin, la « Maison verte », primitivement installée à la campagne et au grand air, a vendu ses anciens terrains avec d'énormes bénéfices pour créer un nouvel établissement dans un quartier plus excentrique ; mais, de nouveau, en 1896, elle a été gagnée par les constructions nouvelles ; une partie des terrains destinés à servir de cours, de jardins, de champs de culture a été revendue, de sorte que les enfants habitent actuellement une fort belle construction, « un véritable palais », fruit des bénéfices réalisés, mais qui présente un défaut capital, c'est « d'être « enterré au fond d'un boyau et au milieu de maisons

(1) Voir : *Revue pénitentiaire*, année 1897, p. 304 et suiv.

qui menacent de l'étouffer » ; les pensionnaires y sont d'ailleurs trop nombreux, les salles destinées à les recevoir sont munies des perfectionnements scientifiques variés, les appareils pédagogiques, culinaires, balnéaires sont du dernier modèle et du dernier confort : mais tout cela ne constitue-t-il pas un luxe superflu ? Il s'agit de transformer de petits vagabonds ou de petits voleurs en honnêtes gens, tout simplement, n'est-il pas bien inutile de les initier à tous ces perfectionnements dont ils useront pour la dernière fois en quittant l'établissement. Par-dessus tout, d'ailleurs, règne souverainement la réglementation rendue à peu près nécessaire par le trop grand nombre des enfants réunis. Entre les surveillants, qui ont la tâche de moraliser, et les pensionnaires, objet de leur sollicitude, s'interpose cette chose morte, malgré son apparence de vie : le règlement, qui paralyse toute action directe énergique et ne laisse parvenir aux pupilles les bons conseils qu'après une filtration mesurée.

A Steinfeld, entre Trèves et Cologne, une maison destinée à 350 enfants présente les mêmes caractères. Si la construction est moins belle d'apparence, l'intérieur ressemble « à nos grands établissements « publics de correction », dit encore M. Joly, qui compare cette colonie à nos maisons centrales telles que Riom, Nîmes, Fontevault, avec leurs cloisons et leur uniforme badigeonnage, et jusqu'à « l'odeur caractéristique des grandes agglomérations médiocrement « tenues. »

La maison de Wabern, près de Cassel, réalise également le même type, et le directeur possède des arguments décisifs pour répondre à ceux des visiteurs qui se permettent de lui signaler quelques-uns des inconvénients du système puisqu'il se contente, paraît-il,

qui enseignent surtout aux enfants les connaissances pratiques indispensables à la vie de chaque jour, l'instruction proprement dite étant réduite en somme au strict nécessaire.

CHAPITRE IV

Belgique

Le code pénal belge du 15 octobre 1867 constitue, par les principes qui l'ont inspiré, une réaction très nette contre le code pénal français auquel la Belgique était soumise depuis 1810. Dès longtemps, d'ailleurs, de nombreuses protestations s'étaient élevées contre la loi française et bien que les dispositions essentielles aient été respectées, de nombreuses modifications de détail étaient intervenues ; le congrès belge de 1830 proclama la nécessité d'une législation nationale et la constitution de 1831, concrétisant cette idée, prescrit la revision des codes ; dès 1834, un projet de revision fut élaboré par une commission spéciale et en 1848, un arrêté royal nomma une nouvelle commission, chargée des travaux préparatoires ; l'œuvre de cette commission, présentée et discutée au sein des Chambres législatives, devint le code du 15 octobre 1867.

Tandis que le code de 1810, inspiré par les idées de Bentham, laissant de côté l'idée de justice, fondait exclusivement la peine sur son utilité sociale et sur son caractère pratique de nécessité (1), le code belge, au contraire, tendait à la réalisation effective des idées

(1) « C'est la nécessité de la peine qui la rend légitime » : Target.

chères à Rossi en adoptant comme point de départ l'idée abstraite de justice et en considérant que si « le « principe de l'utilité intervient encore dans l'exercice « du droit de punir, c'est non pour légitimer ce droit, « mais pour le limiter à ce qui est indispensable ». Assurément il est toujours considéré comme nécessaire que la peine soit répressive, mais il faut avant tout qu'elle soit exemplaire et réformatrice, la répression ne doit jamais dépasser les limites de la nécessité et du juste et doit être inspirée par l'espoir d'amender le condamné.

Ces principes n'avaient point cependant reçu une application bien large en ce qui concerne les mineurs délinquants qui se trouvaient après 1867 dans une situation analogue à celle qu'ils ont en France ; de même que le code français, le code belge n'édicte aucun âge d'irresponsabilité absolue et l'époque de l'irresponsabilité relative était fixée à 16 ans ; le juge devait donc résoudre la question de discernement ; si la solution était affirmative, l'enfant bénéficiait de réductions de peines ; dans le cas contraire, il était remis au gouvernement qui se chargeait d'effectuer son placement dans des « écoles de réforme » ; il ne faut pas d'ailleurs se laisser tromper par cette expression d'« écoles de réforme », il s'agissait de véritables établissements pénitentiaires appartenant au service des prisons.

On ne pouvait guère signaler, sous l'empire du code de 1867, qu'une différence caractéristique entre la législation belge et la législation française, c'est qu'en Belgique, la compétence pour statuer sur les délits commis par les mineurs de 16 ans était attribuée aux juges de paix ; on évitait de la sorte à l'enfant la dangereuse promiscuité que lui impose la compétence des tribunaux correctionnels.

Les dispositions du code de 1867 étaient loin de donner satisfaction à ceux qui s'étaient préoccupés de la question de la répression des délits commis par les mineurs et les critiques ne tardèrent pas à s'élever : ce que l'on reprochait au code de 1867 à ce point de vue, c'était d'avoir passé à côté de la question sans la soupçonner, puisque ses dispositions présentaient ce vice fondamental qui consiste à classer dans deux catégories nettement tranchées les enfants simplement malheureux ou abandonnés, jetés à la rue par l'imprévoyance ou l'incurie des parents, et les enfants coupables d'un délit ; les premiers en effet, d'après la loi, relevaient des écoles de bienfaisance à la charge des communes, tandis que les seconds, après leur comparution en justice et en supposant qu'ils aient bénéficié d'un acquittement fondé sur le défaut de discernement, étaient placés dans les « écoles de réforme », c'est-à-dire en somme dans des maisons de correction qui n'étaient que des variétés de prisons. Cette différence était-elle fondée sur une raison pratique, et réellement, était-il logique d'établir une distinction fondamentale entre l'enfant simplement abandonné qui va tout droit et inévitablement au délit, parce que ce sera bientôt le seul moyen pour lui d'assurer sa subsistance, et celui qui est déjà coupable, parce que les mesures de protection n'ont pas encore eu l'occasion de lui être appliquées ? Il n'y a évidemment, disaient les adversaires du code, au point de vue social, qu'une différence toute accidentelle entre ces deux enfants : le premier a eu la bonne fortune de trouver sur son chemin la société de bienfaisance qui l'a recueilli pour le préserver de la chute, le second est passé inaperçu, et le délit lui a fourni les ressources qu'il ne pouvait se procurer par

un autre moyen ; il est donc impossible de dire a priori, en adoptant le seul criterium de l'existence matérielle d'un acte répréhensible, que le second soit plus pervers que le premier, car son acte, purement matériel, ne peut donner aucune indication sur les bonnes ou mauvaises dispositions dont il est animé.

Dès lors, il ne faut pas soumettre ces deux catégories d'enfants à des régimes différents, tous sont également malheureux et c'est uniquement dans l'assistance qu'il faut chercher un remède à leur situation, une amélioration à leur sort ; sans doute, il s'en trouvera parmi eux qui ont besoin d'une éducation particulièrement sévère, mais il est impossible de les reconnaître à première vue, ce n'est qu'après un long examen de la conduite de l'enfant qu'il sera possible de prendre la mesure convenable.

Ces principes ont reçu leur application dans un arrêté du ministre de la justice du 7 juillet 1890 (1) dont le résultat est de supprimer toute distinction entre les abandonnés et les délinquants traduits en justice pour des délits de minime importance et acquittés comme ayant agi sans discernement ; tous sont mis à la disposition de l'Etat qui les renvoie dans le même établissement : l'école de bienfaisance de l'Etat destinée à remplacer à la fois les établissements de bienfaisance et les établissements pénitentiaires, et c'est

(1) Les considérations qui précèdent sont longuement développées dans un rapport adressé au roi, au cours de l'année 1890, par le ministre de la justice ; il y est dit très nettement : « la situation légale importe peu, le classement rationnel est celui qui se règle d'après l'état moral des enfants et non d'après la circonstance fortuite qui les a fait passer par la filière du code pénal ou par la filière de la loi de 1866..... les mêmes institutions, appropriées à un classement commun, doivent recevoir les enfants des deux catégories », etc..... (V. *Revue pénitentiaire*, année 1892, p. 216).

alors au service de bienfaisance qu'incombera la tâche d'établir une classification entre les différents mineurs qui lui seront confiés ; il devra se décider d'après l'observation attentive qu'il pourra faire porter sur les enfants qui lui sont confiés.

L'arrêté de 1890 n'était qu'une satisfaction provisoire accordée aux partisans de la réforme relative au régime applicable aux mineurs ; le ministre de la justice, M. Lejeune, l'auteur même de cet arrêté, présentait aux chambres, la même année, un projet qui était destiné à devenir la loi du 27 novembre 1891 ; spécialement édictée en vue de la répression du vagabondage et de la mendicité chez les adultes, cette loi ne laisse pas que de consacrer des dispositions importantes pour le sujet qui nous occupe ; ses articles 24 à 27 ont trait aux mineurs vagabonds ou mendiants et d'une façon plus générale aux mineurs délinquants.

Les mineurs de 16 ans qui sont dans un état habituel de vagabondage et de mendicité sont renvoyés, par le juge de paix, dans une école de bienfaisance de l'Etat, jusqu'à leur majorité, mais en aucun cas ils ne peuvent être placés dans les dépôts de mendicité exclusivement réservés aux adultes (art. 25).

Les mêmes mineurs, s'ils se sont rendus coupables d'une infraction que la loi punit d'un emprisonnement de moins de huit jours ou d'une amende inférieure à 26 fr. ou de ces deux peines cumulées, sont, suivant les circonstances dont le juge de paix est l'appréciateur, soit renvoyés des fins de la plainte, soit mis à la disposition du gouvernement jusqu'à leur majorité ; en tout cas, ils ne peuvent jamais être condamnés ni à l'amende ni à la prison.

Ces dispositions ont été ultérieurement modifiées par la loi du 9 février 1897 qui a laissé au juge de

paix la faculté d'adopter une troisième solution : la réprimande emportant la condamnation aux frais et, le cas échéant, aux restitutions et dommages-intérêts; d'autre part, cette loi fixe la situation des personnes civilement responsables des actes de l'enfant; celles-ci sont tenues solidairement avec le délinquant des frais, restitutions et dommages-intérêts; elle punit enfin des peines de police tous ceux qui ont participé, par les moyens indiqués aux §§ 3 et 4 de l'article 66 du code pénal (dons, promesses, etc.), à l'infraction commise par le mineur ainsi que tous ceux qui auront recelé tout ou partie du produit du délit; la comparution de l'enfant est toujours considérée comme acquise, et s'il ne se présente pas sans pouvoir fournir un motif légitime de son absence, ceux qui en ont la garde encourent des peines de police; les parents ou tuteurs ont ainsi un intérêt direct à bien surveiller leurs enfants ou pupilles, et d'autre part, la victime de l'infraction commise par un individu âgé de moins de 16 ans est munie d'un recours légitime.

Quand il s'agit d'un délinquant âgé de plus de 16 ans et de moins de 18, les cours et tribunaux, en prononçant contre lui une peine d'emprisonnement, pourront décider qu'à sa sortie de prison, il demeurera jusqu'à sa majorité à la disposition du gouvernement (art. 26).

A côté des enfants qui ont été l'objet d'une mesure judiciaire, la loi place les enfants qui, tout en n'étant pas délinquants, ne peuvent néanmoins, sans danger, être laissés en liberté : il s'agit d'une façon générale des enfants qui, sans avoir commis aucun délit, ou du moins sans avoir été l'objet d'une plainte qui ait mis en mouvement l'action judiciaire, ne reçoivent pas de leurs parents ou tuteurs les bons conseils qui leur

sont indispensables et ont manifesté des mauvaises dispositions suffisamment caractéristiques pour compromettre leur avenir ; la loi confie le soin de prendre à leur égard une initiative, tant qu'ils n'ont pas 18 ans accomplis, au collège des bourgmestres et des échevins de la commune ; toutes les fois que la conduite d'un enfant donne des craintes, ces autorités peuvent présenter une requête sur laquelle le ministre de la justice devra statuer ; le collège des bourgmestres justifiera, s'il y a lieu, du consentement de ceux qui exercent la puissance paternelle sur l'enfant.

Tous les mineurs dont nous venons de parler, délinquants ou non, sont, en principe, l'objet d'une mesure unique : le placement dans une école de bienfaisance de l'Etat ; ils n'y sont point cependant placés pêle-mêle, mais classés en différents groupes ; le principe de classement n'est pas, comme on pourrait le croire, inspiré par les circonstances qui ont provoqué l'internement, mais uniquement par l'âge de l'enfant à l'époque de son entrée à l'école. L'article 29 de la loi de 1891 répartit en effet les enfants en trois groupes suivant qu'ils ont, au moment de leur arrivée, moins de 13 ans, de 13 à 16 ans ou enfin plus de 16 ans, et, jusqu'à leur sortie, chacun d'eux demeure dans le groupe que lui a assigné ce classement sans jamais rencontrer son camarade du groupe voisin ; ce sont là, comme on le voit, des catégories légales, mais l'administration a été plus loin : prenant comme point de départ la classification que nous venons d'indiquer, elle a divisé chaque groupe en deux sections ; c'est ainsi qu'il existe actuellement six sections pour les garçons et six sections pour les filles.

Une première section comprend les mineurs de 13

ans auxquels on applique un régime essentiellement paternel : la partie de l'établissement qui leur est affecté n'a pas même de clôtures, nous dit M. Prins, elle a l'aspect d'un pensionnat ; les enfants peuvent sortir et se promener ; les parents, loin d'être exclus sont invités à rendre aux enfants de fréquentes visites et si l'on veut juger des précautions minutieuses qui sont prises pour éviter au mineur toute impression fâcheuse, on peut s'en rapporter à ce détail que lorsqu'il est mis à la disposition du gouvernement et qu'il s'agit d'aller le chercher dans sa famille, cette mission est confiée à une religieuse quand il s'agit d'une fille et à un surveillant en civil quand il s'agit d'un garçon.

Le groupe des enfants de 13 à 16 ans est divisé en deux sections, l'une à discipline paternelle, l'autre à discipline sévère ; un seul groupe est affecté à tous les mineurs de 16 à 18 ans ; enfin, les vagabonds de 18 à 21 ans sont répartis en deux sections.

Nous avons dit que tous les enfants mis à la disposition du gouvernement dans les conditions indiquées étaient en principe l'objet d'une mesure unique : le placement dans une école de bienfaisance de l'Etat ; toutefois, les cadres administratifs peuvent s'ouvrir de façon à ce que l'on puisse tenir compte des améliorations réalisées ; l'Etat conserve un droit de disposition sur les jeunes détenus, mais en se réservant la faculté de prendre, le cas échéant, dans leur intérêt, les mesures nécessaires : le ministre de la justice peut tout d'abord, sur les renseignements qui lui sont fournis par les autorités de l'école, faire remettre conditionnellement les enfants aux parents ou tuteurs à condition que ceux-ci présentent des garanties de moralité suffisantes et se trouvent à même d'exercer sur

leurs enfants ou pupilles une surveillance efficace (1).

Une autre mesure est encore laissée par la loi à la disposition du gouvernement, c'est le placement individuel en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan (2) ; ce dernier procédé est particulièrement délicat, il est indispensable de n'y recourir qu'après s'être entouré de renseignements minutieux sur les personnes auxquelles l'enfant doit être confié ; il ne suffira pas toujours que l'on ait affaire à d'honnêtes gens dans l'acception un peu élastique que l'on donne quelquefois à cette expression, l'on courrait trop souvent le risque de tomber sur des artisans qui ne verraient dans l'enfant qu'un être facile à exploiter en tenant constamment suspendue sur sa tête la menace d'une réintégration à l'établissement de l'Etat ; il s'agit de convaincre progressivement le mineur de la nécessité du travail et non de lui en donner le dégoût par des manifestations d'autorité brutales et intempestives. — A ce point de vue, les comités de patronage ont fourni à l'œuvre législative un appui très utile ; dès 1891, d'un commun accord entre le ministre de la justice et le président de la fédération des comités de patronage, il a été arrêté un modèle du bulletin de renseignements concernant les patrons proposés comme dignes de recevoir des enfants ; ces bulletins ne sont point remplis à l'occasion du placement d'un enfant déterminé, mais constituent un système d'informations constantes qui fonctionne en permanence ; les comités de patronage, à l'occasion de l'accomplis-

(1) La mesure peut être rapportée s'il est reconnu qu'elle devient un danger pour celui qui en a bénéficié ; la réintégration peut avoir lieu jusqu'à ce que l'enfant soit majeur (art. 31).

(2) L'article 30 de la loi de 1891, subordonnait cette mesure à un « internement de 6 mois sans interruption » — mais la loi de 1897 a supprimé la nécessité de cette internement préalable.

sement de leurs fonctions ordinaires, s'entourent des renseignements utiles, envoient les bulletins aux directeurs des écoles de bienfaisance qui les classent et choisissent entre eux suivant les nécessités du placement à réaliser, c'est-à-dire suivant les aptitudes professionnelles des enfants. Quand le moment est venu de réaliser le placement, le ministère de l'intérieur reçoit ensemble deux bulletins de renseignements, l'un concernant l'enfant, l'autre le patron proposé; ces deux bulletins sont envoyés au ministre de la justice qui statue (1).

La recherche des familles destinées à recevoir des enfants a été facilitée par la création au début de l'année 1892 des « conseils cantonaux de tutelle » présidés par le juge de paix et composés de délégués des communes; ils ont pour mission spéciale de désigner au gouvernement les familles dans lesquelles les enfants peuvent être utilement placés et aussi d'exercer une surveillance constante sur les conditions dans lesquelles l'apprentissage des pupilles s'effectue.

La loi de 1891 a réalisé dans son article 26 une réforme depuis longtemps réclamée en France au nom de l'équité et de la logique en décidant que les cours et tribunaux, par l'arrêt ou le jugement qui condamne un mineur de 16 à 18 ans à une peine d'emprisonnement, pourraient ordonner qu'à l'expiration de sa peine, il serait placé dans une école de bienfaisance de l'Etat jusqu'à sa majorité; cette solution est, comme nous l'avons dit, conforme à la logique, car on ne peut espérer qu'une peine de quelques jours de prison parvienne à corriger le mineur de 16 à 18 ans, plutôt que son camarade âgé de moins de

(1) V. *Revue pénitentiaire*, année 1892, p. 216.

16 ans, la nécessité de cette peine se justifie par l'état de discernement dans lequel il se trouve, mais il ne s'en suit pas qu'elle soit suffisante; d'autre part, n'est-il pas équitable que l'enfant, majeur de 16 ans, soit astreint, comme celui qui n'a pas atteint cet âge, à une discipline sévère et prolongée qui, venant après la répression proprement dite, lui serve de transition pour reprendre son rang dans la société.

Le résultat caractéristique des réformes opérées par les lois de 1891 et de 1897 est, ainsi que nous l'avons déjà dit, de substituer, pour les mineurs, aux condamnations judiciaires à caractère répressif, des mesures administratives qui se rattachent non pas à l'idée de répression, mais bien au désir de réformer le jeune délinquant; dès lors, il faut considérer comme un complément logique de ces nouveaux principes les dispositions de l'article 25 de la loi de 1891 qui décide que les poursuites exercées contre les mineurs de 16 ans ne doivent pas être mentionnées dans les renseignements qui pourraient être demandés ultérieurement au sujet des individus poursuivis; l'Etat, par cela même qu'il assume la tâche de les reclasser dans la société ne pourrait sans injustice, retirant d'une main ce qu'il donne de l'autre, signaler la situation de ses protégés et fournir des renseignements qui les rendraient nécessairement suspects.

Il est impossible assurément de prétendre que, sur la question de réforme de l'enfance, la Belgique ait manqué de vues d'ensemble et d'organisation méthodique; peu d'Etats se sont, autant qu'elle, appliqués à perfectionner leurs procédés d'éducation correctionnelle; cependant une réussite parfaite n'a pas toujours suivi des efforts aussi sérieux et aussi constants. La Belgique avait débuté dans les maisons de correction

par le système des grandes agglomérations ; elle a dû y renoncer ; puis elle a cherché un nouveau remède dans les classifications établies entre les enfants suivant les motifs de leur internement, mais à l'expérience, elle a constaté que ces classifications étaient artificielles, que par exemple les jeunes vagabonds étaient bien souvent plus dangereux que les jeunes voleurs, bien que le délit dont ils se sont rendus coupables soit moins précis et moins caractéristique que celui que l'on reproche aux derniers ; enfin, en désespoir de trouver un criterium exact de distinction, elle en est arrivée en 1892 à ne plus considérer que l'âge de l'enfant à son entrée dans l'école de bienfaisance (1).

Il n'est point besoin de discuter cette méthode, ou même de s'efforcer de démontrer que ce n'est point là, à proprement parler, une méthode, puisqu'aussi bien la pratique immédiate a conduit à des constatations suffisamment nettes pour que l'on se soit efforcé, comme nous l'avons indiqué, de multiplier les classifications, de créer des sections à régimes différents.

C'est peut-être là, d'ailleurs, simplement une conséquence de ce principe, qui a inspiré le législateur belge, à savoir que jusqu'à un certain âge, il n'y avait lieu de faire aucune distinction entre les délinquants et les malheureux ; on peut bien dire, comme cela est vrai d'ailleurs, que le vol commis par l'enfant ne peut être assimilé au vol commis par l'homme jouissant de la plénitude de sa conscience, mais il ne faut point trop généraliser cette idée, la pousser à l'absolu en concluant que l'enfant ne peut être un coupable, que

(1) Les écoles de bienfaisance belges sont au nombre de 6 ; Ruyssede-Beernem, Reckeim, Saint-Hubert, Gand, Namur, Moll, — cette dernière fondée en 1894.

c'est toujours et uniquement un malheureux, parce qu'alors, il arrive, comme en Belgique, que pour n'avoir pas voulu faire immédiatement une distinction très naturelle et très logique, bien que difficile à réaliser dans la pratique, on est obligé d'y arriver en dernière analyse ; et cette distinction est-elle plus aisée pour le surveillant qui s'occupe à la fois d'un grand nombre d'enfants que pour le magistrat qui se trouve en face d'un acte précis que l'instruction s'est efforcée d'analyser et d'étudier ? S'il est difficile de démêler les mobiles qui influent sur les actes d'un enfant isolé dans la société, combien ne sera-il pas plus délicat de se rendre compte de son caractère, de ses tendances plus ou moins vicieuses, alors qu'il ne sera plus qu'une unité dans une collectivité uniforme, coulée en quelque sorte dans un moule administratif ?

CHAPITRE V

L'Angleterre

L'Angleterre s'est depuis fort longtemps occupée de l'accroissement de criminalité de l'enfance; dès 1828, un rapport de police présenté au Parlement insistait sur la nécessité d'une intervention énergique; et, même avant cette époque, d'ailleurs, en 1788, onze ans après l'apparition du livre de John Howard : *L'état des prisons*, la Société philanthropique avait fondé aux environs de Londres la ferme-école de Redhill, destinée à recevoir les enfants abandonnés ou vicieux; cet établissement devait être complètement réorganisé en 1848, sur le modèle de notre maison de Mettray; à partir de cette date, il put contenir 300 enfants retirés des prisons et placés en *conditional pardon*, pour lesquels l'Etat payait une subvention; entre temps, une loi de 1838 décida la fondation d'une prison réservée spécialement aux jeunes criminels précédemment condamnés à la transportation; cette prison fut installée dans l'île Wight, à Parkhurst, elle pouvait recevoir 600 détenus; le régime y était d'ailleurs sévère et le confort se réduisait au strict nécessaire; sur les réclamations de sir Joshua Jebb, des adoucissements à ce régime furent apportés en 1850.

A côté de Redhill se fondèrent plusieurs établissements du même genre, ils prirent bientôt une impor-

tance suffisante pour que l'Etat songeât à les utiliser; une loi de 1854 complétée par des dispositions postérieures et refondue en 1857, fixa les relations de l'Etat avec ces établissements : ils pouvaient, moyennant un « certificat » du secrétaire d'Etat, recevoir les enfants de 14 à 16 ans condamnés par les tribunaux à quatorze jours de prison au moins ; c'est, dans ce cas, le tribunal qui confie l'enfant aux établissements de réforme et la durée de l'internement peut aller de deux à cinq ans; d'autre part, cette même loi de 1857 autorisait les directeurs d'écoles munies du « certificat » à placer les enfants au dehors à l'expiration de la moitié du temps d'internement fixé par le juge ; mais le placement ne pouvait avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation spéciale pour chaque enfant, et qui pouvait être renouvelée.

Le premier résultat obtenu fut que les détenus de Parkhurst passèrent peu à peu dans les écoles privées, tant et si bien que la prison publique fut fermée en 1863.

Comme on le voit, à l'origine, l'école de réforme n'est qu'un succédané de la prison, on y admet les jeunes délinquants ayant subi une condamnation, et la discipline y domine l'instruction.

En même temps que les premières maisons de réforme arrivaient à une existence officielle, l'Ecosse créait ses premiers asiles destinés à l'internement des vagabonds, dans le but de donner à ses pensionnaires une éducation morale et une éducation professionnelle en vue de les reclasser dans la société en les mettant à même de gagner leur vie par le travail ; ces nouveaux établissements prenaient le nom d'« écoles industrielles » (*Industrial schools*), la première maison de ce genre était créée en Angleterre

en 1854, à Feltham, par les magistrats du comté de Middlesex, elle répondait surtout à la nécessité où l'on se trouvait de se débarrasser des jeunes mendiants de 7 à 14 ans qui infestaient les quartiers de Londres dépendant de ce comté.

Les écoles industrielles se multipliant, la loi intervint pour déterminer les conditions dans lesquelles elles pouvaient être utilisées ; un *act* de 1857 disposa qu'elles pouvaient être créées pour élever les mendiants et les vagabonds de 7 à 14 ans, elles pouvaient, d'ailleurs, comme les écoles de réforme être munies du « certificat ». Un act de 1866, modifié par l'« *amendment act* » de 1880 a unifié la réglementation de ces établissements pour l'Ecosse et l'Angleterre : ils devaient être réservés en principe aux enfants qui, sans avoir commis un délit nettement caractérisé, se trouvaient, par suite de l'insouciance, l'incurie ou la misère des parents, en perpétuel état de vagabondage.

Ce qu'il faut remarquer, en Angleterre, c'est que la législation n'est intervenue que pour sanctionner un état de fait, que pour réglementer et développer les institutions nées spontanément ; les lois ont, nous semble-t-il, opéré avec beaucoup de délicatesse, en ce sens qu'elles ont su réglementer sans entraver le développement constant des institutions privées. Actuellement, en somme, en vertu notamment de l'act de 1866, modifié en 1880 et de la loi de 1893, dite *Lord Leig's act*, l'Angleterre est arrivée théoriquement, tout au moins, au point de vue de la répression et des mesures d'amendement, à la situation suivante :

Jusqu'à 7 ans (âge canonique), l'enfant est complètement irresponsable, aucune mesure pénale ne peut être prise à son égard ; au-dessous de 10 ans, l'enfant

ne peut être envoyé dans un *reformatory* à moins de crime ou d'une offense punissable de la servitude pénale ou de la prison. De 10 à 16 ans, le mineur peut à l'expiration de sa peine être interné dans un *reformatory* pour une durée de 2 à 5 ans ; au-dessous de 14 ans, le mineur qui mendie, vagabonde ou fréquente de mauvaises sociétés est envoyé à l'école industrielle ; enfin, une loi de 1870 sur l'instruction primaire, dite loi Forster, a créé une nouvelle catégorie de délinquants : les réfractaires à l'école ; le délit constaté, il fallait le punir, ou tout au moins éviter qu'il ne se renouvelât ; aussi, la loi de 1876, complémentaire de la précédente, décide qu'après un avertissement dont l'inutilité a été constatée, le magistrat peut renvoyer l'enfant dans une école industrielle pour une durée de un à deux mois ; cette loi, d'ailleurs, entrant dans le domaine de la pratique, autorise la création d'écoles industrielles externes (*day industrial schools*) où les enfants réfractaires seront enfermés pendant trois ans au plus à condition que l'internement ne se prolonge pas au delà de leur quatorzième année. En dernier lieu, on créa les *truant schools* (écoles de vagabonds) destinées spécialement aux insoumis ; le premier établissement de ce genre fut fondé en 1878 par le bureau scolaire de Liverpool ; — la discipline y était rigoureuse et les maisons de ce modèle qui furent fondées dans la suite suivirent cet exemple, conforme d'ailleurs au but que l'on se proposait et qui était surtout d'intimider ceux qui étaient internés ainsi que ceux qui seraient tentés de les imiter.

Au début même de l'œuvre entreprise, et pendant assez longtemps, l'Angleterre renvoyait, par suite d'une nécessité matérielle, les malheureux et les

malfaiteurs dans les mêmes établissements ; plus tard, en 1868, quand les écoles se multiplièrent, elle put établir une différenciation effective entre les deux catégories, et elle arriva enfin, vers 1878, à disposer d'établissements variés qui lui permirent de tenir compte des situations les plus diverses ; mais insensiblement, depuis plusieurs années, une réaction contre ces distinctions nombreuses s'est fait sentir, et il semblerait qu'après une évolution l'Angleterre tend à revenir à son point de départ ; il est un fait constant, c'est que les « écoles de réforme » sont quelque peu délaissées au profit des « écoles industrielles », l'opinion publique est plus favorable à ces dernières et les magistrats ont suivi cette opinion, c'est ainsi que l'on constate que des écoles de réformes ont été supprimées et que de nouvelles écoles industrielles ont été créées ; d'ailleurs, la population des *reformatories*, qui était de 4.286 enfants en 1884, s'est élevée, en 1894, à 5.587 seulement ; tandis que, de 1864 à 1894, le nombre des enfants internés dans les *industrial schools* a suivi la progression énorme de 1.668 à 24.683 (1).

Quels ont été, en somme, les résultats obtenus par l'Angleterre dans l'œuvre qu'elle a entreprise avec une remarquable énergie ? Il est difficile de s'en rendre un compte exact ; en fait, nous dit M. Joly (2), de 1870 à 1893, la criminalité des mineurs a diminué

(1) Il existe actuellement en Angleterre :

50 écoles de réforme.

142 écoles industrielles.

14 écoles de vagabonds.

Le chiffre des admissions, en 1895, se décompose ainsi :

Ecoles de réforme 1.119 garçons et 195 filles.

Ecoles industrielles 3.409 » 877 »

Ecoles de vagabonds 2.069 » » »

(2) V. *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 118 et 369

de 70 % (1); cependant, le rapport de l'association Howard, publié en 1896, est beaucoup moins optimiste et s'effraie quelque peu des chiffres que nous venons de fournir en dernier lieu; nous voulons bien admettre, pour notre compte, que l'augmentation du nombre des enfants confiés aux écoles industrielles est en partie le résultat d'une recherche plus minutieuse et plus intelligente de tous ceux qui ont besoin d'aide et de protection, et que, d'autre part, les mêmes écoles ont encore vu le nombre de leurs pensionnaires s'accroître à la suite de la confiance grandissante qui leur a été accordée au détriment des *reformatories*, mais, comment délimiter la part qui revient à chacune de ces deux causes. Dans le rapport de l'association Howard que nous avons cité, on a d'ailleurs constaté que si la criminalité anglaise avait diminué dans son ensemble, et, notamment en ce qui concerne les enfants, le nombre des adolescents criminels de 16 à 21 ans avait augmenté dans une proportion notable.

L'Angleterre a-t-elle réalisé les progrès immenses que nous voyons indiqués, presque chantés par certains auteurs? Il nous est difficile de l'admettre avant qu'on nous ait présenté des résultats plus concluants; la statistique est une science exacte en ce sens que les chiffres et les additions qu'elle nous présente sont bien la représentation fidèle d'un certain nombre d'unités, mais le chiffre est brutal et fermé, nous craignons que l'on additionne parfois des choses de nature différente: les délinquants et les malheureux sont, de par la pratique anglaise, très intimement mêlés, il est à redouter que pour en faire la sépara-

(1) V. *Revue pénitentiaire*, 1896, p. 313.

tion dans une statistique, on s'en soit rapporté à des apparences extérieures qui ne correspondent pas toujours à la réalité.

Quoi qu'il en soit (1), les Anglais, tout en cherchant à opérer, dans les *Reformatories*, une classification entre les bons et les mauvais sujets, sont allés assez loin dans la substitution de l'hygiène à la médecine ; en 1893, il a été décidé que le juge pourrait envoyer désormais les enfants dans les écoles de réforme sans leur imposer un stage à la prison, et enfin une tendance nettement caractérisée s'est manifestée : remplacer les réformatrices par les *Industrial Scholl* ; de temps en temps un des établissements du premier genre disparaît pour être remplacé par une *Industrial Scholl* ; sera-t-il possible à l'Angleterre d'aller jusqu'au bout dans cette voie et d'arriver sans inconvénients graves à la complète assimilation de toutes les catégories d'enfants coupables ou malheureux, en les réunissant dans un établissement d'un type unique ?

(1) L'explication des divergences de chiffres et d'opinions sur la criminalité infantine en Angleterre vient peut-être simplement de la tendance qui s'est manifestée dans ce pays à substituer aux peines de prison le renvoi des jeunes délinquants dans des écoles de réforme et dans des écoles industrielles ; en effet, nous constatons, de 1864 à 1868, les moyennes suivantes : 1^o emprisonnements, 8.285 ; 2^o envois en correction, 2.194 ; 3^o peines corporelles, 585 ; en 1894 : 1^o emprisonnements, 1.913 ; 2^o envois en correction, 8.605 ; 3^o peines corporelles, 3.192. Si nous additionnons séparément ces deux séries de chiffres, nous arrivons, pour les moyennes de 1864 à 1868, à 11.064, et, pour l'année 1894, à 13.710. Or ces totaux ne représentent-ils pas tous deux des délinquants ? Il nous semble donc que, jusqu'à preuve du contraire, la criminalité des enfants a augmenté ; pour être convaincus du contraire, nous demandons que les statistiques anglaises nous donnent des chiffres exacts, c'est-à-dire comprenant tous les délinquants, quelle que soit la mesure qui leur est appliquée ; de ce qu'un enfant a été envoyé dans une *Reformatrice* ou une *Industrial Scholl*, il ne s'en suit nullement que ce ne soit pas un délinquant, puisqu'actuellement les peines proprement dites ne sont, en Angleterre, que très rarement appliquées aux enfants.

c'est ce que l'avenir seul peut nous apprendre ; il nous paraît en tous cas difficile actuellement de conclure pratiquement ; on ne peut contester l'importance de l'œuvre entreprise en Angleterre ni l'énergie avec laquelle elle a été continuée, mais les renseignements qui nous viennent de ce pays sont difficiles à accepter comme indications utiles, précises et certaines, étant donné tout d'abord, comme nous l'avons fait remarquer déjà, que des conditions sociales très différentes des nôtres ont collaboré à la réforme dans une mesure difficile à déterminer exactement et que, d'autre part, les auteurs anglais eux-mêmes et les sociétés de prévoyance ne s'entendent pas très bien ni sur les résultats obtenus, ni sur les causes auxquelles ils doivent être attribués.

CHAPITRE VI

Coup d'œil d'ensemble sur les législations européennes autres que l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre.

En dehors des nations européennes dont nous venons d'étudier la législation, les autres Etats ont, d'une façon générale, suivi le mouvement de réformes qui s'est manifesté postérieurement au code pénal français de 1810 ; à la seule exception de la Turquie, tous ont fixé pour l'enfant un âge d'irresponsabilité absolue ; cet âge offre, suivant les peuples, une très grande variété qu'il n'est n'ailleurs pas toujours facile d'expliquer, il est, en effet, de 7 ans en Russie, en Angleterre et en Portugal ; de 8 ans en Roumanie ; de 9 ans en Espagne ; de 10 ans en Danemarck, dans les Pays-Bas, en Norwège, en Grèce, en Autriche et dans les cantons de Genève et de Lucerne ; de 12 ans en Hongrie, en Bulgarie (1) et dans les cantons de Bâle, de Fribourg et de Zurich ; enfin de 14 ans dans les cantons de Vaud (2) et du Valais (3).

Il ne faut pas toutefois se méprendre sur le caractère de cette présomption d'irresponsabilité absolue, elle a pour objet de toujours soustraire l'enfant à

(1) Code pénal du 2 février 1897, art. 57.

(2) Code pénal du 18 juin 1871.

(3) Code pénal du 26 mai 1851.

l'application de la répression pénale proprement dite, mais non pas toujours de proscrire à son égard toute mesure d'éducation forcée ou de réforme ; c'est ainsi que, dans les cantons de Zurich et du Valais, l'enfant peut, à l'âge où il bénéficie encore de cette présomption, être mis à la disposition de l'autorité municipale à qui incombe la charge de prendre à son égard telle mesure d'amendement qu'elle jugera utile, entre autres le renvoyer dans une maison d'éducation et de réforme pour un temps qui n'excèdera pas sa majorité ; dans le canton de Genève (1), et dans la même hypothèse, l'enfant peut être renvoyé en correction pour une période de dix années ; dans le canton de Lucerne (2), l'enfant peut être l'objet soit d'un châtiment qui lui sera infligé dans sa famille, soit de mesures concernant son avenir et inspirées par les circonstances ; enfin la loi espagnole (3) admet comme possible le renvoi dans une maison de bienfaisance.

D'autre part, pendant l'âge qui suit la première période et jusqu'à une époque variable suivant les législations, le juge doit examiner la question de discernement et selon la solution par lui adoptée, renvoyer l'enfant dans des établissements spéciaux ou bien prononcer contre lui les peines de droit commun mitigées. Plusieurs Etats ont même admis une troisième période durant laquelle l'enfant, bien qu'il soit considéré comme responsable, bénéficie encore de certaines atténuations de peines (4).

(1) Code pénal 1874.

(2) Code pénal 1860.

(3) Code pénal, 18 juin 1870, art. 8.

(4) On peut citer dans ce sens les législations : de la Russie qui atténue les peines pour les mineurs de 14 à 21 ans ; du Portugal, de 14 à 20 ; de la Roumanie, de 15 à 20 ; du Danemarck, de 15 à 18 ; de la Norvège, de 15 à 18 ; de l'Autriche, de 14 à 20 ; du canton de Neuchâtel, de 18 à 20 ; du canton de Zurich, de 12 à 19 ; de la Bulgarie, de 17 à 21.

LE PROJET DE CODE PÉNAL FRANÇAIS

L'idée d'une refonte de notre code pénal a enfin reçu un commencement d'exécution effective. Cela devenait indispensable en face des progrès accomplis par les autres législations européennes et l'on a fini par être touché par cette observation que les nations mêmes qui n'avaient point marchandé, au début, leur admiration pour le code de 1810, en arrivaient à l'abandonner successivement au profit de lois récentes tenant mieux compte des principes nouveaux qui se sont dégagés en matière pénale et des nécessités que la pratique avait révélés.

La commission de revision du code pénal, instituée en 1885, a publié, en 1893, cent douze articles de son projet qui sont destinés à constituer la partie générale du futur code; elle est intitulée : « Des infractions en général et des peines » et résout dans ses articles 57 à 61 inclus les questions qui font l'objet de cette étude (1).

Les modifications apportées au code de 1810 ont été très nettement inspirées par les idées que nous venons d'exposer, et, tout d'abord, il y est décidé que le mineur de 10 ans ne peut être l'objet d'aucune poursuite (2). Toutefois, comme il n'est pas toujours bon de laisser dépourvus de sanction les actes délictueux

(1) Voir ce projet dans le *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, vol. IV, mai 1893, pages 104 et suiv.

(2) Art. 57 : Le mineur de 10 ans ne peut être l'objet d'aucune poursuite s'il a commis un fait qualifié crime ou délit par la loi et entraînant l'emprisonnement, la détention ou une peine supérieure, le tribunal civil peut, à la requête du ministère public, ordonner qu'il soit placé dans un établissement d'éducation et de réforme jusqu'à l'âge de 21 ans au plus.

quels qu'ils soient, l'article 57 prévoit le cas où le fait reproché au mineur constitue ou un crime ou un délit emportant l'emprisonnement, la détention ou une peine supérieure, et décide qu'en cette espèce, le mineur sera placé dans un établissement « d'éducation et de réforme » ; c'est là le nom de la nouvelle résidence des mineurs qui va remplacer la maison de correction, et l'internement pourra se prolonger jusqu'à 21 ans accomplis. Enfin, c'est le tribunal civil qui prendra la place du tribunal correctionnel et statuera sur les mesures à prendre contre le mineur.

De 10 à 16 ans, le mineur, toujours d'après le projet, articles 58 et 59 (1), se trouve dans une situation à peu près semblable à celle qu'occupait le mineur de 16 ans, d'après le code de 1810, articles 66 et 67. Les seules différences que l'on puisse signaler, c'est que la détention qu'on peut lui infliger quand il aura agi avec discernement pourra se prolonger jusqu'à 21 ans et qu'elle sera subie dans une maison « d'éducation et de réforme.

(1) Art. 58 : Le mineur de 16 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, sera acquitté, mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans un établissement d'éducation et de réforme pour y être retenu pendant un tel nombre d'années que le jugement déterminera et qui, toutefois, ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingt et unième année.

Art. 59 : S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit : S'il a encouru la peine de mort ou l'emprisonnement perpétuel, il sera condamné à un emprisonnement de dix à vingt ans.

S'il a encouru les peines de l'emprisonnement temporaire ou de la détention, il sera condamné à l'emprisonnement ou à la détention pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner qu'à l'expiration de sa peine, le condamné sera envoyé dans une maison de correction pour y être retenu jusqu'à sa majorité.

Art. 60 : Les maisons d'éducation et de réforme sont placées sous l'autorité et la surveillance du ministre de l'intérieur.

— Dans l'hypothèse prévue par l'article 67, c'est-à-dire quand le mineur est considéré comme ayant agi avec discernement, l'article 59 du projet édicte tout d'abord des atténuations de peines, puis, et c'est en cela que consiste l'innovation, supprime l'interdiction de séjour et la remplace par la faculté accordée au tribunal de décider qu'à l'expiration de sa peine le coupable « sera envoyé dans une maison de correction pour y être retenu jusqu'à sa majorité. »

QUATRIÈME PARTIE

EXAMEN DES RÉFORMES PROPOSÉES

Si l'on jette un coup d'œil d'ensemble sur les législations européennes, on peut constater que la plupart d'entre elles, et notamment celles que nous avons étudiées avec quelque détail, ont fait de grands efforts pour donner à la question de l'enfance coupable une solution satisfaisante. Il est bon d'observer, d'ailleurs, que si l'on accuse aujourd'hui la France, et les principales accusations viennent d'ailleurs des Français eux-mêmes, de n'avoir suivi qu'avec lenteur le mouvement réformateur, elle a, pendant longtemps, donné la première l'exemple à l'Europe toute entière. Les articles 66 et suivants du code pénal sont d'ailleurs encore, à l'heure actuelle, avec les deux échelons de responsabilité qu'ils établissent, le principe essentiel des législations modernes. Et si, d'autre part, nous passons au régime applicable aux mineurs, constatons tout d'abord que le grand principe de l'assimilation des mineurs délinquants aux mineurs malheureux, s'il a été l'objet de quelques essais pratiques, est loin

d'avoir reçu une consécration radicale. L'Angleterre qui, étant donné la population industrielle avec qui elle doit compter, a fait les essais les plus énergiques et les plus réfléchis, n'est peut-être point au bout de ses désillusions.

Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que notre loi de 1850, que nous dédaignons beaucoup aujourd'hui, a cependant servi d'exemple à toutes les nations étrangères, et M. Joly lui-même, qui est loin de lui être favorable, constate « qu'elle fait toujours « bonne figure dans les compliments que plus d'un « directeur étranger adresse au Français qui vient à « lui. » Le plus grand tort que nous ayons eu, c'est de ne pas l'avoir suffisamment mise en action, de sorte qu'aujourd'hui nous sommes trop souvent obligés d'en constater les excellents résultats ailleurs que chez nous (1).

Il ne nous semble pas cependant que l'on doive accepter sans contrôle les réformes nombreuses qui ont été proposées, il nous reste par conséquent à examiner d'une façon précise les modifications proposées en France à la législation concernant les mineurs en tenant compte des tentatives faites à l'étranger et des indications que peuvent nous fournir les résultats obtenus.

Les questions sur ce point se rapportent à deux ordres d'idées, il y a lieu de se demander tout

(1) La loi du 5 août 1850 prévoyait des « colonies pénitentiaires » pour les mineurs de l'article 66 et des « colonies correctionnelles » pour les mineurs de l'article 67. Les colonies pénitentiaires existent, mais il a fallu arriver jusqu'en 1895 pour constater la création de la première colonie correctionnelle (colonie d'Eysses) qui se fonde au moment même où l'utilité du groupement des jeunes condamnés et insubordonnés dans une colonie unique est très énergiquement discutée.

d'abord quelle est la procédure à suivre contre les mineurs délinquants, et d'autre part, quelles mesures doivent être prises à leur égard et la manière dont elles doivent être exécutées ; pour passer en revue ces diverses questions, l'ordre qui nous semble le plus simple et le plus logique est celui qui consiste à prendre le mineur au moment où il commet l'acte délictueux et de le conduire devant l'autorité chargée d'en connaître, puis de le suivre dans l'exécution des mesures que l'on a pu ordonner à son égard. Nous examinerons, chemin faisant, les questions tant pratiques que de principe qui peuvent être soulevées.

*Faut-il fixer un âge de minorité pénale,
et quel doit être cet âge ?*

La réponse affirmative à cette question n'est guère douteuse, et, en fait, toutes les législations existantes ont décidé que jusqu'à un certain âge, l'enfant, auteur d'un fait délictueux, ne pouvait être assimilé, quant aux conséquences pénales de ce fait, à l'homme fait, qui jouit, en principe du moins, de la plénitude de sa responsabilité ; il est bien évident que cette présomption présente le défaut inhérent à toutes les présomptions, qui est de trancher *a priori* une question de fait qui devrait se résoudre seulement d'après les circonstances, c'est dans ce sens que l'on a pu justement dire que pour le législateur, poser une présomption c'était accomplir un tour de force, mais, dans l'espèce, il nous semble que la fixation d'un âge d'irresponsabilité présumée présente l'avantage d'attirer l'attention du juge sur un point bien précis ; les questions de responsabilité, même en ce qui concerne les majeurs sont, à l'heure actuelle, l'objet de nom-

brèves discussions, les opinions les plus diverses sont émises à ce sujet, il serait donc à craindre qu'en l'absence de toute indication impérative de la loi, les solutions les plus variées se produisent dans les jugements, on arriverait ainsi, pour les enfants, à des différences de traitements très choquantes, suivant les tribunaux qui seraient appelés à connaître de l'affaire ; si la loi adoptée n'a point pour effet de supprimer d'une façon absolue les divergences de solutions qui peuvent exister entre les décisions des différents tribunaux, elles seront du moins limitées à la suite de l'obligation où se trouve le juge d'examiner, dans tous les cas, la responsabilité des enfants au-dessus d'un certain âge, et d'apporter à ce problème une solution expresse.

On n'a pas d'ailleurs attaqué le principe même de la fixation d'un âge d'irresponsabilité, en tant qu'ils'agit d'une présomption relative ; il était bon cependant de reproduire les quelques objections que l'on peut y avoir faites, elles ont leur valeur, et il y a lieu d'en tenir compte quand il faut entrer dans la pratique et se demander quel est l'âge auquel on doit s'arrêter. On a contesté que l'âge de 16 ans, adopté en France pour la majorité, fût suffisamment élevé ; si l'on veut dire par là qu'il peut exister des enfants de plus de 16 ans qui n'ont point acquis une expérience assez mûre pour être considérés comme pleinement responsables de leurs actes, nous ne pouvons que souscrire à cette incontestable vérité, mais la vraie question est celle-ci : les majeurs de 16 ans, non responsables de leurs actes délictueux ou criminels, sont-ils assez nombreux pour qu'il y ait lieu de modifier la loi dans leur intérêt ? Ce ne sont pas évidemment les statistiques qui nous aideront à nous renseigner à ce sujet, chacun de

nous ne peut ici qu'invoquer son expérience personnelle, résultant des observations qu'il a pu faire autour de lui ; il nous semble que dans l'immense majorité des cas, le majeur de 16 ans qui commet un vol ou qui porte des coups à son camarade, sait à n'en pas douter qu'il fait mal et se rend compte des conséquences de son acte, et cela suffit, nous semble-t-il.

Il est à remarquer d'ailleurs que la responsabilité des enfants a suivi une marche plutôt progressive depuis la promulgation du code pénal, et que cependant, c'est de nos jours seulement que l'on s'est avisé de vouloir élever l'âge d'irresponsabilité ; le seul argument précis que l'on ait, nous ne disons pas formulé, mais simplement esquissé, pour justifier cette prétention, consiste à faire remarquer que jusqu'à 21 ans, l'enfant n'a, au point de vue civil, qu'une capacité excessivement restreinte, puisqu'il ne peut, à moins d'être émancipé, passer valablement un contrat ni faire œuvre commerciale et qu'il lui est loisible de faire annuler ses obligations conventionnelles en prouvant qu'il a été lésé ; l'émancipation même ne lui confère que des droits très restreints ; enfin la majorité de 21 ans ne lui donne même pas une absolue liberté pour contracter mariage.

La réponse à faire est vraiment trop simple pour que nous y insistions : un contrat, un testament, une donation sont des actes complexes et délicats qui demandent une maturité d'esprit que ne possèdent pas toujours même les hommes faits, et on ne peut, en aucune façon, les comparer à l'acte essentiellement simple qui consiste, par exemple, à s'approprier le bien d'autrui ; les idées juridiques nécessaires à l'accomplissement des actes civils sont infiniment moins accessibles à l'enfant parce qu'elle ne peuvent lui être

révélées que par une longue expérience, tandis que les actes punis par la juridiction pénale, pour la plupart, ou bien relèvent de la morale élémentaire, ou bien lui sont enseignés par son expérience journalière jointe aux conseils que l'on peut facilement lui donner. Aussi bien, M. Brueyre, à qui nous empruntons l'exposé de l'argument, ne lui attribue-t-il pas lui-même une bien grande valeur puisqu'il n'ose pas conclure ; nous empruntons ici ses propres paroles : « Nous ne voulons pas dire toutefois que ces restrictions à la capacité civile ne se justifient pas, mais nous tenions à faire observer combien, aussitôt qu'on entre dans le domaine pénal, ce mineur, jugé incapable d'apprécier la valeur et la portée de ses actes civils, devient aussitôt coupable de juger dans toute leur étendue les conséquences des actes qu'atteint la pénalité puisqu'il en supporte la responsabilité pleine et entière à 16 ans, âge de sa majorité pénale.... » Nous avouons ne pas comprendre très bien l'intérêt qu'il peut y avoir à constater la différence qui existe entre la majorité civile et la majorité pénale, sans examiner sérieusement si elle n'est pas pleinement justifiée. Au surplus, à part quelques protestations, l'âge de 16 ans n'a pas donné lieu à des discussions bien sérieuses ; d'autre part, dès 1829, Rossi, qui n'a pas toujours ménagé ses critiques très vives à notre code pénal, constate qu'il « ne connaît point de faits qui autorisent à réclamer contre cette décision » et, par une singulière coïncidence, il juge par avance, assez sévèrement, l'assimilation que l'on serait tenté de faire entre la majorité civile et la majorité pénale : « Sans doute, dit-il, il serait ridicule de prolonger jusqu'à la majorité civile le cours de la présomption favorable. Fort heureusement la con-

« naissance du bien et du mal peut se développer
« dans l'homme avant qu'il ait acquis la capacité néces-
« saire pour bien gérer ses affaires. »

*Est-il nécessaire d'édicter en faveur du mineur
une présomption absolue d'irresponsabilité ?*

Cette question a été posée à la Société générale des prisons et a donné lieu à de très longues discussions (1) qui ont eu pour point de départ cette constatation que, malgré les circulaires du ministre de la justice en date du 16 mai 1855 et du 11 mars 1876, qui recommandent aux procureurs d'éviter de poursuivre les enfants de moins de 8 ans, on a pu constater dans la statistique criminelle de l'année 1887 que 64 enfants au-dessous de 8 ans et 630 mineurs de 8 à 10 ans avaient été renvoyés en correction en exécution de l'article 66 ; M. Brueyre, rapporteur de la question, en a même conclu que l'on était « autorisé à croire qu'au « moment du délit, en dépit des circulaires ministé-
« rielles, des enfants de 4, 5 et 6 ans ont été internés
« en vertu de l'article 66.... » ; c'est là une conjecture toute gratuite, puisque la statistique ne donne aucune indication sur ce point.

On a invoqué également un argument résultant d'une constatation éminemment théorique qui ressort de la loi elle-même, à savoir qu'un mineur de 16 ans pourrait, par l'application du § 2 de l'article 67, être condamné à une peine qui pourrait aller jusqu'à 20 ans d'emprisonnement dans une maison de correction ; et l'on a fait ressortir l'énormité de la peine en regard du jeune âge de l'enfant qui peut en être l'objet.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1892. Séances des 16 décembre 1891, 20 janvier, 17 février et 16 mars 1892.

On a enfin argué de l'exemple donné par les législations étrangères (1) qui toutes, à la seule exception de la Turquie, ont édicté un âge au-dessous duquel l'enfant ne peut être l'objet d'aucune peine, en faisant remarquer en outre que la plupart de ces législations, lorsque « l'enfant n'est pas vicieux, autorisent le tribunal, ou plus simplement encore, l'administration, le gouvernement ou la commune, à le pourvoir d'un placement dans une famille ou dans un établissement de bienfaisance, et n'envoient en correction que les enfants pervers » ; on a enfin conclu de tous ces motifs que l'enfant de moins de 10 ans doit être considéré comme n'ayant obéi qu'à un « mouvement impulsif qui ne saurait entraîner qu'une responsabilité morale, insuffisante pour motiver une condamnation », et, selon M. Joly, « il ne suffit pas pour motiver une condamnation que l'enfant ait agi avec discernement, il faut encore qu'il ait des forces suffisantes pour faire le bien et éviter le mal ».

Il faut d'ailleurs bien s'entendre sur le sens que l'on attache à cette expression « présomption absolue d'irresponsabilité », cela ne veut pas dire que l'enfant ne pourra être traduit en justice, mais seulement qu'il ne pourra être l'objet d'une peine proprement dite, le tribunal pouvant prendre, selon les circonstances, l'une des trois mesures suivantes : 1° remise de l'en-

(1) L'âge au-dessous duquel l'enfant bénéficie d'une présomption absolue d'irresponsabilité est fixé d'une façon très différente suivant les Etats : il est de 7 ans en Russie, en Portugal et en Angleterre, de 8 ans en Roumanie, de 9 ans en Italie et en Espagne, de 10 ans en Danemark, aux Pays-Bas, en Norvège, en Grèce, en Autriche, dans les cantons de Genève et de Lucerne ; de 12 ans dans les cantons de Bâle, de Fribourg, de Neuchâtel, de Zurich et en Hollande ; de 14 ans dans les cantons du Valais et de Vaud.

fant aux parents qui recevraient un avertissement ; 2° remise de l'enfant à l'assistance paternelle ; 3° dans le cas spécial de crime ou de délit grave démontrant une perversité précoce, remise à l'administration pénitentiaire qui serait chargée de lui donner l'éducation correctionnelle et d'assurer son amendement.

Il y a dans la réforme proposée deux choses distinctes ; l'interdiction faite au juge de prononcer une peine et d'autre part un ensemble de mesures dont nous aurons à examiner ultérieurement l'utilité. Sur le premier point, nous ne pouvons nous défendre de trouver la proposition singulière, elle revient simplement à dire au magistrat : « Voilà un enfant qui, par son âge même, ne peut avoir commis un délit au point de vue légal, néanmoins, il est bon que vous simuliez la culpabilité à fin de pouvoir le traduire devant un tribunal ; il est bien entendu qu'aucune peine ne pourra être prononcée, mais sa comparution fournira l'occasion de prendre différentes mesures destinées à sauvegarder son avenir. » Il nous semble difficile de demander au juge d'instruction et au ministère public de se prêter à cette petite supercherie, d'autant plus qu'elle ne nous paraît nullement nécessaire dans l'intérêt de l'enfant ; en effet, quelles sont donc, en définitive, les craintes que l'on peut sérieusement concevoir en laissant au juge le soin d'apprécier le discernement ; craint-on sérieusement la décision ridicule qui consisterait à faire peser une condamnation sur un enfant en très bas âge et dans l'impossibilité manifeste de se rendre compte de la portée de ses actes ? Dupin aîné disait : « l'absurde est une borne à toutes les lois », et il faut espérer qu'il reste encore chez les magistrats assez de simple bon sens pour ne point traduire inutilement un jeune enfant devant les tribu-

naux ; nous disons : inutilement, car, quelque rares que puissent être les cas où les enfants de moins de 10 ans font preuve d'une perversité précoce (1), il n'est pas bon que le juge soit désarmé quand cela se présentera, car il serait à craindre que ceux qui, dans le public, connaissent l'enfant et ses mauvaises dispositions, ne soient étonnés et mécontents de ce qu'un mineur dont la culpabilité et le discernement apparaissent comme évidents ne subisse aucune punition et ne comparaisse devant le tribunal que pour la forme ou pour être l'objet d'une mesure d'éducation qui constitue pour les familles pauvres un bienfait, et que les jeunes enfants qui ont une bonne conduite ne peuvent valablement réclamer.

D'autre part, n'oublions pas que ce dont on s'est plaint, c'est non des peines de prison, mais des renvois en correction, et que l'on propose de remplacer cette mesure par « la remise de l'enfant à l'administration pénitentiaire », il serait bon cependant de nous éclairer sur ce point et de nous dire ce que l'administration pénitentiaire pourra faire du pupille qui lui est confié si elle ne le renvoie ni en prison ni en correction.

Le défaut de la réforme que nous combattons comme inutile, vient du point de départ même qui n'est pas un principe exact ; M. Brueyre, au cours de la dis-

(1) M. le pasteur Arboux, au cours de la discussion au sein de la Société des prisons, cite le cas d'un enfant qui avait commis un meurtre ; comme on lui demandait quelle avait été sa pensée, et comment il avait pu commettre au crime pareil, il répondait nettement que c'était à la suite d'une discussion avec son camarade que l'idée lui était venue d'en finir avec lui.

D'autre part, M. Guillot, juge d'instruction à la Seine, alléguait l'exemple d'un petit garçon qui avait cherché à étrangler une petite fille, et indiquait le motif de son action dans les termes suivants : « Quand je me venge, je suis content ».

cussion à la Société des prisons, nous indique lui-même qu'il se place au point de vue de la responsabilité philosophique ; traduisons de là responsabilité envisagée au point de vue abstrait ; cela est évident que nous avons tous la notion qu'il existe un âge où l'enfant est manifestement irresponsable, mais cet âge peut-il être exactement déterminé ? Evidemment non, car cet âge varie suivant les sujets et il est préférable de laisser le juge décider suivant les circonstances.

Enfin, M. Brueyre, pour défendre sa proposition, exprime le désir très légitime d'empêcher les arrestations de mineurs très jeunes et la promiscuité du « dépôt » ; outre que l'argument est un peu spécial et ne vise que la ville de Paris, le moyen indiqué est-il bien un remède efficace ? Cela est fort douteux, l'agent de police, comme l'a spirituellement fait remarquer M. Guillot, n'est pas un philosophe « et lorsqu'il rencontre dans la rue un enfant qui commet quelque méfait, qui fait du mal à autrui, il l'appréhende comme il arrêterait un aliéné ou un animal malfaisant », donc, l'arrestation administrative subsistera quand même, elle est même indispensable pour vérifier l'identité de l'enfant, son âge et les allégations qu'il peut faire valoir ; le dépôt, à Paris, la maison d'arrêt, dans les autres villes, ne sont évidemment pas des locaux répondant à toutes les nécessités de la situation, mais peut-être valent-ils autant que la rue ; la vérité en tout cas serait qu'il ne faut pas prendre la question de si haut, et aller droit au dépôt s'il est mauvais, organiser des locaux destinés aux enfants arrêtés, où ils pourront sans inconvénient attendre leur transfèrement.

En somme nous ne voyons aucune utilité à décider

a priori, en vertu d'une affirmation philosophique, juste, mais que l'on pliera difficilement aux nécessités de la pratique, que le discernement de l'enfant n'existerait qu'à une date fixe, uniforme pour tous ; il y a nécessité au contraire de permettre au magistrat de protéger la société contre tous les délits ; une disposition contraire introduite dans la loi serait un précédent fâcheux en ce sens qu'il pourrait ouvrir la porte à de nouvelles immunités fondées sur le sexe, sur telle ou telle déformation, en dehors de l'aliénation mentale.

L'enfant doit être protégé, soit ; aussi avons-nous admis la présomption relative qui force le juge à un examen plus attentif des mobiles qui ont pu déterminer les actes du mineur ; mais formuler légalement ce principe qu'il est, jusqu'à un âge déterminé, pénalement irresponsable, et cela malgré tout et sans examen ni des circonstances de l'acte ni de l'intelligence de l'enfant lui-même ; dire à un être humain, si jeune soit-il : « Fais ce que tu voudras, la loi pénale proprement dite n'est point faite pour toi », cela est dangereux, car cela revient à proclamer un principe d'irresponsabilité inattaquable qui prévaudra contre tout, contre l'évidence même et contre le sens commun.

La procédure à suivre contre le jeune délinquant.

L'enfant ayant été arrêté ou ayant été l'objet d'une plainte suivie d'une enquête officieuse, il y lieu de recueillir tous les renseignements nécessaires pour déterminer la solution qui devra intervenir à son égard. Actuellement, en vertu de la loi, les trois méthodes

d'instruction judiciaire en usage, c'est-à-dire le flagrant délit, la citation directe et l'instruction proprement dite lui sont également applicables.

On a objecté avec raison que les procédures de flagrant délit et de citation directe, essentiellement sommaires, ne permettaient pas au magistrat de réunir des éléments d'information suffisamment complets ; toutes les fois qu'il s'agit d'un enfant, on peut dire que surgissent des questions délicates et complexes ; il faut se méfier de tout, même des aveux qui peuvent être dictés par la crainte ou l'inexpérience ; d'autre part, il est bien difficile d'apprécier le degré de culpabilité et de discernement d'un mineur sans s'être entouré de renseignements minutieux sur le milieu dans lequel il vit, sur ses fréquentations ordinaires ainsi que sur la conduite de ses parents et sur les conseils qu'ils sont à même de lui donner ; ce n'est guère à l'audience, après un interrogatoire forcément sommaire, que le juge peut se faire une opinion réfléchie, car, en admettant même qu'une enquête de police ait eu lieu, elle est forcément très rapide ; donc, l'instruction proprement dite peut seule réunir tous les éléments utiles et qui sont destinés à produire une influence capitale sur la décision du juge.

Cette modification au code est d'ailleurs inscrite dans le projet de révision (1), et d'autre part, une cir-

(1) A la différence du projet général de révision du code d'instruction criminelle, le projet de révision partielle ne contenait pas cette réforme. A la suite de cette constatation, le comité de défense des enfants traduits en justice a renouvelé au cours de l'année 1897 un vœu tendant à ce que la commission chargée de l'examen du projet veuille bien y ajouter un amendement destiné à rétablir le projet primitif, et cela conformément au rapport présenté au comité le 5 décembre 1895 par M. Bovier-Lapierre (sur l'article 195) au nom de la commission chargée d'examiner le projet général.

culaire ministérielle du 31 mai 1898, devançant les réformes attendues, prescrit la mise à l'instruction des affaires concernant les mineurs de 16 ans, elle définit d'une façon assez précise le rôle des magistrats et en particulier du juge d'instruction en ce qui concerne les mineurs ; en voici quelques passages

« L'autorité judiciaire ne doit jamais perdre de vue
« que dans toutes les questions qui intéressent l'en-
« fant, son rôle essentiel est de prêter son concours à
« une œuvre de moralisation et de relèvement.....
« le juge (d'instruction) s'attachera à déterminer
« avec soin le milieu dans lequel le mineur a été
« élevé, ses fréquentations, la conduite et la moralité
« des parents ainsi que les ressources dont ils dispo-
« sent. Il recherchera, d'autre part, si les conditions
« dans lesquelles se trouve l'enfant, si les actes aux-
« quels il a été mêlé ne sont pas de nature à faire
« provoquer d'office l'application des lois pro-
« tectrices de l'enfance : loi scolaire, loi sur le tra-
« vail des femmes et des enfants, loi du 24 juillet
« 1889 sur la protection des enfants malheureux ou
« moralement abandonnés, loi du 19 avril 1898 sur la
« répression des violences, voies de fait, actes de
« cruauté et attentats commis envers les enfants, etc. »

Il est vrai d'ajouter toutefois que le renvoi du mineur à l'instruction dans tous les cas se heurte à une grave objection : il est bien évident en effet que de ce fait, la détention préventive va devenir pour lui beaucoup plus longue qu'autrefois ; pendant cette prolongation, il devra séjourner dans les maisons d'arrêt, de sorte que l'on arrive à créer un inconvénient que l'on a cherché à éviter dans d'autres cas ; et l'objection s'est fortifiée encore à la suite de la loi de 1897 relative aux formalités nouvelles imposées au

juge d'instruction, et qui a eu pour résultat matériel de prolonger la procédure. Il ne peut être question de soustraire les enfants à l'application de cette loi, ce principe une fois admis en ce qui concerne les adultes, est encore plus vrai pour les mineurs qui *a fortiori* ont besoin de l'avocat pour soutenir et guider leur défense.

A Paris, à la suite d'un accord intervenu entre l'assistance publique et la préfecture de police, l'enfant peut passer le temps de la détention préventive dans un dépôt de nature hospitalière ; mais, notamment en ce qui concerne les filles, auxquelles est affectée la maison de Nanterre, on s'est plaint de ce que toutes les fois qu'elles comparaissent devant le juge d'instruction, elles devaient passer la nuit à Paris, et de ce que leur éloignement les privait également de fréquentes entrevues avec leur défenseur. En province, aucun local séparé n'est affecté aux jeunes prévenus ; cependant, il serait possible, dans les prisons bien aménagées et disposant de locaux suffisants, de tenir, durant l'instruction, les enfants à l'écart des adultes ; cela n'exigerait souvent qu'un peu de bonne volonté de la part de l'administration pénitentiaire.

En somme, malgré les objections signalées, nous croyons que somme toute il y a lieu de préconiser la mise à l'instruction des prévenus mineurs, les inconvénients de la promiscuité dussent-ils subsister en partie ; parce que de deux choses l'une : ou bien on se trouve en présence d'un vagabond abandonné de ses parents et livré au hasard de la rue, alors la détention ne peut pas constituer une aggravation de son état, ou bien au contraire le jeune délinquant a une famille qui s'occupe peu ou point de lui, et il sera dans certains cas possible de le faire bénéficier de la

liberté provisoire sans qu'on ait à craindre qu'il se mette par la fuite à l'abri des poursuites dirigées contre lui.

Si l'on peut dire que la réforme se trouve réalisée dans la pratique depuis la circulaire du 31 mai dernier, une consécration législative ne nous paraîtrait pas inutile en ce sens qu'elle pourrait être l'occasion d'un certain nombre de mesures relatives à la détention préventive de l'enfant, mesures qui ne seront probablement jamais réalisées, si la question demeure en l'état actuel, c'est-à-dire constituant uniquement un conseil donné aux magistrats par le garde des sceaux ; quelque soit le caractère impératif que peuvent affecter les termes d'une circulaire, elle ne constitue pas une loi et l'administration pénitentiaire ne peut guère sérieusement fonder une réforme sur une décision qui peut à chaque instant être rapportée.

*Qui devra statuer sur le sort
des jeunes délinquants ?*

L'instruction étant complète, devant qui sera renvoyé l'enfant ? Dans l'état actuel de la législation, le tribunal correctionnel est toujours compétent. Les griefs que l'on a allégués contre cette compétence qui place les mineurs sur le même pied que les majeurs sont suffisamment connus pour que nous nous contentions d'en donner une brève énumération :

1^o Le tribunal correctionnel constituant une juridiction applicable aux adultes, il est à craindre que les juges qui le composent soient exposés à ne pas tenir un compte suffisant de la distance qui sépare ces deux catégories de prévenus, étant donné surtout que les affaires qui les concernent sont indistinctement portées à la même audience ;

2° L'enfant vient au tribunal en compagnie des prévenus majeurs et c'est en leur société qu'il assiste aux débats ; dès lors, le récit, la reconstitution des diverses phases des délits qui lui passent sous les yeux peuvent frapper sa jeune imagination ; et, l'esprit d'imitation étant très développé chez les enfants, il peut être porté à suivre de fort mauvais exemples ;

3° Par le fait même de cette comparution publique, l'enfant est exposé à une sorte de supplément de peine parce que l'impression produite sur son esprit, la honte qu'il peut en ressentir est plus violente que chez les adultes, et enfin, c'est encore pour lui une occasion de se trouver en promiscuité avec les pires récidivistes.

Ces divers inconvénients sont très réels, néanmoins on trouve encore des partisans de l'audience correctionnelle et du *statu quo* en ce qui concerne la publicité des débats ; un ancien magistrat, M. Vial, a proclamé hautement, dans une des séances de la Société des prisons, qu'il était « nécessaire qu'une comparution publique en justice avertisse les enfants « que ce qu'ils ont fait n'est pas innocent et arrête « l'idée d'imitation chez ceux de leurs camarades qui « seraient tentés de faire de même... » ; nous ne croyons pas, malgré l'autorité que nous apporte la longue expérience de M. Vial, que cette manière de voir soit pleinement justifiée ; en toute chose, il est mauvais de dépasser la mesure, si l'impression produite est trop forte, il se peut très bien qu'au lieu d'être profitable elle ne produise des effets désastreux, or, il nous semble que, par définition même, le mécanisme judiciaire de droit commun dépasse le niveau de l'enfant parce qu'il a été créé surtout pour l'homme fait ; d'autre part, M. Vial se fait peut-être une illusion

au sujet de l'exemple que la comparution publique de l'enfant pourra produire sur ses camarades tentés de l'imiter ; la raison en est que les enfants assistent peu aux audiences correctionnelles comme spectateurs, et cela est fort heureux d'ailleurs, car trop souvent, il ne trouverait pas dans le public des habitués une société beaucoup plus choisie que celle qui peuple le banc des prévenus ; enfin, M. Vial a oublié l'un des inconvénients de la comparution publique de l'enfant pêle-mêle avec les autres détenus, c'est que, pour peu qu'il possède des dispositions vicieuses, il pourra, au récit des délits commis par ses camarades plus âgés, se documenter sur la meilleure manière de voler son semblable ou de se procurer par l'escroquerie des moyens d'existence.

On a proposé plusieurs remèdes à tous ces inconvénients : deux d'entre eux nous paraissent inadmissibles pour cette raison qu'ils n'apportent un palliatif qu'à quelques-uns des vices inhérents à l'audience correctionnelle ou en créent de nouveaux ; la solution qui consisterait à confier à un magistrat unique le jugement des affaires concernant les enfants rentrerait, selon nous, dans ce dernier cas ; on a considéré que trois juges étaient nécessaires pour statuer sur le sort du délinquant ordinaire, à plus forte raison sont-ils indispensables pour arriver à résoudre des questions aussi délicates que celles qui peuvent être soulevées à propos du délinquant mineur.

D'autre part, la simple substitution du tribunal civil au tribunal correctionnel est insuffisante, si elle fait disparaître les inconvénients qui résultent de la promiscuité de l'audience et de la tendance du juge à assimiler dans une certaine mesure le mineur à l'adulte qui le précède dans l'ordre des affaires, elle laisse subsister tous ceux qui résultent de la publicité.

Donc, la seule modification qui nous paraît réellement utile parce qu'elle répondrait à tous les desiderata est celle qui consisterait à confier le soin de statuer au tribunal jugeant en chambre du conseil ; le mineur comparaitrait assisté d'un avocat et, à part la publicité, les débats suivraient leur marche ordinaire, le jugement serait ensuite rendu en audience publique.

*Quelles sont les mesures à prendre
contre l'enfant ?*

*Des peines proprement dites peuvent-elles
être prononcées ?*

La tendance générale qui s'est manifestée au cours des discussions relatives à l'enfance coupable est de considérer qu'avant tout il est nécessaire d'instruire et de réformer l'enfant, sans qu'il soit besoin de prononcer contre lui une peine proprement dite, nous disons qu'il y a là une tendance générale parce qu'en fait, on n'a point nettement précisé cette idée, et l'on ne s'est guère accordé sur le point de savoir si l'interdiction de prononcer une peine devait être absolue et surtout l'on n'a pas indiqué jusqu'à quelle époque elle devrait subsister, si elle serait applicable à tous les mineurs de 16 ans ou seulement aux mineurs de 10 ou 12 ans par exemple.

Il est bon, croyons-nous, de laisser au juge la latitude de prononcer une peine, cela nous paraît tout d'abord indispensable pour certains cas de récidive, car les mineurs récidivistes sont malheureusement assez nombreux, sinon de droit, au moins de fait, et quand on a dûment constaté que les moyens d'éducation et de réforme ont échoué en face d'une volonté bien arrêtée de mal faire, il est indispensable, dans l'in-

térêt de tous, c'est-à-dire en somme des honnêtes gens, qu'une peine sévère puisse être appliquée qui mette le délinquant hors d'état de nuire pour un certain temps d'abord, et lui serve d'autre part d'avertissement plus énergique puisque les moyens ordinaires sont demeurés inefficaces.

Même en dehors du cas de récidive, il n'y a nul inconvénient à ce que subsiste la menace d'une peine contre le mineur ; quand on aura donné au juge des moyens assez nombreux et assez variés pour qu'il puisse y choisir, pour chaque espèce, la solution utile, il ne sera plus porté à abuser des peines d'emprisonnement et ne les prononcera que dans les circonstances exceptionnelles où l'événement en aura démontré l'absolue nécessité.

À côté de la peine de prison, la loi actuelle prévoit le renvoi en correction jusqu'à une époque qui ne doit pas excéder la vingtième année, ou bien la remise pure et simple aux parents. Ces deux mesures étant conservées, il serait bon d'y apporter dans la pratique quelques modifications ; on a reproché avec quelque raison à la remise pure et simple aux parents de trop se confondre avec un acquittement ordinaire et par suite de ressembler à une approbation de l'acte dont l'enfant s'est rendu coupable, cette mesure est ordinairement prise sur de vagues promesses des parents de mieux surveiller leur enfant à l'avenir, promesses qui demeurent dépourvues de contrôle et de sanction effective ; ne serait-il pas possible d'utiliser à ce point de vue les sociétés de patronage de l'enfance qui se multiplient de plus en plus ? cela se pourrait faire de la façon suivante : chaque fois qu'un enfant serait remis à ses parents, le jugement ordonnerait qu'il serait placé sous la surveillance d'une des sociétés et

le simple envoi d'un extrait du jugement au président de cette société l'avertirait de la tâche qui lui incombe, elle serait d'ailleurs fort simple, consistant à déléguer un des membres qui serait chargé de veiller à ce que l'enfant fréquentât assidûment l'école si son âge l'exige, et reçoive de ses parents les soins et les bons exemples nécessaires. On peut objecter, il est vrai, que les sociétés de patronage ne seraient nullement tenues de déférer au jugement du tribunal; cela est vrai, mais nous sommes convaincus qu'elles ne demandent qu'à faire preuve de bonne volonté et que beaucoup de ceux qui en font partie ne se refuseraient nullement à exercer leur activité et leur dévouement pourvu qu'ils fussent exactement renseignés et qu'on voulût bien leur signaler des enfants dignes d'exciter leur intérêt; cette habitude entrerait rapidement dans les mœurs, et l'émulation entre les différents patrons des enfants produirait les meilleurs résultats.

Après des tribunaux où n'existent pas de sociétés de patronage, un rôle analogue serait dévolu à l'assistance publique qui pourrait utilement exercer un rôle de surveillance et au besoin donner aux parents des encouragements moraux ou pécuniaires.

D'autre part, les enfants et leurs parents devant comparaître en chambre du conseil et non plus en audience publique, le président pourrait plus utilement, à l'occasion de cette comparution, leur donner quelques conseils et au besoin un avertissement énergique au sujet des conséquences possibles de l'inconduite de l'enfant.

Quant au renvoi en maison de correction, il devrait nécessairement être maintenu; il est utile quand l'enfant a manifesté des dispositions vicieuses bien caractérisées et qu'il résulte de l'instruction préalable

que les parents ne peuvent ou ne veulent s'en occuper sérieusement ; le renvoi en correction ne constitue pas une peine, on l'a dit bien souvent, mais il est toujours utile de le rappeler parce que bon nombre de tribunaux semblent encore actuellement ne pas se rendre un compte exact des conséquences que cette idée doit entraîner ; la conséquence capitale selon nous est celle-ci : le juge, pour fixer la durée de la détention, doit s'inspirer surtout de l'intérêt de l'enfant et non de la gravité matérielle du fait qui lui est imputé ; donc, même pour un délit qui n'a causé qu'un préjudice insignifiant, mais qui révèle chez son auteur, par les circonstances qui l'ont accompagné, un instinct pervers déjà nettement caractérisé, il ne faudrait pas que l'on hésitât à ordonner le renvoi en correction pour une durée très longue ; on peut même dire qu'en principe il ne devrait jamais être inférieur à une année et qu'il serait souvent utile de le prolonger jusqu'à l'époque où l'enfant pourra entrer au régiment, de façon à ce qu'entre sa sortie de la maison de correction et son service militaire, il ne soit pas exposé à retomber dans de nouvelles fautes et à perdre le bénéfice de l'amélioration qui s'est produite en lui ; les deux remèdes se complèteraient ainsi l'un l'autre d'ailleurs M. le conseiller Voisin, président de la Société pour l'engagement des jeunes libérés, n'a jamais manqué une occasion de réclamer instamment cette solution et plusieurs circulaires ministérielles ont porté dans les parquets l'écho de ses revendications.

Les tribunaux, d'autre part, devront éviter de céder aux sollicitations des parents trop heureux de se débarrasser de leur enfant et qui ne craignent pas de déclarer énergiquement devant le tribunal qu'il leur est impossible de réprimer ses mauvais instincts ;

l'instruction des affaires concernant les mineurs permettra de vérifier leurs allégations sur ce point et il ne serait point inutile enfin qu'à l'exemple de ce qui se passe en Italie, on puisse, en France, prononcer, le cas échéant, des peines pécuniaires contre les parents indignes ; les lois spéciales protectrices de l'enfance ne peuvent en effet suppléer à cette lacune, elles ne punissent que les mauvais traitements bien caractérisés et sont difficiles à appliquer, les témoins d'actes odieux n'osent que bien rarement intervenir pour dénoncer la conduite des parents.

Dans le cas particulier où les délinquants seront de tout jeunes enfants, absolument inconscients et tout à fait incapables de supporter le régime de la maison de correction, ou bien encore d'enfants victimes uniquement d'un manque absolu d'éducation, fils de parents qui n'ont pu les élever convenablement par suite de misère ou de corruption, pourquoi le tribunal n'aurait-il pas le droit de les confier à l'assistance publique, qui recevrait la mission de les élever soit en les plaçant dans des établissements de bienfaisance, soit en les confiant à des familles honorables à même d'en faire d'honnêtes gens en état de gagner leur vie par le travail ?

Nous avons vu plus haut que M. Brueyre signalait à la Société des prisons, comme un fait véritablement scandaleux, le renvoi en correction de mineurs de 8 et et même de 6 ans ; avant de se scandaliser, il est bon de chercher quelle peut bien être la raison d'être de telles décisions ; le cas pour être rare n'est pas absolument exceptionnel, puisque l'on signalait dans une année 64 solutions de ce genre concernant des mineurs de 8 ans ; il se présente à la suite des circonstances suivantes : un enfant très jeune est l'objet de plaintes

réitérées parce qu'il vagabonde et qu'au cours de son vagabondage il ne laisse point de commettre de menus larcins qui ont peu d'importance, cela est vrai, mais dont la répétition fréquente lasso la patience de ceux qui en sont victimes ; aux premières plaintes, le ministère public, quelquefois le commissaire de police, ont essayé de calmer les plaignants d'abord, puis de faire aux parents des remontrances qui sont écoutées d'ailleurs très respectueusement ; mais s'ils s'en vont chez eux munis de bons conseils et en apparence de bonnes résolutions pour l'avenir, elles se traduisent le plus souvent, dans la pratique, par une solide correction manuelle administrée, aussitôt la rentrée à la maison, à l'enfant, cause unique, d'après eux, des observations désagréables qu'ils ont dû recevoir, et la série des larcins recommence tant et si bien qu'il devient nécessaire de traduire l'enfant devant le tribunal correctionnel ; les faits sont constants, mais il est évident que l'enfant ne peut être considéré comme responsable de ses actes ; voilà le tribunal bien embarrassé ; après avoir acquitté l'enfant comme ayant agi sans discernement, il n'a le choix qu'entre deux solutions : remettre l'enfant à ses parents, c'est-à-dire en l'espèce le rejeter à la rue, ou bien le renvoyer en maison de correction ; il prend le second parti parce qu'à tout prendre il est le moins mauvais et qu'il n'y a pas moyen de faire autrement.

C'est dans ce cas précisément que la faculté laissée au tribunal de confier l'enfant à l'assistance publique serait particulièrement utile ; nous ne croyons pas d'ailleurs qu'il soit bon de renvoyer *de plano* l'enfant dans une famille autre que la sienne, le juge ne possède pas les éléments d'information suffisants pour faire un choix éclairé, et cette mesure devrait être réservée à l'assistance publique.

Il serait enfin indispensable, pour compléter cette mesure et régler définitivement la situation de l'enfant, que, parallèlement à l'enquête proprement dite, la déchéance de la puissance paternelle fût instruite de façon à ce que le ministère public, présentant une requête aux fins de déchéance à l'audience même où le mineur serait traduit, il pût être statué par le même jugement sur les deux questions.

Les maisons de correction.

De ce fait même que nous avons admis comme nécessaire de laisser au juge la faculté de prononcer des peines proprement dites contre le mineur délinquant, on a déjà conclu que nous n'admettions pas la manière de voir dans laquelle le progrès consisterait, à l'exemple des tendances qui se sont manifestées à l'étranger, notamment en Angleterre, à réaliser l'assimilation des mineurs délinquants aux mineurs simplement malheureux ou abandonnés. On a beau nous dire que ces derniers sont sur la pente qui conduit au délit, nous ne voyons pas là une raison suffisante pour qu'on soit autorisé à leur imposer une cohabitation avec les petits délinquants ; nous ne connaissons qu'une sorte de délits : ceux qui, étant prévus par la loi, ont été accomplis ; il n'y a pas de bonnes raisons pour faire des procès de tendance aux mineurs pas plus qu'aux majeurs, et il faut se défier, en matière pénale surtout, de statuer sur des probabilités. Nous savons bien que les partisans de la réforme que nous combattons n'ont pas manqué de nous payer de belles paroles : il ne s'agit nullement, nous affirment-ils, de renvoyer les petits malheureux en maison de correction, le but poursuivi est tout à l'opposé ; ce que l'on veut

c'est arriver à la fondation d'écoles d'éducation et de réforme à régime très doux, dans lesquelles seront envoyés les mineurs des deux catégories ; l'assimilation ne se fera nullement du côté des délinquants, mais bien du côté des malheureux et par conséquent au bénéfice des délinquants. Eh bien, cette raison ne nous paraît nullement recevable, parce que, quand on aura changé le nom de l'établissement, on n'aura pas pour cela modifié son contenu et qu'à travers ces formules, nous ne voyons qu'une chose, c'est qu'on veut forcer, nous ne savons de quel droit, des enfants qui n'ont commis d'autre faute que celle d'avoir des parents incapables de trouver le courage suffisant pour les nourrir et les élever à cohabiter avec de petits malfaiteurs déjà tarés, et que l'on risque ainsi de leur inoculer tous les vices. Le mauvais exemple est bien plus puissant que les meilleurs conseils, et si l'on enferme ensemble, à nombre égal, les bons et les mauvais, on a beaucoup plus de chance de voir les bons devenir pires que de constater une amélioration chez les mauvais ; la propreté morale, comme la propreté physique, ne fait que se souiller aux contacts impurs ; elle se salit et ne nettoie pas.

L'enfant sorti du tribunal, la tâche qui incombe à la société est loin d'être terminée ; l'instruction a réuni tous les éléments qui permettent de juger du caractère de l'enfant, la décision du juge n'a fait que constater en somme une situation qui peut se modifier, que l'on doit essayer de modifier ; il reste donc à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour arriver au but final, c'est-à-dire le reclassement du jeune délinquant dans la société.

Nous n'avons pas à nous occuper des mesures que pourra prendre à son égard l'assistance publique ; s'il

lui a été confié, elle remplira sa tâche en surveillant la conduite de l'enfant, en s'occupant de lui d'une façon générale pour lui venir en aide et empêcher qu'il ne commette de nouveaux délits ; quant aux parents à qui le tribunal a rendu leurs enfants, ils ont reçu l'avertissement nécessaire, ils ont connaissance, d'une façon précise, de la responsabilité qui leur incombe, ils n'ont qu'à remplir leurs devoirs naturels qui leur ont été rappelés avec l'indication de la sanction effective qui viendrait stimuler leur mauvais vouloir.

Mais la question est différente quand il s'agit d'un renvoi en correction ; ici nous nous trouvons en face d'une organisation qui fonctionne depuis longtemps déjà, il s'agit d'examiner si l'institution répond au but pour lequel elle a été créée, et si elle présente tous les avantages qu'on en attendait.

De ces malheureuses maisons de correction, on a dit tout le mal que l'on pouvait dire ; il nous semble même que si les intentions qui ont guidé les critiques ont été louables dans leur point de départ, étant donné qu'elles étaient inspirées par l'intérêt qui s'attache aux enfants, on a souvent dépassé la mesure ; tous ceux qui ont quelque compétence en cette matière ont si bien donné l'exemple du dénigrement que le public a suivi trop facilement l'impulsion donnée, frappant un peu à tort et à travers et parlant trop souvent de ce qu'il ne connaissait pas ; les littérateurs se sont, eux aussi, jetés dans la mêlée, plus préoccupés de frapper fort que de frapper juste ; il suffit de citer dans cet ordre d'idées un ouvrage récent : *le Coupable*, de Coppée ; cette prétendue « étude » de nos maisons de correction, que l'on prend aisément pour une diatribe bien que l'auteur affirme

énergiquement son impartialité et sa modération, doit être, croyons-nous, soigneusement laissée de côté par tous ceux qui veulent s'occuper d'une façon sérieuse et utile de la colonie correctionnelle; nous ne pensons pas que l'on trouve souvent à la tête de nos colonies des gens réalisant la silhouette peu sympathique du « capitaine Caillou, qui avait quelque chose « dans le genre de son nom à la place du cœur... une « brute, un ex-négrier à épaulettes... »; et s'il arrivait « à une brute obscène et féroce » (c'est ainsi que Coppée désigne les gardiens) après avoir cassé d'un coup de pied la jambe d'un enfant « de tenter de le violer... », nous ne sommes point convaincus que « l'on étoufferait l'affaire », comme l'écrit imperturbablement l'auteur; les surveillants des colonies pénitentiaires sont tout autre chose « qu'une trentaine de « drôles, subalternes en képi, choisis parmi les pires « déclassés, geôliers en qui s'éveille l'âme d'un bour-
« reau. » Mais ces quelques citations suffisent pour donner une idée du ton général de l'ouvrage et de la haute impartialité qu'il révèle; ce roman ne peut manquer de flatter le goût actuel pour la calomnie et l'insulte brutale et de bénéficier de nombreuses éditions, mais ce qui est beaucoup plus douteux, c'est qu'il soit une bonne action.

C'est donc ailleurs que dans ce genre de diatribes, inspirées par des préoccupations trop exclusivement littéraires et que dans les aphorismes de l'opinion publique qu'elles entretiennent soigneusement, qu'il faut chercher les améliorations nécessaires à nos établissements destinés aux jeunes délinquants: que l'on ne se figure pas que nous avons la prétention de les défendre contre tous et malgré tout, mais il nous semble qu'une des conditions essentielles que doit

réaliser une étude sur les maisons de correction, est d'éviter d'enregistrer, sans aucun contrôle, les reproches violents de littérateurs en mal de réclame, et d'exclure toute idée préconçue et tout parti pris.

La loi de 1850 prévoyait la création de colonies correctionnelles destinées à recevoir les mineurs condamnés en vertu des articles 67 et 69 et de colonies pénitenciaires spécialement affectées aux mineurs de l'article 66, acquittés comme ayant agi sans discernement, mais renvoyés en correction pour un certain temps ; on peut dire de cette loi qu'elle a été la première à poser en Europe les principes fondamentaux en matière d'éducation correctionnelle en partant de ce point de vue, nouveau pour l'époque, que pour le mineur de 16 ans, il fallait substituer l'école à la prison, donner au coupable précoce une instruction morale et professionnelle au lieu de lui octroyer purement et simplement des mois de détention ; d'ailleurs, dès 1854, la loi anglaise s'inspirait directement de ces données. Mais, après avoir posé les principes, il semble que nous ayons cru, en France, avoir accompli une tâche suffisante ; il est à signaler que la loi n'a pas même reçu une application effective dans ses conséquences directes et immédiates ; car c'est en 1895 seulement que la première colonie correctionnelle a été ouverte à Eysses, en conformité avec l'article 10 de la loi de 1850 ; nous en sommes sur ce point réduits à invoquer, pour une création « nouvelle », un texte vieux de 45 ans, tandis que les mineurs, pendant tout ce temps, ont patiemment attendu au « quartier correctionnel » la réalisation des promesses légales qui leur avaient été faites ; sans entamer ici la question des prisons proprement dites, qui serait étrangère à notre sujet, constatons simplement qu'une loi de

1875 a prescrit l'emprisonnement cellulaire et comme conséquence l'appropriation des maisons d'arrêt dans ce sens, mais qu'elle est loin d'avoir reçu à l'heure où nous parlons, une exécution intégrale ; les fonds disponibles ne l'ont pas permis ; on peut facilement, d'après cette constatation, se faire une idée de ce que doit être l'aménagement des quartiers correctionnels, dans ces prisons dont on nous dépeint à l'envi l'état lamentable.

En ce qui concerne les colonies pénitenciaires destinées aux enfants condamnés en vertu de l'article 66, la loi a cependant reçu, il faut le reconnaître, une exécution assez complète ; 28 établissements ont été créés, dont 9 colonies publiques et 19 colonies privées, contenant ensemble 6,331 enfants ; constatons d'ailleurs que l'Angleterre, avec une population moindre que celle de notre pays, possède 50 *Reformatory*, 142 *Industrial Scholl* et 15 *Truants Scholl*, renfermant en tout 29,393 sujets ; si ces derniers chiffres demandent à être analysés, en ce sens que les écoles industrielles reçoivent bon nombre d'enfants qui seraient confiés chez nous à l'assistance publique, même en tenant compte de cette observation, il demeure acquis que chez nos voisins l'effort est sensiblement supérieur.

Ce n'est point d'ailleurs dans la brutalité des gardiens, ni dans l'indifférence inhumaine des directeurs que nous verrons, à la suite de M. Coppée, des réformes à opérer ; pour juger un personnel à qui incombe une tâche souvent ingrate, il ne suffit pas d'avoir visité en passant une maison de correction avec la hantise de cette idée répandue dans le public que l'on pénètre dans une espèce de mauvais lieu ; il nous est difficile d'admettre que l'on s'applique à

cole, la surveillance, dans une grande agglomération, ne peut plus être individuelle, elle devient collective, c'est-à-dire qu'elle s'exerce sur des groupes trop nombreux. — Pour se rendre un compte assez exact de ce qui se passe dans cette hypothèse, il n'est point nécessaire d'avoir été interné dans une maison pénitentiaire, mais simplement d'avoir appartenu à l'un de nos grands établissements d'éducation qu'on appelle les lycées (1) ; c'est là que l'on peut, très jeune, faire connaissance avec la discipline, dont on ne comprend la nécessité que bien des années après qu'on en est délivré, parce que dans la jeunesse, on ne constate que les conséquences immédiates des choses sans se demander si les mesures sont indispensables ; ce sont trop souvent les « mal cotés » qui sont l'objet de la punition qui ne sait pas toujours qui frapper, mais qui finit presque infailliblement par s'arrêter sur eux ; la vieille expression : « c'est le maître d'études qui m'en veut », sur laquelle se sont brodées tant de joyusetés littéraires, n'est point absolument une chimère ; sans doute le maître d'études n'en veut à personne et ce qu'il désire, par-dessus tout, c'est la paix et pour l'obtenir, il faut des exemples, c'est-à-dire des punitions ; malheureusement elles ne frappent pas toujours le vrai coupable ; et si l'amertume des réflexions que fait le lycéen sur la justice est atténuée par le milieu familial dans lequel il peut se retremper et par ce fait que le lycée n'est qu'un épisode de sa vie, peut-on exiger, de la part du pauvre diable qui, tout jeune, a volé parce que ses parents lui en ont donné l'exem-

(1) Il va sans dire qu'une comparaison n'implique pas l'identité entre les deux termes qu'elle réunit, et que par conséquent nous n'entendons point assimiler les lycées aux maisons de correction, à aucun point de vue.

ple et qui a été jeté dans une maison de correction, la même faculté de réaction ? Pour lui, la maison de correction a constitué le seul milieu d'éducation, c'est là où il a été complètement élevé et c'est là qu'il a reçu les seules notions morales et sociales qui lui aient été données ; le surveillant n'a jamais pu s'adresser à lui d'une façon individuelle et solliciter directement l'éclosion de ses bons instincts, mais seulement user d'exhortations générales, s'adressant à tous en bloc, insuffisamment énergiques pour susciter des réflexions morales chez de jeunes enfants qui ne savent pas ce que c'est que la morale.

Les pupilles ne peuvent, à la maison de correction, apprendre la vie parce que toutes choses s'y accomplissent d'une façon toute différente ; non seulement ils ne profitent pas directement de leur travail, mais ils ne peuvent même pas en constater les résultats précis, il est pourvu par l'établissement à leur nourriture et à leur entretien, et les objets à la fabrication desquels ils ont collaboré sont évacués par grosses sur une destination qui leur est inconnue ; n'est-ce point là tout le contraire de ce qui se passe dans la vie du petit artisan ou du petit cultivateur ? Comment l'enfant peut-il apprendre, lui, atome dans un rouage administratif, fût-ce le mieux agencé, la moindre chose de ce qui lui sera utile plus tard ? Le mécanisme administratif a pour résultat constant de diminuer dans une grande proportion les énergies les mieux trempées, comment pourrait-il créer quelque chose de toutes pièces et donner à l'enfant la moindre résistance contre les pièges de la vie ?

Et l'on ne peut pas s'arrêter à l'objection tirée d'une nécessité économique, car d'une façon générale, les établissements à effectif réduit offrent même à ce

point de vue des avantages sur nos grandes maisons de correction ; une comparaison rapide entre notre colonie des Douaires, qui contient 500 enfants, et l'établissement du Sonnenberg (1), situé près Lucerne, par exemple, nous donne les résultats suivants.

Pour la colonie des Douaires, le sol, les constructions et l'aménagement ont été estimés par le ministère de l'intérieur à 1.650.000 francs ; d'autre part, 112 hectares de terre ont été postérieurement réunis à la portion principale, ils représentaient un prix d'achat de 200.000 francs ; le total de ces chiffres est de 1.850.000 francs et si l'on y joint les frais d'installation, on atteint presque 2 millions.

La colonie de Sonnenberg a coûté en achat du sol, en constructions, en bétail, instruments d'agriculture, la somme totale de 155.000 francs.

Donc, dix établissements comme la maison suisse élèveraient 500 enfants avec une économie dans les dépenses premières qui ne serait pas inférieure à 300.000 francs.

Si nous passons aux dépenses annuelles, l'année 1888 a donné, toujours pour les deux établissements que nous avons cités, les résultats suivants : le Sonnenberg avait reçu 43.551 francs, sur lesquels le gouvernement avait fourni 1.400 francs et les communes 6.976 francs ; les dépenses s'étant élevées à 35.314 francs, il en résultait un bénéfice net de 10.237 francs.

De leur côté, les Douaires encaissent 318.061 francs sur lesquels l'Etat allouait la somme énorme de 241.912 francs ; les recettes et les dépenses se balançaient d'ailleurs à très peu de chose près.

Notons surtout que la plus grosse partie de la dépense

(1) Cet établissement contient 100 enfants.

incombe, en France, à l'Etat, tandis que pour la Suisse elle est minime ; cela tient à ce que le petit établissement attire beaucoup plus les dons des particuliers.

M. Joly, à qui nous avons emprunté tous ces chiffres (1), cite encore l'établissement hongrois d'Aszod qui a coûté la somme totale de 321,000 francs et élève 180 pensionnaires.

Le placement individuel.

La maison de correction réorganisée par la diminution des effectifs, par la répartition des enfants en groupes constituant une sorte de famille ainsi que cela se pratique dans notre établissement de Mettray sera-t-elle le dernier mot de l'éducation que l'on peut donner aux enfants ? Beaucoup de très bons esprits ont proposé de compléter l'œuvre de correction par la faculté laissée à l'administration de placer les enfants dans des familles honorables en entendant que ce placement devrait toujours être précédé d'un séjour dans la maison de correction.

Cette mesure, qui réunit aujourd'hui d'assez nombreux suffrages, a cependant encore ses détracteurs qui se refusent à la considérer comme possible et utile dans la pratique ; en effet, disent-ils, le problème se pose de la façon suivante : on se trouve en face d'un enfant qui a montré de très mauvais instincts et qui en est arrivé à commettre des délits qui ont nécessité sa comparution en justice ; or, on aura beau dire et répéter que le placement dans une maison de correction ne constitue pas une peine, c'est là une notion abstraite que l'on ne parviendra pas à faire entrer dans les mœurs, l'individu qui a comparu devant un

(1) *Revue pénitentiaire* 1897, p. 314 et 315.

tribunal et qui a été l'objet d'une mesure quelconque demeure, quand même et malgré tout, pour la majorité des gens un délinquant, c'est un individu qui a eu maille à partir avec la justice, et pour un bon nombre il y a là un stigmate qui ne s'effacera pas et qui le différencie pour toujours du reste de ses semblables ; d'autre part, comment trouver une famille qui veuille bien tout d'abord recevoir l'enfant et qui ensuite soit capable de produire à son égard un effet moralisateur qui complètera l'œuvre de l'internement ?

L'enfant est vicieux, nous l'avons dit, ses parents ont renoncé à s'en occuper ; comment trouver chez des étrangers l'abnégation et le dévouement suffisants pour essayer de faire de ce rebut un honnête homme ? Et puis, il faut bien le dire, si la théorie vient d'en haut, c'est à ceux d'en bas que l'on demandera surtout de bien vouloir en faciliter l'application, c'est-à-dire que l'on ne rencontrera guère que des familles pauvres ou tout au plus très modestes qui veuillent bien recevoir un enfant étranger ; ces familles où la nécessité du travail pour la vie journalière est très rude ne seront-elles pas portées à abuser quelque peu de la situation de l'enfant, d'exiger de lui un travail au-dessus de ses forces ; est-il besoin de se gêner avec un enfant qui sort de la maison de correction ?

Il y a quelque chose de vrai dans toutes ces observations, et il ne faut pas se dissimuler les difficultés pratiques auxquelles on se heurtera en voulant réaliser des placements utiles ; aussi croyons-nous que l'administration aura besoin de concours dévoués pour arriver à choisir des familles convenables ; mais en s'adressant encore à l'assistance publique et aux sociétés de patronage, ne serait-il pas possible d'organiser quelque chose d'analogue à ce qui est pratiqué

en Allemagne, c'est-à-dire un service de renseignements fonctionnant d'une façon constante, grâce auquel l'administration aurait toujours d'avance un certain nombre de familles désignées comme aptes à remplir le rôle que l'on attend d'elles ; on parle beaucoup, nous semble-t-il, du manque de main-d'œuvre dans les campagnes, et l'on peut constater d'ailleurs que depuis une vingtaine d'années par exemple l'âge des domestiques de cultivateurs a baissé dans une proportion énorme, il n'est pas rare de voir actuellement des enfants de quinze ans remplir cet emploi, voilà donc un débouché tout trouvé ; ajoutons que le paysan, d'une façon générale, n'est point aussi méticuleux que l'artisan de la ville sur les antécédents de ses serviteurs, la plupart de ses jeunes domestiques sont étrangers au pays, viennent souvent de fort loin et comme renseignements sur leur compte, on s'est contenté de leurs simples allégations.

Il va sans dire que le placement ne pourrait guère être réalisé sans être complété par une surveillance à exercer sur les conditions dans lesquelles l'enfant se trouve dans la famille qui lui a été assignée ; mais, là encore, nous ne voyons pas une source de bien grandes difficultés ; tout se sait très vite à la campagne où l'on vit beaucoup dehors ; et les maires, stimulés par les juges de paix, pourraient fort bien se charger de fournir tous les renseignements utiles ; il faut remarquer qu'il ne s'agit pas ici de renseignements ayant un caractère judiciaire, qui sont très difficiles à obtenir dans les campagnes à cause de la crainte inspirée par tout ce qui se rattache à une comparution en justice ; d'autre part, les renseignements fournis par le maire auraient, nous semble-il, l'immense avantage d'éviter l'intervention d'une inspection étrangère qui for-

cément soulignerait la situation spéciale de l'enfant.

Enfin, l'essai que l'on pourrait tenter dans ce sens ne peut pas présenter, même en cas de non-réussite, de bien graves inconvénients, si l'on ajoute que la réintégration de l'enfant à la maison de correction serait toujours possible jusqu'à l'époque fixée par le tribunal.

Mais le placement des pupilles chez les particuliers aura-t-il un effet moralisateur ? Cela dépend beaucoup de ce que l'on entend par là ; il est évident que l'on ne peut pas attendre de la plupart des familles qui ont reçu les enfants étrangers des conseils d'une haute moralité ; donc au point de vue théorique nous considérons que l'action des patrons sera à peu près nulle ; ce que l'on demandera à l'enfant, c'est d'accomplir régulièrement son travail et de ne pas avoir d'histoires ; mais il ne faut pas s'attacher tant que cela à l'efficacité des bons conseils, les bons exemples valent mieux ; l'enfant environné de bons travailleurs, accomplissant avec eux la tâche quotidienne, sera bien plus vite et plus sûrement convaincu de l'utilité d'une vie honnête et laborieuse que par les plus belles harangues sur le devoir débitées par des personnes qui n'appartiennent pas à la même classe sociale que lui ; si donc il n'est pas complètement gangrené, il a de grandes chances pour s'améliorer et surtout pour prendre progressivement l'habitude machinale du travail en voyant tout le monde travailler autour de lui.

Nous avons d'ailleurs indiqué implicitement que le placement ne saurait être effectué qu'après un séjour assez long à la colonie : placer les enfants trop vite, avant de les avoir bien étudiés et éprouvés, ce serait s'exposer à de nombreuses désillusions ; il ne peut

être question, bien entendu, d'un placement direct et immédiat ; un stage est nécessaire, sans qu'il soit possible d'ailleurs d'en fixer la durée d'une façon uniforme ; pas plus qu'on ne peut dire qu'il aura lieu à un âge déterminé, car cela dépendra de celui où l'enfant est entré dans la colonie ; toutefois, en principe, et sauf des exceptions dont l'administration demeurerait juge, l'âge de 16 ans nous paraîtrait assez bien choisi parce qu'il correspond avec la cessation de la présomption d'irresponsabilité ; la Suisse, le grand-duché de Bade et l'Angleterre ont adopté cet âge ; la Prusse conserve ses petits colons plus longtemps, mais, selon M. Joly, on ne peut lui en faire grand mérite, car le motif qui a présidé à cette résolution est qu'il ne faut pas laisser partir si vite les jeunes gens au moment où leur travail commence à rapporter plus qu'ils ne coûtent et que, d'ailleurs, pour être plus sûre de faire réussir cette conception économique, elle ne leur donne aucun pécule.

CONCLUSION

Nous avons étudié la législation pénale française relative à l'enfance, puis passé en revue les principales législations européennes qui lui sont postérieures ; au cours de cette étude, nous avons été à même de constater que partout une évolution se produit, à la suite de laquelle on tend à considérer, de plus en plus, les jeunes délinquants comme des êtres un peu à part, vis-à-vis desquels il est indispensable, au double point de vue de l'idée même de justice et de l'utilité sociale de prendre des précautions particulières ; l'idée même que nous avons de la justice nous amène à constater qu'à la différence profonde qui sépare l'enfance de l'âge mûr au point de vue de la responsabilité de ses actes doit correspondre, et dans l'instruction des délits commis par les mineurs, et dans les mesures qui leur sont applicables, une différence aussi nettement tranchée, et l'utilité sociale nous fait un devoir de rechercher tous les moyens pour arriver à ce résultat : qu'au moment où l'enfant, devenant jeune homme, inaugure sa vie civile, il entre de plein pied dans la société sans aucune tare, et qu'il lui soit possible, à ce moment même où il devient un citoyen avec tous ses devoirs et toutes ses obligations, de mettre

librement en œuvre toutes les qualités, tous les bons instincts dont il peut être doué.

C'est en partant de ces deux idées qui nous semblent dominer la question que nous avons été amenés à conclure qu'il était bon que toutes les affaires où sont impliqués des mineurs soient l'objet d'une étude approfondie et que nous ayons en conséquence résolument condamné toutes les procédures sommaires ; ces deux idées nous ont également guidé dans le choix des modes de comparution des mineurs devant la justice de leur pays ; elles doivent réaliser le minimum de publicité indispensable, car, sous prétexte d'agir sur l'imagination de l'enfant, il serait mauvais qu'on lui fit apparaître la société comme une organisation formidable dirigée contre lui ; enfin, il est bon que les moyens de coercition et de réforme employés soient assez nombreux et assez souples pour se plier à la variété même des circonstances qui peuvent entourer les délits commis par le mineur et à la dissemblance des causes qui les ont provoqués. D'autre part, comme toute chose humaine est essentiellement relative, comme le meilleur des jugements, juste dans son principe, peut s'être trompé sur les conséquences que pourront amener les mauvaises dispositions d'un enfant, il nous a paru de toute utilité de permettre à l'administration chargée d'appliquer les mesures ordonnées par le tribunal, d'user de certains moyens spéciaux que peuvent comporter les circonstances ; c'est ainsi que l'on pourra, par le placement individuel des jeunes délinquants, après un temps d'épreuves, leur faciliter le reclassement dans la société.

Mais si l'on admet ce principe que l'enfant doit, le moins possible, être l'objet de peines proprement dites qui compromettraient injustement son avenir,

nous n'avons pas cru qu'il était bon d'adopter ce principe d'une façon absolue et en conclure que la peine devait être irrévocablement supprimée ; il existe malheureusement des cas où, de toute nécessité, le mineur doit être séparé de ses camarades, parce que sa précocité dans le mal permet de le considérer comme un adulte au point de vue de la responsabilité qui lui incombe ; et il est, d'une façon générale, mauvais de dire à une classe d'individus, quel que soit l'intérêt qu'on doive lui porter : quoi qu'il arrive, vous ne pouvez être punis ; il est bon que, très jeunes, les individus soient accessibles aux notions de responsabilité et à cette idée que chacun de nous a des devoirs à remplir. C'est comme conclusion de cette idée que nous avons pensé que la peine d'emprisonnement contre les mineurs devait subsister dans la loi à l'état éventuel et que nous avons repoussé la fixation d'une présomption absolue d'irresponsabilité.

Par les mesures que nous avons préconisées nous ne prétendons point qu'on arrivera à la suppression rapide de la criminalité enfantine ; néanmoins, il nous apparaît notamment qu'en adoucissant les mesures de correction vis-à-vis des mineurs, en donnant au juge le choix entre une plus grande variété de moyens pour tenir compte des situations qu'il doit sanctionner, on pourra enrayer le mouvement ascendant qui s'est manifesté dans la criminalité et surtout dans la récidive ; l'insuffisance des mesures actuelles se révèle dans l'augmentation de la criminalité chez les jeunes gens de 16 à 21 ans ; c'est, en effet, pour n'avoir pas pris vis-à-vis du mineur de 16 ans les mesures suffisantes que l'on voit son adolescence compromise ; pour ne parler que des hommes, le nombre des mi-

neurs de 16 à 21 ans prévenus de délits de droit commun, qui était de 22.267 en 1880, s'est constamment élevé depuis cette époque; en 1890, il était de 25.416; en 1891, de 26.181; en 1892, de 27.744; en 1893, de 28.350; enfin, en 1894, il atteint 28.701. D'autre part, la proportion des récidivistes mineurs est de 40 0/0 (1), tandis qu'elle était de 2,50 0/0 en Russie, lors du congrès de Saint-Petersbourg, et qu'en Angleterre les maisons de réforme donnent une récidive de 12 0/0 et les écoles industrielles ne vont qu'à 2,50 0/0.

Quand il sera possible au juge de choisir entre une plus grande variété de mesures appropriées aux circonstances; quand le régime des maisons de correction sera modifié et inspirera une plus grande confiance, les courtes peines de prison disparaîtront presque complètement d'elles-mêmes, les établissements conserveront plus longtemps leurs pensionnaires et pourront ainsi les rendre à la société mieux armés pour la lutte contre la misère et mieux imprégnés des bons conseils qui les auront guidés pendant plusieurs années.

En tout cas, ce qui est certain, c'est que la France ne peut s'éterniser à de vaines discussions de textes de lois qui datent du commencement du siècle; elle a donné autrefois l'impulsion dans ces questions comme dans beaucoup d'autres; actuellement même, les idées nouvelles que nous avons essayé d'analyser, appliquées à l'étranger, discutées longuement et avec compétence au sein des sociétés françaises qui se sont constituées pour les débattre et les faire progresser.

(1) Ces chiffres sont obtenus en tenant compte des délits commis dans les quatre années qui suivent la sortie de la maison de correction.

ont atteint un degré de maturité suffisant pour qu'il ne soit plus permis de refuser d'en essayer l'application, sinon intégrale et immédiate, du moins partielle et progressive, sans être justement accusé ou d'impuissance même à imiter les nations voisines, ou d'indifférence blâmable dans les questions qui touchent de si près à la vitalité et à l'avenir de notre pays.

VU :

J.-A. ROUX.

VU : *Le Doyen de la Faculté de Droit*
de l'Université de Dijon,

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM.

2 octobre 1898.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE. — Législation romaine et ancien droit.....	5
DEUXIÈME PARTIE. — Le code pénal français.	
CHAPITRE I. — <i>La présomption d'irresponsabilité. — Son champ d'application : les crimes, les délits, les contraventions ; les délits prévus par les lois spéciales.....</i>	13
CHAPITRE II. — <i>La question d'âge.....</i>	29
CHAPITRE III. — <i>Caractère de la présomption. — Ses conséquences.....</i>	41
Section I. — Non-discernement.....	43
Les contraventions.....	48
L'amende.....	52
Les frais de justice.....	53
Les dommages-intérêts.....	56
Section II. Discernement.....	57
Atténuation des peines.....	58
Les circonstances atténuantes.....	62
L'article 271 du code pénal et la loi de 1835.....	67
La contrainte par corps.....	69
L'immunité de juridiction.....	74
CHAPITRE IV. — <i>Exécution des peines prononcées contre les mineurs et des mesures prises à leur égard.....</i>	79

	Pages
TROISIÈME PARTIE. — Législation étrangère	87
CHAPITRE I. — <i>Code pénal italien</i>	89
CHAPITRE II. — <i>Code pénal du canton de Neuchâtel et projet de code pénal fédéral suisse</i>	103
CHAPITRE III. — <i>Législation allemande</i>	113
CHAPITRE IV. — <i>Législation belge</i>	121
CHAPITRE V. — <i>Législation anglaise</i>	135
CHAPITRE VI. — <i>Coup d'œil d'ensemble sur les législations européennes autres que celles de l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre</i> .	143
CHAPITRE VII. — <i>Le projet de code pénal français</i> ...	145
QUATRIÈME PARTIE. — Examen des réformes proposées	149
CONCLUSION	189